

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

BPIFRANCE

Société anonyme au capital de 5 440 000 000 €

Siège social : 27-31, avenue du Général Leclerc – 94710 MAISONS-ALFORT CEDEX
320 252 489 R.C.S. Créteil**Comptes annuels approuvés par l'assemblée générale ordinaire du 21 mai 2026****A. – Comptes individuels au 31 décembre 2025****I. – Bilan publiable de Bpifrance**

(En millions d'euros.)

Actif	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Caisse, banques centrales		4 385,2	2 313,5
Effets publics et valeurs assimilées	6	11 228,6	10 661,4
Créances sur les établissements de crédit	3	481,1	386,6
- A vue		142,9	51,3
- A terme		338,2	335,3
Opérations avec la clientèle	4	43 210,9	42 113,5
- Créances commerciales		12,9	12,9
- Autres concours à la clientèle		36 913,6	35 892,6
- Comptes ordinaires débiteurs		6 284,4	6 208,0
Obligations et autres titres à revenu fixe	6	9 771,4	9 195,1
Actions et autres titres à revenu variable	6	36,3	30,8
Participations et autres titres détenus à long terme	7	47,8	45,6
Parts dans les entreprises liées	7	21 500,0	21 487,2
Crédit-bail et location avec option d'achat	5	6 077,3	6 157,1
Location simple	5	176,1	191,7
Immobilisations incorporelles	9	286,6	269,9
Immobilisations corporelles	9	23,9	25,2
Capital souscrit non versé		0,0	0,0
Actions propres	8	64,1	64,1
Aides au financement de l'innovation	10	478,1	468,2
Autres actifs	11	1 183,5	1 724,1
Comptes de régularisation	12	1 083,2	1 937,3
Total de l'actif		100 034,1	97 071,3

Passif	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Banques centrales		0,0	0,0
Dettes envers les établissements de crédit	13	10 223,6	9 799,3
- A vue		158,0	140,7
- A terme		10 065,6	9 658,6
Opérations avec la clientèle	14	1 942,6	2 034,0
- A vue		171,4	222,2
- A terme		1 771,2	1 811,8
Dettes représentées par un titre	15	52 789,9	49 796,0
- Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables		7 366,4	7 114,6
- Emprunts obligataires		45 423,5	42 681,4
Autres passifs	16	2 637,0	2 450,0
Comptes de régularisation	17	2 675,7	2 950,0
Provisions	18	541,4	541,0
Dettes subordonnées, dépôts de garantie à caractère mutuel	19	19,7	19,4
Fonds de garantie publics	20	4 829,1	5 024,6
Ressources nettes d'intervention à l'innovation	21	1 245,8	1 391,3
Fonds pour Risques Bancaires Généraux		235,2	235,2
Capitaux propres hors FRBG	22	22 894,1	22 830,5
- Capital souscrit		5 440,0	5 440,0
- Primes d'émission et de fusion		15 674,0	15 674,0
- Réserves		355,2	324,7

- Provisions réglementées, subventions d'investissement		95,7	148,2
- Report à nouveau		1016,5	755,2
- Résultat de l'exercice		434,8	610,5
- Acomptes sur dividendes		-122,1	-122,1
Total du passif		100 034,1	97 071,3

Hors Bilan publiable de Bpifrance	Note	31/12/2025	31/12/2024
Engagements donnés	25		
- Engagements de financement			
. Engagements en faveur d'établissements de crédit		29,6	0,0
. Engagements en faveur de la clientèle		11 121,7	10 212,8
- Engagements de garantie			
. Engagements d'ordre d'établissements de crédit		0,0	0,0
. Engagements d'ordre de la clientèle		16 415,4	15 566,0
- Engagements sur titres			
. Titres achetés avec faculté de rachat ou de reprise		0,0	0,0
. Autres engagements donnés		484,6	0,0
Engagements reçus	25		
- Engagements de financement			
. Engagements reçus d'établissements de crédit		17 309,3	28 689,8
- Engagements de garantie			
. Engagements reçus d'établissements de crédit		1 830,8	2 061,2
- Engagements sur titres			
. Titres vendus avec la faculté de rachat ou de reprise		0,0	0,0
. Autres engagements reçus		0,0	0,0

II. – Compte de résultat publiable de Bpifrance

(En millions d'euros.)	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Intérêts et produits assimilés	27	1 889,3	1 928,4
Intérêts et charges assimilées	28	-1 490,2	-1 484,6
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	29	1 357,7	1 409,8
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	30	-1 105,2	-1 089,2
Produits sur opérations de location simple	29	77,3	81,9
Charges sur opérations de location simple	30	-63,7	-64,1
Revenus des titres à revenu variable	31	534,3	562,7
Commissions (produits)	32	39,3	28,4
Commissions (charges)	32	-3,4	-3,0
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	33	-0,1	0,0
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	34	2,4	-1,6
Autres produits d'exploitation bancaire	35	191,2	167,7
Autres charges d'exploitation bancaire	36	-53,0	-56,2
Produit net bancaire		1 375,9	1 480,2
Charges générales d'exploitation	37	-681,1	-657,7
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		-86,7	-75,8
Résultat brut d'exploitation		608,1	746,7
Coût du risque	38	-175,9	-138,7
Résultat d'exploitation		432,2	608,0
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	39	0,9	1,4
Résultat courant avant impôt		433,1	609,4
Résultat exceptionnel		0,0	0,0
Impôt sur les bénéfices	42	-50,8	-13,4
Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées		52,5	14,5
Résultat net		434,8	610,5

III. — Annexe

Note 1. – Règles de présentation et d'évaluation

Les comptes annuels de Bpifrance SA ont été établis et sont présentés conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire. Le règlement ANC 2023-03 a mis en cohérence le règlement ANC 2014-07 avec le règlement ANC 2022-06 « modernisation des états financiers ». Cette évolution, qui constitue un changement de méthode comptable, n'a pas d'incidence chez Bpifrance SA.

1.1. – Présentation des comptes

Bilan

Les créances et dettes rattachées sont regroupées avec les postes d'actif ou de passif auxquels elles se rapportent. Le portefeuille titres est ventilé en fonction de la nature des titres qui le composent : effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe, actions et autres titres à revenu variable. Sa ventilation par finalité économique (transaction, placement, investissement) fait l'objet de la note 6.2.

Les actifs subordonnés sont reportés, selon leur nature, soit dans les créances sur les établissements de crédit, soit dans les créances sur la clientèle, soit dans le poste « Obligations et autres titres à revenu fixe ».

Les créances douteuses sont inscrites selon leur nature dans les postes d'actif auxquels elles se rattachent pour leur montant net de dépréciations.

Au passif, les dépôts de garantie à caractère mutuel sont intégrés au poste « Dettes subordonnées ».

La rubrique « Capitaux propres hors FRBG » regroupe les postes « capital souscrit », « primes d'émission et de fusion », « réserves », « provisions réglementées et subventions d'investissement », « report à nouveau », « résultat de l'exercice » et « acomptes sur dividendes ».

Les subventions d'équipement perçues au titre des opérations de crédit-bail figurent dans la rubrique « Autres passifs ».

Compte de résultat

La présentation du compte de résultat s'appuie sur 5 soldes intermédiaires de gestion : le Produit Net Bancaire, le Résultat Brut d'Exploitation, le Résultat d'Exploitation, le Résultat Courant avant Impôt et le Résultat Net.

Les composantes significatives du compte de résultat sont décrites dans les notes 27 à 42.

1.2. – Principes et méthodes comptables

Risque de crédit

Le classement des opérations de crédit s'appuie sur la notion de risque de crédit avéré. Le risque est avéré dès lors qu'il est probable qu'une partie des sommes dues par une contrepartie ne sera pas perçue et que cette probabilité de perte est associée à l'une des situations suivantes :

- il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins ;
- l'établissement a connaissance de la situation financière dégradée de la contrepartie, laquelle se traduit par un risque de non recouvrement ;
- il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie.

Une distinction est faite entre les encours sains, restructurés, douteux et douteux compromis.

Encours sains

Les opérations de crédit non génératrices d'un risque avéré sont reconnues comme des encours sains.

Encours restructurés

Les créances dites restructurées sont définies comme étant des créances détenues sur des contreparties qui ont connu des difficultés financières telles que l'établissement a été amené à revoir les caractéristiques initiales de la créance.

Encours douteux

Les opérations de crédit génératrices d'un risque avéré sont des encours douteux. Pour une même contrepartie, la totalité des opérations de crédit sera classée par « contagion » en encours douteux.

Les opérations de crédit deviennent compromises si les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et si le passage en perte à terme est envisagé (cf. note 4).

Les événements qui peuvent conduire au déclassement en encours douteux compromis sont notamment :

- la déchéance du terme ;
- la résiliation du contrat ;
- la clôture des relations avec le client.

Un an après la classification en encours douteux, l'encours de crédit est présumé être compromis sauf si le passage en perte à terme n'est pas envisagé. L'existence de garanties est prise en compte pour la qualification des encours compromis. Les encours douteux compromis sont identifiés au sein des encours douteux.

Lorsque le caractère irrécouvrable des encours est confirmé, ces actifs sont passés en perte.

Segmentation des encours

La nature de l'activité de l'établissement conduit à segmenter les encours par :

- durée résiduelle ;
- secteur d'activité ;
- grands types de contrepartie.

Dans le cadre de sa politique commerciale, de sa politique de sélection et de son contrôle des risques, Bpifrance utilise un système de notation interne.

Dépréciations affectées à des créances douteuses de la clientèle

Les dépréciations affectées à des créances douteuses sont portées en déduction des postes d'actif correspondants.

Les provisions que Bpifrance a estimées nécessaires à la couverture des engagements de financement douteux sont inscrites au passif du bilan.

Le montant des dépréciations sur crédits à moyen et long terme et autres créances adossés ou non à des fonds de garantie, est déterminé au fil de l'eau, créance par créance, après analyse de la perte estimée à partir des récupérations probables, garanties incluses, actualisées au taux d'intérêt d'origine du crédit.

A la date d'arrêté, l'encours net de dépréciation est égal au plus bas entre le coût historique et la valeur actuelle des flux futurs de trésorerie attendus au titre des intérêts, du remboursement du capital et de la valeur des garanties.

Les dotations et reprises de dépréciation pour risque de non-recouvrement sont enregistrées en coût du risque. L'augmentation de la valeur comptable liée au passage du temps est inscrite dans la marge d'intérêt.

Dépréciations des engagements de garantie donnés et des aides à l'innovation

Concernant les engagements de garantie donnés, la dépréciation correspond à la perte en capital ainsi qu'aux intérêts contractuels couverts par les fonds de garantie. La perte en capital est évaluée à partir d'une méthode statistique d'estimation des récupérations potentielles.

Concernant les aides à l'innovation, les dépréciations sont estimées individuellement.

Ces dépréciations n'impactent pas le compte de résultat ; elles sont imputées sur les fonds de garantie.

Provisionnement collectif dynamique

Les encours sains des prêts à la clientèle font l'objet d'un provisionnement. La méthodologie d'estimation appliquée est celle retenue dans le cadre des comptes consolidés, établie selon la norme IFRS 9.

L'existence d'un risque de crédit sur un ensemble homogène de créances donne lieu à l'enregistrement d'une provision, sans attendre que le risque ait individuellement affecté une ou plusieurs créances.

La méthodologie mise en place par Bpifrance repose principalement sur l'analyse des notations internes du portefeuille. Le modèle d'estimation des provisions collectives s'appuie sur des simulations de scénarii stochastiques qui associent à chaque contrepartie une date éventuelle de défaut et un taux de perte en cas de défaut.

La provision collective est comptabilisée au passif du bilan. A mesure que les risques surviennent, des dépréciations pour créances douteuses sont comptabilisées et portées en déduction des encours compromis, la provision collective étant reprise corrélativement.

Remboursements anticipés des prêts accordés à la clientèle

Bpifrance enregistre directement en résultat les indemnités de remboursement anticipé des prêts accordés à la clientèle, à la date de réalisation.

Opérations de crédit-bail et assimilées

Bpifrance exerce une activité de crédit-bail mobilier, de location financière et de crédit-bail immobilier dont une partie résiduelle est soumise au régime SICOMI.

Dans les comptes sociaux, ces opérations apparaissent au bilan dans les rubriques « crédit-bail et location avec option d'achat » et « location simple » et au compte de résultat dans les rubriques « produits sur opérations de crédit-bail et assimilées », « charges sur opérations de crédit-bail et assimilées » et « produits sur opérations de location simple », « charges sur opérations de location simple ».

Les immobilisations données en crédit-bail ou en location sont portées au bilan social pour leur valeur d'achat, laquelle, pour le crédit-bail immobilier, comprend les frais d'acquisition, le coût de la construction et le prix d'achat du terrain.

L'amortissement comptable, lequel s'inscrit dans la double limite de l'amortissement fiscalement autorisé et de la dotation linéaire minimale, est calculé élément par élément, à l'exception des terrains qui ne font pas l'objet d'amortissement.

Lors du passage en douteux d'un contrat, si la valeur estimée des récupérations probables est inférieure à la valeur comptable de l'immobilisation, la différence fait l'objet d'une dépréciation inscrite dans le Produit Net Bancaire.

Les indemnités de résiliation contractuelles sont comptabilisées en « produits sur opérations de crédit-bail et assimilées ». Les dépréciations destinées à couvrir les indemnités dues sont également enregistrées dans ce poste.

A cette présentation sociale est associée une présentation financière, laquelle traduit la substance économique des opérations. Les loyers sont ventilés, d'une part en intérêts et d'autre part, en amortissements du capital appelés amortissements financiers.

Au bilan financier apparaît l'encours financier égal à la valeur brute des immobilisations diminuée des amortissements financiers et des dépréciations financières.

Au compte de résultat financier apparaissent :

- dans le Produit Net Bancaire : les intérêts inclus dans les loyers courus de l'exercice et les plus ou moins-values financières sur les encours financiers sains ;
- dans le coût du risque : les variations des dépréciations financières et les plus ou moins-values financières sur les encours financiers douteux.

Les données financières sont retracées dans les notes 5, 40 et 41.

Opérations sur instruments financiers

Opérations de bilan

Le portefeuille est composé de valeurs mobilières, de bons du Trésor, d'autres titres de créances négociables et d'instruments du marché interbancaire.

En fonction de la finalité économique recherchée et des risques qui leur sont attachés, les titres sont classés en quatre portefeuilles qui font l'objet de règles de comptabilisation spécifiques :

Titres de transaction

Il s'agit de titres qui sont :

- soit acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme ;
- soit détenus par un établissement du fait de son activité de teneur de marché ;
- soit acquis ou vendus dans le cadre d'une gestion spécialisée de portefeuille ;
- soit l'objet d'un engagement de vente dans le cadre d'une opération d'arbitrage.

Ils sont enregistrés à leur date d'acquisition pour leur prix d'achat frais exclus, intérêts courus inclus. A chaque date d'arrêté comptable, ils sont réévalués au prix du marché. Le solde global des différences résultant des variations de cours est comptabilisé dans le Produit Net Bancaire.

Titres de placement

Ce portefeuille est composé de titres qui ne peuvent être inscrits parmi les titres de transaction, titres d'investissement, titres de l'activité de portefeuille, autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées. Ces titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais et coupon couru à l'achat exclus.

La différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement des titres à revenu fixe est étalée sur la durée de vie résiduelle des titres en utilisant la méthode actuarielle.

A la date d'arrêté des comptes, ces titres sont évalués à leur valeur de marché. Si celle-ci est inférieure à la valeur comptable, ils font l'objet d'une dépréciation affectant le Produit Net Bancaire.

Titres d'investissement

Ce sont des titres à revenu fixe destinés à être détenus durablement, en principe jusqu'à l'échéance.

Ces titres sont financés par des ressources affectées ou sont couverts en taux. Ils sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais et coupon couru à l'achat exclus. L'écart constaté entre ce prix et la valeur de remboursement est étalé actuariellement jusqu'à la date de remboursement. A la date d'arrêté comptable, les moins-values latentes ne sont pas provisionnées sauf éventuel risque de contrepartie.

Au cas où certains de ces titres viendraient à être cédés avant leur échéance pour un montant significatif, l'ensemble du portefeuille serait déclassé en titres de placement pour l'exercice en cours et les deux exercices suivants, sauf exceptions prévues par les textes.

Titres de l'activité de portefeuille

Relèvent d'une activité de portefeuille, les titres acquis de façon régulière avec pour seul objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme sans intention d'investir durablement dans le développement de l'entreprise émettrice, ni de participer activement à sa gestion. L'activité doit être exercée de manière significative et permanente dans un cadre structuré procurant à l'établissement une rentabilité récurrente provenant principalement des plus-values de cession réalisées. Entrent dans cette catégorie les titres détenus dans le cadre d'une activité de capital-risque ; ces titres sont comptabilisés, selon leur nature, dans les rubriques « Obligations et autres titres à revenu fixe » et « Actions et autres titres à revenu variable ».

Ils sont évalués à la clôture de l'exercice au plus bas de leur prix de revient ou de leur valeur d'utilité déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur et de l'horizon de détention. Ils font l'objet, le cas échéant, d'une dépréciation qui affecte le Produit Net Bancaire.

Opérations de pension

Les titres reçus en pension livrée sont portés à l'actif dans un compte représentatif de la créance ainsi générée. Les produits correspondants sont enregistrés en Produit Net Bancaire.

Les titres donnés en pension livrée génèrent une dette inscrite au passif. Ils sont maintenus dans leur portefeuille d'origine et continuent d'être évalués selon les règles applicables à ce portefeuille.

Opérations de hors-bilan

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits au hors-bilan pour la valeur notionnelle des contrats : ce montant représente le volume des opérations en cours.

Les résultats afférents à ces opérations sont enregistrés en fonction de la nature de l'instrument et de la stratégie suivie.

Les opérations de couverture constituent l'essentiel des opérations négociées :

- les produits et les charges relatifs aux instruments financiers à terme destinés à couvrir, de manière identifiée dès l'origine, un élément ou un ensemble d'éléments homogènes (micro-couverture - Opérations en devises (contrats d'échange de devises et/ou de taux)) sont enregistrés de manière symétrique à la prise en compte des produits et des charges constatés sur les éléments couverts ;
- les produits et les charges liés aux instruments permettant d'ajuster les caractéristiques des ressources aux besoins définis dans le cadre de la gestion globale des positions de taux d'intérêt ou de devises (macro-couverture - En macro-couverture sont recensées les opérations sur instruments fermes ou conditionnels de taux d'intérêt et de devises mises en place dans le cadre de la gestion globale des positions de Bpifrance) sont comptabilisés prorata temporis dans le Produit Net Bancaire.

En cas d'annulation de contrats d'échange de taux d'intérêt ou de devises conclus au titre de la gestion globale des positions de taux, les soultes reçues ou versées sont étalées sur la durée de vie résiduelle du contrat annulé.

En ce qui concerne les opérations constitutives de positions ouvertes isolées :

- les opérations négociées sur un marché organisé ou assimilé sont évaluées à chaque date d'arrêté comptable. Les gains ou pertes correspondants affectent directement le Produit Net Bancaire ;
- les résultats des opérations négociées sur un marché de gré à gré sont enregistrés selon la nature des instruments, soit au dénouement des contrats, soit prorata temporis. Les pertes latentes constatées à la date d'arrêté affectent le Produit Net Bancaire.

Titres de participation et parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme

Ces titres sont inscrits au prix d'acquisition, frais exclus.

Participations, parts dans les entreprises liées

Les titres de participation et les parts dans les entreprises liées sont des valeurs donnant des droits dans le capital d'une entreprise. Leur possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise qui les détient, soit parce qu'elle permet d'exercer une influence notable sur la société émettrice, soit parce qu'elle est l'expression d'une relation de partenariat.

Ces titres sont évalués à la clôture de l'exercice au plus bas de leur prix de revient ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité représente ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention. Celle-ci peut notamment être déterminée en fonction de la valeur de marché, de la valeur d'actif net, des perspectives d'activité de la société émettrice, des perspectives de réalisation, de la conjoncture économique. Si cette valeur est inférieure à leur valeur comptable, les titres font l'objet d'une dépréciation constatée en « gains ou pertes sur actifs immobilisés ».

Autres titres détenus à long terme

Il s'agit d'investissements réalisés sous forme de titres dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice, mais sans influence sur la gestion de celle-ci en raison du faible pourcentage des droits de vote détenus. Ces titres sont évalués selon la méthode retenue pour les titres de participation et les parts dans les entreprises liées.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont des actifs amortissables ou non amortissables desquels l'entreprise attend des avantages économiques futurs.

Elles sont amorties selon le mode linéaire pour les immeubles et le mobilier et dégressif pour le matériel informatique, sur la durée d'utilité attendue du bien, soit :

- Logiciels : de 1 à 5 ans
- Immeubles : de 25 à 55 ans
- Agencement, mobilier et matériel de bureau : de 4 à 10 ans
- •Matériel informatique : 4 ans

Les dotations aux amortissements sont enregistrées dans le poste « Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles » du compte de résultat.

Les amortissements dérogatoires résultant de l'application du Code Général des Impôts sont enregistrés dans la rubrique « Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées » du compte de résultat.

Fonds de garantie et ressources nettes d'intervention à l'innovation

Pour faire face à sa mission d'intérêt économique général, l'Etat met à la disposition de Bpifrance des ressources publiques destinées à couvrir les engagements induits par cette mission. Les activités couvertes par ces fonds sont la garantie de crédit bancaire, d'une part, et la distribution d'aides à l'innovation principalement sous la forme de subventions et d'avances remboursables, d'autre part.

Les ressources accordées par l'Etat figurent au passif du bilan et sont diminuées des pertes et provisions constatées sur les opérations concernées. Les produits financiers résultant des placements de la trésorerie sont réaffectés pour l'essentiel aux ressources accordées.

Les principaux postes affectés par ces activités d'intérêt économique général sont :

- à l'actif, les aides au financement de l'innovation (cf. note 10) et les dotations à recevoir (cf. note 11) ;
- au passif, les fonds de garantie (cf. note 20) et les ressources d'intervention à l'innovation (cf. note 21) ;
- au hors-bilan, les garanties données (cf. note 25).

Les fonds de garantie répondent à la définition d'instruments de dette puisqu'ils sont remboursables. Compte tenu de leur spécificité et de leur importance pour le Groupe, ils sont présentés au passif du bilan dans des rubriques spécifiques intitulées « Fonds de garantie publics » et « Ressources nettes d'intervention à l'innovation ».

Ils sont évalués au coût. Cette évaluation comprend les dotations perçues, auxquelles s'ajoute la quote-part de résultat revenant aux fonds (commissions, produits financiers nets, participation aux plus-values sur titres), nette des contentieux avérés (charges, provisions contentieuses et provisions précontentieuses).

Les gains, pertes et provisions affectés aux fonds de garantie, décrits dans les notes 20.2 et 21.2, ne transitent pas par le compte de résultat. Les charges et produits ne sont pas soumis à l'impôt.

De même, des partenaires publics, principalement les régions, accordent à Bpifrance des ressources destinées au financement de subventions et d'avances remboursables. Le montant net de ces ressources est regroupé avec les fonds de garantie de l'innovation dans la rubrique « ressources nettes d'intervention à l'innovation ».

Fonds pour Risques Bancaires Généraux

Le Fonds pour Risques Bancaires Généraux est doté à la discrétion des dirigeants en vue de faire face à des charges et à des risques de nature exceptionnelle relevant de l'activité bancaire.

Opérations en devises

Les éléments d'actif, de passif et de hors-bilan sont convertis en euros au cours en vigueur à la date d'arrêté des comptes. Les différences résultant de la réévaluation des positions de change sont constatées dans le Produit Net Bancaire.

Intérêts et Commissions

Les intérêts et commissions sont enregistrés en Produit Net Bancaire selon la méthode des produits et charges courus.

Les commissions et frais de dossier, s'ils sont non significatifs, ne donnent pas lieu à étalement.

Lorsque Bpifrance perçoit des bonifications destinées à accorder des prêts à taux réduits, celles-ci sont étalées sur la durée de vie des prêts concernés et enregistrées dans le poste « Intérêts et produits assimilés ».

Charges d'emprunts

Les frais d'émission et les primes de remboursement ou d'émission sont étalés sur la durée de l'emprunt. La charge en résultant est constatée dans le Produit Net Bancaire.

La charge annuelle d'intérêts des emprunts à taux progressif ou à coupon unique est comptabilisée sur la base du taux de revient actuariel de l'emprunt.

Situation fiscale

Bpifrance est la société mère du groupe d'intégration fiscale comprenant les sociétés Bpifrance Investissement, Bpifrance Assurance Export, Bpifrance Participations, Bpifrance Courtage, Auxifinances, FSI PME Portefeuille et Bpifrance International Capital. Bpifrance est bénéficiaire de l'économie globale d'impôt, produit ou charge, réalisée par le groupe d'intégration fiscale du fait de l'application du régime de l'intégration.

Engagements en matière de retraite et autres engagements sociaux

Avantages postérieurs à l'emploi

Ils recouvrent les indemnités de fin de carrière, les compléments de retraite bancaire et les frais de santé postérieurs à l'emploi. Ces avantages peuvent être classés en deux catégories : les régimes à cotisations définies (non représentatifs d'un engagement à provisionner pour l'entreprise) et les régimes à prestations définies (représentatifs d'un engagement à la charge de l'entreprise et donnant lieu à évaluation et provisionnement).

— Régime à cotisations définies

Un régime à cotisations définies est un régime d'avantages postérieurs à l'emploi selon lequel une entité verse des cotisations définies (en charge) à une entité distincte et n'aura aucune obligation juridique de payer des cotisations supplémentaires si le fonds n'a pas suffisamment d'actifs pour servir toutes les prestations correspondant aux services rendus par le personnel pendant les périodes considérées.

— Régime à prestations définies

Les obligations, couvertes par un contrat d'assurance, sont évaluées selon une méthode actuarielle tenant compte d'hypothèses démographiques et financières telles que l'âge, l'ancienneté, la probabilité de présence à la date d'attribution de l'avantage et le taux d'actualisation (taux de rendement du marché des obligations de sociétés présentant une haute qualité de crédit).

Ce calcul opère une répartition de la charge dans le temps en fonction de la période d'activité des membres du personnel (méthode des unités de crédit projetées). La comptabilisation des obligations tient compte de la valeur des actifs constitués en couverture des obligations et des éléments actuariels.

Les charges relatives aux régimes à prestations définies sont constituées du coût des services rendus de l'année, des intérêts sur le passif ou l'actif net au titre des prestations définies (au taux de rendement du marché des obligations de sociétés présentant une haute qualité de crédit), des cotisations aux régimes de l'employeur et des prestations payées. Les éventuels écarts actuariels (réévaluations), les rendements des actifs du régime (hors intérêts) et les conséquences des réductions et des liquidations éventuelles de régimes sont comptabilisés en résultat.

Autres avantages à long terme

— Prime de médaille d'honneur du travail

Les salariés du Groupe se voient octroyer des primes pour l'obtention de médailles d'honneur du travail. Ces engagements sont provisionnés sur la base de l'accord signé le 15 décembre 2011.

— Retraite complémentaire

L'accord professionnel AFB du 13 septembre 1993 sur la réforme des régimes de retraite de la profession bancaire s'applique au personnel de Bpifrance. Le paiement d'un complément de pension bancaire et d'abattements non pris en charge par les caisses d'accueil au titre des droits acquis par ce personnel au 31 décembre 1993 est assuré par un fonds de réserve dont le montant est suffisant pour couvrir les besoins.

— Départs anticipés

Au titre des départs anticipés, Bpifrance est engagé vis-à-vis de son personnel. Ces engagements sont provisionnés.

Indemnités de cessation d'emploi

Il s'agit des indemnités accordées aux salariés lors de la résiliation de leur contrat de travail avant le départ en retraite, que ce soit en cas de licenciement ou d'acceptation d'un plan de départ volontaire. Les indemnités de fin de contrat de travail font l'objet d'une provision. Celles qui sont versées plus de douze mois après la date de clôture donnent lieu à actualisation.

Hypothèses actuarielles importantes

Les hypothèses actuarielles de mortalité se basent sur les tables statistiques de mortalité publiques.

Les modalités de rotation de l'emploi (turnover) évoluent principalement en fonction de l'âge du salarié à partir de données statistiques historiques.

Le taux d'actualisation, taux des obligations de première catégorie, a été déterminé en fonction de la durée de portage des engagements concernés.

Les hypothèses économiques concernant le taux annuel de progression des salaires et le taux de revalorisation des engagements de médaille du travail font également partie des hypothèses actuarielles.

Note 2. – Faits significatifs de l'exercice et événements postérieurs à la clôture

2.1. – Faits significatifs de l'exercice

Aucun fait significatif n'est intervenu au cours de l'exercice.

2.2. – Événements postérieurs à la clôture

Conflit armé au Moyen-Orient

Depuis fin février 2026, le Moyen-Orient fait face à un conflit armé et des tensions géopolitiques majeures liés à la situation en Iran. Bien qu'il soit difficile à ce stade d'en mesurer les conséquences, Bpifrance suit avec attention les développements de ce conflit susceptible d'impacter significativement l'environnement économique mondial, en ce compris les marchés du crédit et le niveau des taux d'intérêt, les marchés actions ou encore une hausse de l'inflation, du coût des matières premières ou de potentielles rupture des chaînes d'approvisionnement.

Note 3. – Créances sur les établissements de crédit

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Comptes à vue et prêts au jour le jour	142,9	51,3
Comptes et prêts à terme	338,0	335,1
Prêts subordonnés	0,0	0,0
Titres reçus en pension	0,0	0,0
Créances douteuses		
. Montant brut	0,0	0,0
. Dépréciations	0,0	0,0
Montant net créances douteuses	0,0	0,0
Créances rattachées	0,2	0,2
Total (*)	481,1	386,6
(*) dont prêts de refinancement de filiales ou participations	317,7	312,8

Ventilation des encours sains selon la durée restant à courir au 31 décembre 2025

(En millions d'euros.)	D ≤ 3 m.	3m. < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans	Créances rattachées
Encours sains	152,2	28,1	136,7	163,9	0,2
	481,1				

Note 4. – Opérations avec la clientèle - Actif

Cette note décrit les opérations de prêt moyen long terme et de financement des créances court terme.

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Comptes ordinaires débiteurs (hors AFT)	0,2	1,0
Comptes ouverts auprès de l'Agence France Trésor	6 264,8	6 192,7
Créances commerciales	12,9	12,9
Crédit export	1 028,6	906,8
Crédits de trésorerie	1 513,5	1 322,4
Crédits à l'équipement	19 442,7	18 548,5
Dont crédits restructurés	276,6	254,2
Autres crédits et prêts subordonnés	13 298,2	13 535,9
Dont crédits restructurés	157,9	175,3
Prêts à la clientèle financière	11,2	13,2
Créances douteuses		
. Montant brut (1)	3 317,3	3 090,0
. Dépréciations	-806,3	-711,6
. Fonds de garantie affectés appelables (2)	-967,2	-888,0
Montant net créances douteuses	1 543,8	1 490,4
Créances rattachées	95,0	89,7
Total (3)(4)	43 210,9	42 113,5
(1) Avant déduction des garanties éventuelles		
(2) Ce poste représente les dépréciations constituées sur les fonds de garantie		
(3) Compte non tenu de la provision collective figurant au passif du bilan		
(4) Dont créances éligibles auprès de l'Eurosystème (BCE)	5 006,1	6 452,0

Le montant global des créances douteuses est ventilé comme suit :

(En millions d'euros.)	Encours douteux	Encours douteux compromis	Total
Encours	376,6	2 940,7	3 317,3
Dépréciations	0,0	-806,3	-806,3
Fonds de garantie affectés appelables	-300,4	-666,8	-967,2
Montant net	76,2	1 467,6	1 543,8

Ventilation des encours au 31 décembre 2025

Selon la durée restant à courir

(En millions d'euros.)	D ≤ 3 m.	3m. < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans	Créances rattachées
Encours sains	2 739,4	5 960,2	17 619,4	15 253,1	95,0
	41 667,1				

Par secteurs d'activité économique

(En millions d'euros.)	Commerce	Industrie	Services	BTP	Tourisme	Total
Encours sains	3 169,2	10 430,4	(*)24 963,0	1 122,8	1 981,7	41 667,1
Encours douteux	415,7	787,6	1 810,4	170,6	133,0	3 317,3
Dépréciations	-142,1	-183,1	-404,5	-53,3	-23,3	-806,3

(*) Dont 6 265 millions d'euros auprès de l'Agence France Trésor

Par grands types de contrepartie

(En millions d'euros.)	Administrations centrales	Institutions non Ets de crédit	Entreprises	Clientèle de détail	Total
Encours sains	6 933,1	1 571,1	33 162,5	0,4	41 667,1
Encours douteux	0,0	87,1	3 230,2	0,0	3 317,3
Dépréciations	0,0	-19,2	-787,1	0,0	-806,3

Titrisation

Bpifrance titrise une partie de son portefeuille de prêts moyen long terme à la clientèle (PLMT). Bpifrance est à la fois cédant des créances et seul investisseur du Fonds Commun de Titrisation (FCT) auquel les créances ont été cédées. Cette opération permet de convertir les prêts cédés en titres éligibles aux opérations de refinancement de la BCE et de bénéficier ainsi de coûts de refinancement avantageux. Les titres souscrits par Bpifrance figurent à l'actif du bilan, au sein du portefeuille d'investissement, pour un montant de 3 451 M€ au 31 décembre 2025 (3 451 M€ au 31 décembre 2024).

Bpifrance titrise selon le même schéma une partie de son portefeuille de prêts sans garantie (PSG). Les titres souscrits par Bpifrance figurent au sein du portefeuille d'investissement, pour un montant de 3 075 M€ au 31 décembre 2025 (3 075 M€ au 31 décembre 2024).

Afin d'optimiser le traitement opérationnel de son offre digitale de prêts à destination des TPE et PME, Bpifrance titrise l'ensemble des crédits à la clientèle distribués via sa plateforme digitale. Ici encore, Bpifrance est à la fois cédant des créances et seul investisseur du FCT. Les titres souscrits par Bpifrance figurent au sein du portefeuille de placement, pour un montant de 423 M€ au 31 décembre 2025 (342 M€ au 31 décembre 2024).

Bpifrance titrise selon le même schéma l'ensemble de son offre digitale de Prêts d'Honneur à destination des porteurs de projets accompagnés par les réseaux d'accompagnement. Les titres souscrits par Bpifrance figurent au sein du portefeuille de placement, pour un montant de 264 M€ au 31 décembre 2025 (235 M€ au 31 décembre 2024).

Note 5. – Opérations de crédit-bail et location simple**Flux enregistrés au cours de l'exercice 2025**

(En millions d'euros.)	Crédit-bail et location immobiliers	Crédit-bail et location mobiliers	Total
Montant brut des immobilisations au 31/12/2024	7 659,6	4 248,2	11 907,8
Entrées	451,1	705,0	1 156,1
Sorties	-540,2	-647,5	-1 187,7
Montant brut des immobilisations au 31/12/2025	7 570,5	4 305,7	11 876,2
Amortissements cumulés au 31/12/2025	-2 534,6	-2 274,7	-4 809,3
Dépréciations cumulées au 31/12/2025 (*)	-897,1	-10,2	-907,3
Fonds de garantie affectés cumulés au 31/12/2025	-4,7	-2,9	-7,6
Montant net des immobilisations au 31/12/2025	4 134,1	2 017,9	6 152,0
Créances nettes	73,8	27,6	101,4
Sous total	4 207,9	2 045,5	6 253,4
Réserve latente	59,7	373,3	433,0
Encours financier net au 31/12/2025	4 267,6	2 418,8	6 686,4
(*) Dont - Provisions Art. 64 du Régime Sicomi	-0,8	0,0	-0,8
- Provisions Art. 57	-851,9	0,0	-851,9

Note 6. – Portefeuille titres

6.1. – Flux enregistrés au cours de l'exercice 2025

(En millions d'euros.)	Effets publics et valeurs assimilées	Obligations et autres titres à revenu fixe	Actions et autres titres à revenu variable
Montant brut au 31/12/2024	10 681,4	9 214,3	30,8
Entrées (1)	1 185,2	33 123,8	5,9
Sorties (1)	-564,5	-32 548,0	-0,4
Amortissement des surcotes/décotes	-70,0	-11,6	0,0
Variation des créances rattachées	15,5	7,0	0,0
Montant brut au 31/12/2025	11 247,6	9 785,5	36,3
Dépréciations cumulées au 31/12/2025 (2)	-19,0	-14,1	0,0
Montant net au 31/12/2025	11 228,6	9 771,4	36,3

(1) Les entrées et sorties d'obligations et autres titres à revenu fixe sont principalement dues aux cessions et rachats réalisés dans le cadre des opérations de titrisation.

(2) Dépréciations pour moins-values latentes et pour créances douteuses

Le tableau ci-dessous détaille la part des titres détenus dans le cadre du placement de la trésorerie des fonds de garantie :

(En millions d'euros.)	Effets publics et valeurs assimilées	Obligations et autres titres à revenu fixe	Actions et autres titres à revenu variable
Montant brut au 31/12/2025	14,8	113,8	36,3
Dépréciations cumulées au 31/12/2025	0,0	0,0	0,0
Montant net au 31/12/2025	14,8	113,8	36,3

Ventilation du portefeuille de titres à revenu fixe selon la durée restant à courir au 31 décembre 2025

(En millions d'euros.)	D ≤ 3 m.	3 m. < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans	Créances rattachées	Total
Effets publics et valeurs assimilées	10,0	2 320,8	2 963,8	5 829,9	104,1	11 228,6
Obligations et autres titres à revenu fixe	272,3	220,5	827,7	8 428,4	22,5	9 771,4
	282,3	2 541,3	3 791,5	14 258,3	126,6	21 000,0

6.2. – Ventilation par type de portefeuille (montants nets, créances rattachées incluses)

(En millions d'euros.)	31/12/2025					31/12/2024
	Effets publics et valeurs assimilées	Obligations et autres titres à revenu fixe		Actions et autres titres à revenu variable		Total
		Titres cotés	Titres non cotés	Titres cotés	Titres non cotés	
Placement	0,0	51,7	686,8	36,3	0,0	774,8
Investissement	11 228,6	2 387,0	6 645,9	0,0	0,0	20 261,5
Total	11 228,6	9 771,4 (*)		36,3		21 036,3
						19 887,3

(*) Dont : - Titres émis par l'Etat ou des collectivités locales : néant

- Titres émis par d'autres émetteurs : 9 771,4 M€

- Titres subordonnés : néant

Au 31 décembre 2025, 9 417,9 M€ de titres sont donnés en pension livrée contre 9 561,4 M€ au 31 décembre 2024 (montants exprimés en valeur nette comptable).

Les titres de placement ne font l'objet d'aucune dépréciation au titre du risque de contrepartie.

6.3. – Transferts entre portefeuilles et cession de titres d'investissement avant échéance

Au cours de l'exercice, il n'y a eu ni transfert de titres entre portefeuilles, ni cession significative de titres d'investissement avant échéance.

6.4. – Estimation du portefeuille (créances rattachées incluses et hors créances douteuses) au 31 décembre 2025

(En millions d'euros.)	Valeur brute comptable	Valeur de marché	Différence	Moins-values latentes (hors créances douteuses)	Plus-values latentes
Titres de placement	774,8	782,3	7,5	0,0	7,5
Titres d'investissement (*)	20 294,6	18 930,8	-1 363,8		

(*) Le portefeuille d'investissement se scinde en deux populations principales : 6,5 Md € en valeur brute comptable d'obligations détenues dans le cadre des opérations de titrisation (cf. note 4) et 10,4 Md € d'OAT participant à la gestion globale des positions de liquidité et de taux d'intérêt dans un objectif de couverture des risques. Ces OAT permettent notamment de satisfaire les besoins en titres résultant du processus de sécurisation des opérations interbancaires et des systèmes d'échange.

Note 7. – Participations et autres titres détenus à long terme, parts dans les entreprises liées

7.1. – Flux enregistrés au cours de l'exercice 2025

(En millions d'euros.)	Participations	Autres titres détenus à long terme	Parts dans les entreprises liées
Montant brut au 31/12/2024	15,0	35,4	21 487,5
Entrées et autres mouvements	0,0	3,4	0,0
Sorties et autres mouvements	-0,2	0,0	-0,3
Variation des créances rattachées	0,0	0,0	12,8
Montant brut au 31/12/2025	14,8	38,8	21 500,0
Dépréciations cumulées au 31/12/2025	0,0	-5,8	0,0
Montant net au 31/12/2025 (*)	14,8	33,0	21 500,0
(*) Dont : - Titres cotés	0,0	0,0	0,0
- Titres non cotés	14,8	33,0	21 500,0

7.2. – Participations et filiales

Filiales et participations (En milliers d'euros.)			Informations financières				
			Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part de capital détenue en pourcentage	Valeur brute comptable des titres détenus	Valeur nette comptable des titres détenus
A - Renseignements détaillés concernant les filiales et les participations représentant au moins 10 % du capital de la société							
1. Filiales (plus de 50 % du capital détenu) (1)							
AUXI-FINANCES	SIREN 352780605	Adresse 27-31 av. du Gal Leclerc, 94710 Maisons-Alfort Cedex	57 188	16 900	100,0 %	57 168	57 168
BPIFRANCE REGIONS	319 997 466	27-31 av. du Gal Leclerc, 94710 Maisons-Alfort Cedex	4 800	52 628	100,0 %	9 797	9 797
SCI BPIFRANCE	380974089	27-31 av. du Gal Leclerc, 94710 Maisons-Alfort Cedex	16	703	100,0 %	105	105
BPIFRANCE COURTAGE	351596572	27-31 av. du Gal Leclerc, 94710 Maisons-Alfort Cedex	306	2 400	100,0 %	3 034	3 034
BPIFRANCE PARTICIPATIONS	509 584 074	27-31 av. du Gal Leclerc, 94710 Maisons-Alfort Cedex	18 321 573	3 048 893	100,0 %	21 375 378	21 375 378
BPIFRANCE ASSURANCE EXPORT	815 276 308	27-31 av. du Gal Leclerc, 94710 Maisons-Alfort Cedex	30 000	31 378	100,0 %	30 000	30 000
2. Participations (10 à 50 % du capital détenu) (2)							
ALSABAIL	SIREN 718504004	Adresse 7, place Sébastien Brant, 67000 STRASBOURG	9 704	29 408	40,7 %	5 365	5 365
CLUB RATING	845115559	12, Quai du commerce, 69009 Lyon	5 889	321	15,5 %	1 435	0
PYTHEAS	807708243	35, rue des Mathurins, 75008 PARIS	275	5 509	24,9 %	6 038	6 038
IFCIC	327821609	46, avenue Victor-Hugo, 75016 PARIS	5 455	31 735	25,5 %	3 160	3 160
S.I.A.G.I.	775691074	2, rue Jean-Baptiste Pigalle, 75009 PARIS	6 595	48 719	15,4 %	4 165	4 165
SEML CORREZE EQUIPEMENT	502687817	9, rue René et Emile Fages 19 000 TULLE	1 875	-1 823	10,7 %	200	36
SOGAMA	352 086 003	75 Rue Saint-Lazare, 75008 Paris	13 475	11 345	39,7 %	8 630	8 630

B - Renseignements globaux concernant les filiales et les participations représentant moins de 10 % du capital de la société					
1. Filiales non reprises au paragraphe A					
a. Filiales françaises (ensemble)					
b. Filiales étrangères (ensemble)					
2. Participations non reprises au paragraphe A (2)					
a. Dans les sociétés françaises (ensemble)					
b. Dans les sociétés étrangères (ensemble)					
				24 637 13	20 375 13

(1) données actualisées avec les comptes du 31 décembre 2025

(2) données actualisées avec les comptes du 31 décembre 2024

Filiales et participations (En milliers d'euros.)			Informations financières				
			Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	CA hors taxes ou PNB du dernier exercice écoulé	Résultat (bénéfices ou pertes du dernier exercice clos)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
A - Renseignements détaillés concernant les filiales et les participations représentant au moins 10 % du capital de la société							
1. Filiales (plus de 50 % du capital détenu) (1)							
AUXI-FINANCES	SIREN 352780605	Adresse 27-31 av. du Gal Leclerc, 94710 Maisons-Alfort Cedex	-	-	15 891	2 905	3 200
BPIFRANCE REGIONS	319 997 466	27-31 av. du Gal Leclerc, 94710 Maisons-Alfort Cedex	3 242	-	9 318	4 871	-
SCI BPIFRANCE	380974089	27-31 av. du Gal Leclerc, 94710 Maisons-Alfort Cedex	156	-	32 273	703	-
BPIFRANCE COURTAGE	351596572	27-31 av. du Gal Leclerc, 94710 Maisons-Alfort Cedex	-	-	10 561	1 642	1 526
BPIFRANCE PARTICIPATIONS	509 584 074	27-31 av. du Gal Leclerc, 94710 Maisons-Alfort Cedex	-	-	969 314	820 929	357 400
BPIFRANCE ASSURANCE EXPORT	815 276 308	27-31 av. du Gal Leclerc, 94710 Maisons-Alfort Cedex	-	-	69 587	6 949	5 000
2. Participations (10 à 50 % du capital détenu) (2)							
ALSABAIL	SIREN 718504004	Adresse 7, place Sébastien Brant, 67000 STRASBOURG	314 416	-	7 268	3 109	215
CLUB RATING	845115559	12, Quai du commerce, 69009 Lyon	-	-	1	- 876	-
PYTHEAS	807708243	35, rue des Mathurins, 75008 PARIS	-	-	3 473	- 576	-
IFCIC	327821609	46, avenue Victor-Hugo, 75016 PARIS	-	-	9 922	3 089	-
S.I.A.G.I.	775691074	2, rue Jean-Baptiste Pigalle, 75009 PARIS	-	-	15 733	4 712	-
SEML CORREZE EQUIPEMENT	502687817	9, rue René et Emile Fages 19 000 TULLE	-	-	106	- 289	-
SOGAMA	352 086 003	75 Rue Saint-Lazare, 75008 Paris	-	-	1 941	751	-
B - Renseignements globaux concernant les filiales et les participations représentant moins de 10 % du capital de la société							
1. Filiales non reprises au paragraphe A							
a. Filiales françaises (ensemble)							
b. Filiales étrangères (ensemble)							
2. Participations non reprises au paragraphe A (2)							
a. Dans les sociétés françaises (ensemble)			-	-			390
b. Dans les sociétés étrangères (ensemble)			-	-			-

(1) données actualisées avec les comptes du 31 décembre 2025

(2) données actualisées avec les comptes du 31 décembre 2024

7.3. – Opérations avec les entreprises liées et les participations

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Créances		
Etablissements de crédit	317,7	312,8
Clientèle	11,3	1,0
Obligations et autres titres à revenu fixe	6 539,9	6 538,9
Dettes		
Etablissements de crédit	181,5	166,9
Clientèle	0,0	0,0
Dettes représentées par un titre	31,2	31,3
Dettes subordonnées	0,0	0,0

Engagements donnés		
Engagements de financement		
- Etablissements de crédit	0,0	0,0
- Clientèle	0,0	0,0
Engagements de garantie		
- Etablissements de crédit	0,0	0,0
- Clientèle	2 362,2	2 138,5
Engagements sur titres		
- Etablissements de crédit	0,0	0,0
- Clientèle	0,0	0,0

Les opérations avec les parties liées sont négociées à des conditions de marché.

Note 8. – Actions propres

(En millions d'euros.)	31/12/2025			31/12/2024		
	Quantité	Valeur brute comptable	Valeur nette comptable	Quantité	Valeur brute comptable	Valeur nette comptable
Titres de transaction	0	0,0	0,0	0	0,0	0,0
Titres de placement	0	0,0	0,0	0	0,0	0,0
Titres immobilisés	1 934 149	64,1	64,1	2 197 557	64,1	64,1
Total	1 934 149	64,1	64,1	2 197 557	64,1	64,1

Valeur nominale de l'action : 8 euros

Note 9. – Immobilisations incorporelles et corporelles

(En millions d'euros.)	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles		
		Terrains et Constructions		Autres
		d'exploitation	hors exploitation	
Montant brut au 31/12/2024	545,1	38,1	0,4	48,5
Acquisitions	96,4	3,2	0,0	2,6
Sorties	-17,5	0,0	-0,1	-10,9
Montant brut au 31/12/2025	624,0	41,3	0,3	40,2
Amortissements cumulés au 31/12/2025	-337,4	-25,6	-0,3	-32,0
Montant net au 31/12/2025	286,6	15,7	0,0	8,2
Total	286,6			23,9

Le montant des amortissements dérogatoires s'élève à 52,5 M€ au 31 décembre 2025.

Note 10. – Aides au financement de l'innovation

Fonds (En millions d'euros.)	Montants bruts sains	Montants bruts douteux	Dépréciations	Fonds de garantie affectés	Total 31/12/2025	Total 31/12/2024
Aides à l'innovation - ISI (*) - PMII (*)	33,4	241,3	0,0	-240,0	34,7	71,4
FRGI (*)	4,8	5,5	0,0	0,0	10,3	12,1
Aides sur financement partenaires	21,6	27,9	0,0	0,0	49,5	53,9
Etat PIA (*)	283,2	45,1	0,0	-44,5	283,8	232,0
FII (*)	99,7	25,9	0,0	-25,9	99,7	98,7
Etat autres (*)	0,1	0,1	0,0	-0,1	0,1	0,1
Total	442,8	345,8	0,0	-310,5	478,1	468,2

(*) ISI : Innovation Stratégie Industrielle

PMII : Programme Mobilisateur pour l'Innovation Industrielle initié par l'ex AII, Agence pour l'innovation Industrielle

FRGI : Fonds Régionaux de Garantie de l'Innovation

Etat PIA : Fonds de Garantie d'Intervention - Aides Guichet à l'innovation

FII : Fonds pour l'Innovation et l'Industrie - Aides à l'Innovation - DEEP TECH

Etat autres : Fonds National d'Innovation - Fonds Innovation Sociale

Note 11. – Autres actifs

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Marges de garantie versées sur opérations de pension livrée et contrats d'échange de taux d'intérêt	777,0	965,4
Primes sur instruments conditionnels achetés	0,0	0,0
Dotations à recevoir sur fonds de garantie	21,3	105,3
Dotations à recevoir sur financement d'aides à l'innovation	114,1	329,8
Dotation à recevoir prêts bonifiés	17,4	19,3
Appel de fonds crédit bail	54,8	32,6
Créances fiscales	137,8	150,8
Autres débiteurs divers (*)	61,1	120,9
Total	1 183,5	1 724,1

(*) Dont 20,2 M€ de dépôt de garantie en espèces sécurisant l'engagement de paiement irrévocable au titre du Fonds de Résolution Unique au 31 décembre 2025 (20,2 M€ au 31 décembre 2024).

Note 12. – Comptes de régularisation – Actif

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Frais d'émission sur emprunts à étaler	28,7	26,1
Primes d'émission sur emprunts à étaler	413,4	398,8
Commissions de garantie EPIC Bpifrance à étaler	0,7	2,3
Charges diverses constatées d'avance	224,4	234,3
Produits à recevoir sur instruments financiers à terme (*)	329,3	394,5
Autres produits à recevoir	57,1	49,3
Comptes d'encaissement et de transfert	25,3	772,0
Comptes d'ajustement d'opérations de hors-bilan en devises	0,0	54,5
Autres	4,3	5,5
Total	1 083,2	1 937,3

(*) Ces produits représentent essentiellement le cumul du différentiel positif entre intérêts à recevoir et intérêts à payer de chaque contrat d'échange de taux d'intérêt

Note 13. – Dettes envers les établissements de crédit

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Comptes ordinaires créditeurs	158,0	140,7
Emprunts au jour le jour	0,0	0,0
Emprunts à terme	616,7	28,4
. Dont emprunts KfW et BDCE	0,0	5,0
. Dont emprunts BEI	596,2	0,0
Refinancement auprès de la BCE	0,0	0,0
Titres donnés en pension livrée (*)	9 417,9	9 561,4
Dettes rattachées	31,0	68,8
Total	10 223,6	9 799,3
(*) Dont - Effets publics	9 417,9	8 954,7
- Obligations et autres titres à revenu fixe	0,0	606,7

Ventilation des dettes selon la durée restant à courir au 31 décembre 2025 (En millions d'euros.)

D ≤ 3 m.	3m. < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans	Dettes rattachées
8 152,8	1 453,2	207,6	379,0	31,0
10 223,6				

Note 14. – Opérations avec la clientèle – Passif

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Emprunt auprès de l'EPIC Bpifrance	0,0	185,0
Dépôts de garantie	1 269,1	1 229,5
Comptes ordinaires créditeurs (*)	171,4	222,2
Avance Actionnaire Etat : Fonds de Garantie à Capital Préservé	202,6	202,6
Fonds reçus en instance d'affectation		
. Financement court terme	209,1	112,5
. Crédits à moyen et à long terme	90,3	81,7
Autres sommes dues	0,1	0,5
Total	1 942,6	2 034,0
(*) Dont Bpifrance Assurance Export	23,5	26,2

Ventilation des comptes créditeurs de la clientèle selon la durée restant à courir au 31 décembre 2025 (En millions d'euros.)

D ≤ 3 m.	3m. < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans
707,1	256,9	399,2	579,4
1 942,6			

Note 15. – Dettes représentées par un titre

Ventilation des encours selon la durée restant à courir au 31 décembre 2025

(En millions d'euros.)	D ≤ 3 m.	3 m. < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans	Dettes rattachées	Total
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	2 398,3	4 611,9	250,0	50,0	56,2	7 366,4
Emprunts Obligataires	687,6	6 110,0	24 336,6	13 900,0	389,3	45 423,5
Total	3 085,9	10 721,9	24 586,6	13 950,0	445,5	52 789,9

Note 16. – Autres passifs

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Dettes fiscales et sociales	173,4	182,4
Marges de garantie reçues sur opérations de pension livrée et contrats d'échange de taux d'intérêt	749,8	568,7
Primes sur instruments conditionnels vendus	17,0	24,0
Avances preneurs	330,8	340,9
Subventions d'équipement sur opérations de crédit-bail	12,8	13,1
Fournisseurs de crédit-bail	59,3	73,8
Autres créditeurs divers opérations de crédit-bail	3,9	2,4
Contentieux à payer sur fonds de garantie	1 005,5	950,6
Dotation enveloppe prêts bonifiés	60,6	71,2
Autres créditeurs divers	223,9	222,9
Total	2 637,0	2 450,0

Note 17. – Comptes de régularisation – Passif

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Dotations Prêt Participatif de Développement à étaler	178,9	226,7
Soulttes liées à des opérations de négociation ou résiliation de contrats d'échange de taux d'intérêt	4,1	10,6
Autres produits constatés d'avance	73,8	109,3

Charges à payer sur instruments financiers à terme (*)	285,5	232,0
Provisions pour congés payés	49,9	48,3
Loyers de crédit-bail comptabilisés d'avance	83,1	83,9
Subventions à verser sur aides à l'innovation	90,4	110,3
Commissions de garantie constatées d'avance	557,9	533,8
Comptes d'attente Innovation	14,5	14,5
Trésorerie pour compte de tiers	706,3	974,2
Comptes d'encaissement et de transfert	433,6	443,7
Comptes d'ajustement d'opérations de hors-bilan en devises	17,5	0,0
Autres	180,2	162,7
Total	2 675,7	2 950,0

(*) Ces charges représentent essentiellement le cumul du différentiel négatif entre intérêts à recevoir et intérêts à payer de chaque contrat d'échange de taux d'intérêt.

Note 18. – Provisions

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Provisions pour risque de crédit	363,0	368,5
Provisions pour engagements sociaux (*)	11,9	12,0
Provision pour impôts	4,9	6,3
Provision bonification à reverser	155,0	142,5
Provision pour litiges	0,5	2,6
Autres	6,1	9,1
Total	541,4	541,0

(*) Les indemnités de fin de carrière sont couvertes par un contrat d'assurance dont l'actif s'élève à 22,9 M€.

Note 19. – Dettes subordonnées, dépôts de garantie à caractère mutuel

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Fonds de réserve (*)	12,4	12,2
Dépôts de garantie à caractère mutuel	7,3	7,2
Dettes rattachées	0,0	0,0
Total	19,7	19,4

(*) Ce fonds de réserve a été constitué par les actionnaires de l'ex OSEO Garantie et a pour vocation d'assurer la couverture des prêts garantis qui lui sont adossés. Son remboursement est subordonné à une décision des actionnaires.

Note 20. – Fonds de garantie publics

20.1. – Situation comptable des fonds de garantie

Fonds de garantie (En milliers d'euros.)	Solde des fonds de garantie au 31 décembre 2024	Dotations 2025	Remboursements et redéploiements 2025	Résultats 2025
Fonds de réserve				
FONDS DE RESERVE	632 293	0	-13 601	13 326
FONDS DE MUTUALISATION DES FONDS DE GARANTIE	269 009	0	-5 482	5 572
AFT (Agence France Trésor)		0	0	0
DEVELOPPEMENT PME ET TPE	-11 970	0	-80	-148
TEXTILE	10	0	0	0
CREATION PME ET TPE	395 042	0	-59 459	7 409
PRÊT A LA CREATION D'ENTREPRISE (PCE)	6 531	0	0	230
TRANSMISSION PME ET TPE	128 746	0	-18 632	8 835
RENFORCEMENT STRUCT. FIN PME TPE	-245	0	0	608
RT CCE	13 759	0	0	-139
RENFORCEMENT DE LA TRESORERIE	45 603	0	-19 551	30
RSF RECONVERSION	13 042	0	0	182
INNOVATION DES PME ET TPE	35 464	0	2 167	-3 696
FONDS DE SURMUTUALISATION	0	0	0	0
FINANCEMENT SPECIF. CT PME ET TPE	11 978	0	-550	1 382
INTERNATIONAL COURT TERME	11 516	0	218	41
AFFACTURAGE	8 746	0	332	714

FASEP	104 890	0	12 667	-2 644
GARANTIE FONDS PROPRES 2001/2002	1 134	0	0	24
GARANTIE FONDS PROPRES - FEI 2003/2004	83	0	0	1
GARANTIE FONDS PROPRES - FEI 2007/2009	7 590	0	0	163
GARANTIE FONDS PROPRES - FEI 2010/2012	10 271	0	0	216
GARANTIE DE FONDS PROPRES 2013/2015	9 653	0	0	1 588
GARANTIE DE FONDS PROPRES 2016/2018	32 988	0	0	202
PRÊT PARTICIPATIF D'AMORCAGE	35 568	0	0	-2 647
CAUTIONS SUR LES PROJETS INNOVANTS	293	0	0	6
BIOTECHNOLOGIE GARANTIE	19 401	0	0	603
FINANCEMENTS STRUCTURES	34 019	0	0	328
CONTRAT DEVELOPPEMENT PARTICIPATIF	295 481	0	-10 271	2 351
PPMTR	48 219	0	0	1 157
PRETS VERTS	53 691	0	0	1 286
INNOVATION DEVELOPPEMENT DURABLE	8 246	0	0	167
PPD BOIS	7 405	0	0	-242
PRÊT ECO-ENERGIE (PEE)	24 725	0	0	603
PREFINANCEMENT CICE	1 101	0	0	23
PRÊT POUR L'INNOVATION	39 480	0	0	-9 497
PRÊT NUMERIQUE	39 194	0	0	1 860
PIPC	1 791	0	0	38
SOFIRED	9 212	0	-973	480
PRÊT ROBOTIQUE	37 960	0	0	1 073
PRÊT POUR L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE	1 702	0	0	38
PRÊT CROISSANCE INDUSTRIE	25 102	0	0	703
PRÊT VERT 2	34 092	0	0	1 078
PRÊT D'AMORCAGE INVESTISSEMENT	59 457	0	0	-13 597
PRÊT ENTREPRISES ET QUARTIERS	2 145	0	0	46
PRÊT CROISSANCE AUTOMOBILE	7 628	0	0	-3 489
RENFORCEMENT TRESORERIE SECTEUR ELEVAGE	13 255	0	0	310
PRÊT CROISSANCE INDUSTRIE 2	48 466	0	0	-1 845
PRÊT FILIERE BOIS	10 752	0	0	237
PRÊT METHANISATION AGRICOLE	10 012	0	0	-39
CREAT K/K 2019	41 390	0	23	-1 196
DEV K/K 2019	1 896	0	0	1 423
TRANS K/K 2019	22 316	0	30	480
RENF TRESO K/K	14 939	0	6 416	-5 346
INTER DEV K/K	-155	0	0	231
CREA CG	67 444	0	13 951	-15 742
CREA EX NI	15 414	0	210	-5 182
TRANSCG	5 701	0	832	64
DEV CG	-12 670	0	0	10 467
RT CG	6 386	0	1 161	-1 457
AVANCE + OUTRE MER	8 138	0	0	127
Surgarantie RT TPE-PME Covid19	29 183	0	0	984
Surgarantie RT ETI Covid19	31 046	0	0	860
Surgarantie LCC TPE-PME Covid19	6 525	0	0	138
Surgarantie LCC ETI Covid19	1 385	0	0	29
RT TPE-PME Covid19	7 499	0	0	305
RT ETI Covid19	22 722	0	0	483
LCC TPE-PME Covid19	619	0	0	13
LCC ETI Covid19	-321	0	0	0
Garantie ATOUT PME	43 193	0	-31 738	2 577
Garantie ATOUT ETI	135 895	0	-77 188	13 253
RT AUTOMOBILE	24 383	0	0	514
PRÊT VERT ADEME BPIFRANCE	5 374	0	0	-3 392
PRÊT METHANISATION INJECTION	10 161	0	0	-300
France NUMERIQUE	26 829	0	0	395
PRÊT VERT 4	244 205	0	24 086	-24 241
PRÊT CROISSANCE RELANCE	139 816	0	10 141	-22 837
DEVELOPPEMENT RELANCE	-27 792	0	0	3 429
DEVELOPPEMENT RELANCE CONTRAT	650	0	0	14
INTERNATIONNAL DEVELOPPEMENT RELANCE	-369	0	0	75
PRÊT D'HONNEUR RENFORT	12 108	0	-6 000	-244
PRÊT D'HONNEUR CREATION REPRISE	39 742	0	-4 608	-1 223
Création Standard Relance Cas par Cas	95 479	0	56	-16 766
Création Standard Relance Contrat	50 478	0	116	-10 151
Transmission Relance	79 625	0	39	-12 937
Transmission Relance Contrat	5 349	0	3	-1 453
Création Ex-Nihilo Relance Contrat	36 895	0	30	-7 879
GARANTIE DE FONDS PROPRES RELANCE	174 955	0	28 261	-7 273
GARANTIE VERTE	14 368	0	655	-2 422
Création Ex-Nihilo Relance Cas par Cas	7 008	0	0	-293
Garantie Verte Contrat	0	0	0	0
RHB Industrie	-10 275	0	10 191	-24 221
PRÊT NOUVELLE INDUSTRIE	52 856	20 000	0	-26 663
ELECTRICITE RENOUVELABLE	68 932	0	0	1 086
PRÊT INDUSTRIE VERTE	1 775	0	5 120	226

CREATION STANDARD K/K	17 473	0	25 190	-2 154
DEVELOPPEMENT STANDART K/K	-382	0	0	-1 502
INTERNAT. DEV. STANDARD K/K	30	0	0	87
TRANSMISSION STANDARD K/K	12 209	0	16 434	-789
RENFORCEMENT TRESO. STD K/K	3 481	0	11 340	-1 246
CREATION VERT K/K	3 685	0	4 924	-1 372
DEVELOPPEMENT VERT K/K	65	0	0	-3 315
TRANSMISSION VERT K/K	154	0	540	116
CREATION STANDARD CONTRAT	1 481	0	14 456	561
DEVELOPPEMENT STANDARD CONTRAT	15	0	0	-145
TRANSMISSION STANDARD CONTRAT	25	0	751	139
RT STANDARD CONTRAT	249	0	8 211	-1 493
CREATION VERT CONTRAT	16	0	423	65
DEVELOPPEMENT VERT CONTRAT	0	0	0	-28
TRANSMISSION VERT CONTRAT	0	0	2	1
PRÊT D'HONNEUR QUARTIERS	10 751	0	0	63
PRÊT FLASH QUARTIERS	6 250	0	0	0
BEI - ETAT	9	0	0	0
PAYS DE L'EST	18	0	0	0
PIC PME	871	0	0	29
CAPITAL DEVOLOPT/PRETS PARTIC.	295	0	0	8
INSTAL. DES JEUNES ENTREPRENEURS	95	0	0	2
RENFORCEMENT TRESORERIE PME - (RT PME)	45 129	0	0	631
SURGARANTIE RENFORCEMENT TRESO PME - (S RT PME)	9 298	0	0	866
RENFORCEMENT TRESORERIE ETI - (RT ETI)	11 174	0	0	-393
SURGARANTIE RENFORCEMENT TRESO ETI - (S RT ETI)	8 180	0	0	2 221
LIGNES CREDIT CONFIRME PME - (LCC PME)	3 185	0	0	434
SURGARANTIE LIGNES CREDIT CONFIRME PME - (S LCC PME)	3 133	0	0	273
LIGNES CREDIT CONFIRME ETI - (LCC ETI)	123	0	0	6
SURGARANTIE LIGNES CREDIT CONFIRME ETI - (S LCC ETI)	823	0	0	17
FGKP TRANCHE 1	21 193	0	0	-142
FGKP TRANCHE 2	29 512	0	0	851
INTERNATIONAL DEVELOPPEMENT - T2	3 901	0	0	-96
FGKP TRANCHE 3	74 867	0	0	4 398
INTERNATIONAL DEVELOPPEMENT - T3	2 471	0	0	-503
FGKP TRANCHE 4	54 965	0	0	4 609
INTERNATIONAL DEVELOPPEMENT - T4	-1 090	0	0	-320
DROM	140 397	0	-2 000	26 404
CDC (Caisse des Dépôts et Consignations)				
FRANCE INVESTISSEMENT GARANTIE	97 063	0	0	-209
PRÊT TOURISME	217 428	0	0	-10 126
Autres fonds				
BEI - DEV. TECHNOLOGIQUE	0	0	0	0
GARANTIE FONDS PROPRES - FEDER IDF	1 822	0	0	0
GARANTIE DE VALEUR LIQUIDATIVE	5 785	0	25	0
UIMM	195	0	-1	0
PPD UIMM MIDI-PYRENEES	312	0	0	48
RESEAU ENTREPRENDRE CROISSANCE	2 895	0	-2 186	48
UIMM MEDITERRANEE	676	0	0	0
UIMM LIM PCH	735	0	0	6
CCI INNOVATION PDL	434	0	-11	-2
BEST WESTERN	0	0	0	0
FEDERATION NATIONALE DE L'HABILLEMENT	-24	0	0	11
PPD UIMM GRAND NORD EST	136	0	0	22
PPD UIMM NATIONAL	297	0	0	22
PPD UIMM NATIONAL 2	70	0	0	40
UIMM FRENCH FAB	1 125	0	0	-177
PRÊT ECONOMIE D'ENERGIE (FDS PEE)	26 557	0	0	-638
Autres gestions (*)	109 406	5 000	0	-45 380
FONDS DE GARANTIE	5 024 590	25 000	-53 330	-167 170

(*) Autres gestions : Fonds National Revitalisation du Territoire, Fonds Rénovation Hôtelière, PCE, Crédit Professionnel et divers

Fonds de garantie (En milliers d'euros.)	Solde des fonds de garantie au 31 décembre 2025	Contentieux et intérêts à payer	Clients Commissions Perçues d'avance	Actifs comptables des fonds de garantie
Fonds de réserve				
FONDS DE RESERVE	632 018	0	0	632 018
FONDS DE MUTUALISATION DES FONDS DE GARANTIE	269 099	0	0	269 099
AFT (Agence France Trésor)				
DEVELOPPEMENT PME ET TPE	-12 198	2 411	0	-9 787
TEXTILE	10	0	0	10
CREATION PME ET TPE	342 992	130 049	3 573	476 614
PRÊT A LA CREATION D'ENTREPRISE (PCE)	6 761	7	0	6 768
TRANSMISSION PME ET TPE	118 949	78 008	914	197 871
RENFORCEMENT STRUCT. FIN PME TPE	363	4 363	19	4 745
RT CCE	13 620	4 290	17	17 927

RENFORCEMENT DE LA TRESORERIE	26 082	14 261	193	40 536
RSF RECONVERSION	13 224	38	0	13 262
INNOVATION DES PME ET TPE	33 935	41 030	2 300	77 265
FONDS DE SURMUTUALISATION	0	0	0	0
FINANCEMENT SPECIF. CT PME ET TPE	12 810	4 419	-29	17 200
INTERNATIONAL COURT TERME	11 775	1 976	-10	13 741
AFFACTURAGE	9 792	753	60	10 605
FASEP	114 913	2 848	-19	117 742
GARANTIE FONDS PROPRES 2001/2002	1 158	0	0	1 158
GARANTIE FONDS PROPRES - FEI 2003/2004	84	0	1	85
GARANTIE FONDS PROPRES - FEI 2007/2009	7 753	113	584	8 450
GARANTIE FONDS PROPRES - FEI 2010/2012	10 487	-21	4	10 470
GARANTIE DE FONDS PROPRES 2013/2015	11 241	0	589	11 830
GARANTIE DE FONDS PROPRES 2016/2018	33 190	140	-375	32 955
PRÊT PARTICIPATIF D'AMORCAGE	32 921	13 743	5 229	51 893
CAUTIONS SUR LES PROJETS INNOVANTS	299	0	0	299
BIOTECHNOLOGIE GARANTIE	20 004	194	-354	19 844
FINANCEMENTS STRUCTURES	34 347	0	0	34 347
CONTRAT DEVELOPPEMENT PARTICIPATIF	287 561	120 951	14 538	423 050
PPMTR	49 376	3 421	3	52 800
PRETS VERTS	54 977	554	-9	55 522
INNOVATION DEVELOPPEMENT DURABLE	8 413	80	1	8 494
PPD BOIS	7 163	1 002	0	8 165
PRÊT ECO-ENERGIE (PEE)	25 328	707	1	26 036
PREFINANCEMENT CICE	1 124	0	0	1 124
PRÊT POUR L'INNOVATION	29 983	51 641	-1 430	80 194
PRÊT NUMERIQUE	41 054	488	-31	41 511
PIPC	1 829	0	0	1 829
SOFIRE	8 719	1 150	0	9 869
PRÊT ROBOTIQUE	39 033	1 371	-197	40 207
PRÊT POUR L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE	1 740	83	0	1 823
PRÊT CROISSANCE INDUSTRIE	25 805	1 025	-177	26 653
PRÊT VERT 2	35 170	1 481	-10	36 641
PRÊT D'AMORCAGE INVESTISSEMENT	45 860	44 823	17 376	108 059
PRÊT ENTREPRISES ET QUARTIERS	2 191	59	0	2 250
PRÊT CROISSANCE AUTOMOBILE	4 139	7 398	-162	11 375
RENFORCEMENT TRESORERIE SECTEUR ELEVEGE	13 565	2 015	142	15 722
PRÊT CROISSANCE INDUSTRIE 2	46 621	31 892	-1 395	77 118
PRÊT FILIERE BOIS	10 989	0	41	11 030
PRÊT METHANISATION AGRICOLE	9 973	654	50	10 677
CREAT K/K 2019	40 217	42 244	5 461	87 922
DEV K/K 2019	3 319	7 967	2 988	14 274
TRANS K/K 2019	22 826	36 563	2 319	61 708
RENF TRESO K/K	16 009	17 246	7 921	41 176
INTER DEV K/K	76	616	40	732
CREA CG	65 653	92 921	32 836	191 410
CREA EX NI	10 442	25 610	7 221	43 273
TRANS CG	6 597	5 338	2 485	14 420
DEV CG	-2 203	12 839	5 494	16 130
RT CG	6 090	8 446	1 563	16 099
AVANCE + OUTRE MER	8 265	292	-3	8 554
Surgarantie RT TPE-PME Covid19	30 167	2 931	0	33 098
Surgarantie RT ETI Covid19	31 906	1 682	-4	33 584
Surgarantie LCC TPE-PME Covid19	6 663	6	0	6 669
Surgarantie LCC ETI Covid19	1 414	0	-1	1 413
RT TPE-PME Covid19	7 804	246	0	8 050
RT ETI Covid19	23 205	0	0	23 205
LCC TPE-PME Covid19	632	0	0	632
LCC ETI Covid19	-321	0	0	-321
Garantie ATOUT PME	14 032	17 688	-14	31 706
Garantie ATOUT ETI	71 960	22 102	-49	94 013
RT AUTOMOBILE	24 897	0	0	24 897
PRÊT VERT ADEME BPIFRANCE	1 982	6 236	1 119	9 337
PRÊT METHANISATION INJECTION	9 861	874	469	11 204
France NUMERIQUE	27 224	464	-21	27 667
PRÊT VERT 4	244 050	97 924	31 832	373 806
PRÊT CROISSANCE RELANCE	127 120	66 697	20 019	213 836
DEVELOPPEMENT RELANCE	-24 363	40 890	10 904	27 431
DEVELOPPEMENT RELANCE CONTRAT	664	0	0	664
INTERNATIONNAL DEVELOPPEMENT RELANCE	-294	881	200	787
PRÊT D'HONNEUR RENFORT	5 864	398	1	6 263
PRÊT D'HONNEUR CREATION REPRISE	33 911	3 396	-363	36 944
Création Standard Relance Cas par Cas	78 769	67 413	16 221	162 403
Création Standard Relance Contrat	40 443	45 767	11 601	97 811
Transmission Relance	66 727	45 759	10 682	123 168
Transmission Relance Contrat	3 899	3 495	852	8 246
Création Ex-Nihilo Relance Contrat	29 046	32 027	9 482	70 555
GARANTIE DE FONDS PROPRES RELANCE	195 943	958	-1 043	195 858

GARANTIE VERTE	12 601	5 409	340	18 350
Création Ex-Nihilo Relance Cas par Cas	6 715	3 139	982	10 836
Garantie Verte Contrat	0	0	0	0
RHB Industrie	-24 305	42 689	12 763	31 147
PRÊT NOUVELLE INDUSTRIE	46 193	37 019	14 464	97 676
ELECTRICITE RENOUVELABLE	70 018	0	-52	69 966
PRÊT INDUSTRIE VERTE	7 121	0	1 234	8 355
CREATION STANDARD K/K	40 509	7 741	20 197	68 447
DEVELOPPEMENT STANDART K/K	-1 884	3 893	6 535	8 544
INTERNAT. DEV. STANDARD K/K	117	44	366	527
TRANSMISSION STANDARD K/K	27 854	5 825	15 173	48 852
RENFORCEMENT TRESO. STD K/K	13 575	2 353	4 759	20 687
CREATION VERT K/K	7 237	2 314	3 091	12 642
DEVELOPPEMENT VERT K/K	-3 250	3 964	3 011	3 725
TRANSMISSION VERT K/K	810	145	375	1 330
CREATION STANDARD CONTRAT	16 498	3 267	13 630	33 395
DEVELOPPEMENT STANDARD CONTRAT	-130	751	1 994	2 615
TRANSMISSION STANDARD CONTRAT	915	58	575	1 548
RT STANDARD CONTRAT	6 967	2 348	731	10 046
CREATION VERT CONTRAT	504	0	267	771
DEVELOPPEMENT VERT CONTRAT	-28	45	59	76
TRANSMISSION VERT CONTRAT	3	0	1	4
PRÊT D'HONNEUR QUARTIERS	10 814	0	0	10 814
PRÊT FLASH QUARTIERS	6 250	0	0	6 250
BEI - ETAT	9	0	0	9
PAYS DE L'EST	18	0	0	18
PIC PME	900	363	0	1 263
CAPITAL DEVELOPT/PRETS PARTIC.	303	100	0	403
INSTAL. DES JEUNES ENTREPRENEURS	97	12	0	109
RENFORCEMENT TRESORERIE PME - (RT PME)	45 760	3 284	-3	49 041
SURGARANTIE RENFORCEMENT TRESO PME - (SRT PME)	10 164	1 665	-31	11 798
RENFORCEMENT TRESORERIE ETI - (RT ETI)	10 781	1 511	-244	12 048
SURGARANTIE RENFORCEMENT TRESO ETI - (SRT ETI)	10 401	9 524	-2	19 923
LIGNES CREDIT CONFIRME PME - (LCC PME)	3 619	1 225	0	4 844
SURGARANTIE LIGNES CREDIT CONFIRME PME - (SLCC PME)	3 406	3 449	0	6 855
LIGNES CREDIT CONFIRME ETI - (LCC ETI)	129	22	-4	147
SURGARANTIE LIGNES CREDIT CONFIRME ETI - (SLCC ETI)	840	70	0	910
FGKP TRANCHE 1	21 051	1 187	1	22 239
FGKP TRANCHE 2	30 363	3 426	0	33 789
INTERNATIONAL DEVELOPPEMENT - T2	3 805	580	1	4 386
FGKP TRANCHE 3	79 265	11 251	362	90 878
INTERNATIONAL DEVELOPPEMENT - T3	1 968	1 510	-1	3 477
FGKP TRANCHE 4	59 574	27 371	3 905	90 850
INTERNATIONAL DEVELOPPEMENT - T4	-1 410	579	36	-795
DROM	164 801	3 069	-555	167 315
CDC (Caisse des Dépôts et Consignations)				
FRANCE INVESTISSEMENT GARANTIE	96 854	2 726	-6 409	93 171
PRÊT TOURISME	207 302	49 754	15 079	272 135
Autres fonds				
BEI - DEV. TECHNOLOGIQUE	0	0	0	0
GARANTIE FONDS PROPRES - FEDER IDF	1 822	0	0	1 822
GARANTIE DE VALEUR LIQUIDATIVE	5 810	0	0	5 810
UIMM	194	0	0	194
PPD UIMM MIDI-PYRENEES	360	487	0	847
RESEAU ENTREPRENDRE CROISSANCE	757	147	-1	903
UIMM MEDITERRANEE	676	0	0	676
UIMM LIM PCH	741	54	0	795
CCI INNOVATION PDL	421	277	0	698
BEST WESTERN	0	0	0	0
FEDERATION NATIONALE DE L'HABILLEMENT	-13	41	0	28
PPD UIMM GRAND NORD EST	158	227	0	385
PPD UIMM NATIONAL	319	33	0	352
PPD UIMM NATIONAL 2	110	643	0	753
UIMM FRENCH FAB	948	423	0	1 371
PRÊT ECONOMIE D'ENERGIE (FDS PEE)	25 919	1 634	727	28 280
Autres gestions (*)	69 026	0	0	69 026
FONDS DE GARANTIE	4 829 090	1 524 981	335 005	6 689 076

(*) Autres gestions : Fonds National Revitalisation du Territoire, Fonds Rénovation Hôtelière, PCE, Crédit Professionnel et divers

20.2. – Résultat des fonds de garantie au 31 décembre 2025

Fonds de garantie (En milliers d'euros.)	Produits financiers et honoraires nets	Participations aux plus-values et récupérations	Commissions	Provisions contentieuses	Charges contentieuses nettes	Provisions Pré-contentieuses	Résultats
Fonds de réserve							
FONDS DE RESERVE	13 326	0	0	0	0	0	13 326
FONDS DE MUTUALISATION DES FONDS DE GARANTIE	5 572	0	0	0	0	0	5 572
AFT (Agence France Trésor)	0	0	0	0	0	0	0
DEVELOPPEMENT PME ET TPE	16	0	1	-226	57	4	-148
TEXTILE	0	0	0	0	0	0	0
CREATION PME ET TPE	19 619	295	3 202	-20 416	43	4 666	7 409
PRÊT A LA CREATION D'ENTREPRISE (PCE)	140	22	0	68	0	0	230
TRANSMISSION PME ET TPE	6 719	27	1 796	-6 740	65	6 968	8 835
RENFORCEMENT STRUCT. FIN PME TPE	464	19	34	-159	27	223	608
RT CCE	708	0	48	-1 042	0	147	-139
RENFORCEMENT DE LA TRESORERIE	1 742	17	257	-3 598	0	1 612	30
RSF RECONVERSION	283	0	0	-101	0	0	182
INNOVATION DES PME ET TPE	1 847	0	1 401	-4 373	0	-2 571	-3 696
FONDS DE SURMUTUALISATION	0	0	0	0	0	0	0
FINANCEMENT SPECIF. CT PME ET TPE	836	0	402	-436	0	580	1 382
INTERNATIONAL COURT TERME	435	0	104	-690	0	192	41
AFFACTURAGE	303	0	385	-98	0	124	714
FASEP	2 240	0	483	-5 367	0	0	-2 644
GARANTIE FONDS PROPRES 2001/2002	24	0	0	0	0	0	24
GARANTIE FONDS PROPRES - FEI 2003/2004	2	-3	2	0	0	0	1
GARANTIE FONDS PROPRES - FEI 2007/2009	163	0	0	0	0	0	163
GARANTIE FONDS PROPRES - FEI 2010/2012	216	0	0	0	0	0	216
GARANTIE DE FONDS PROPRES 2013/2015	200	1 461	-7	-66	0	0	1 588
GARANTIE DE FONDS PROPRES 2016/2018	681	788	75	-1 342	0	0	202
PRÊT PARTICIPATIF D'AMORCAGE	1 021	139	1 512	-5 276	0	-43	-2 647
CAUTIONS SUR LES PROJETS INNOVANTS	6	0	0	0	0	0	6
BIOTECHNOLOGIE GARANTIE	415	98	11	5	0	74	603
FINANCEMENTS STRUCTURES	701	886	18	-1 277	0	0	328
CONTRAT DEVELOPPEMENT PARTICIPATIF (RHB)	8 955	849	8 848	-19 231	0	2 930	2 351
PPMTR	1 172	123	7	-370	0	225	1 157
PRETS VERTS	1 149	0	6	-356	0	487	1 286
INNOVATION DEVELOPPEMENT DURABLE	176	0	0	0	0	-9	167
PPD BOIS	169	42	0	-382	0	-71	-242
PRÊT ECO-ENERGIE (PEE)	569	0	3	8	0	23	603
PREFINANCEMENT CICE	23	0	0	0	0	0	23
PRÊT POUR L'INNOVATION	1 766	81	4 400	-13 549	0	-2 195	-9 497
PRÊT NUMERIQUE	871	0	18	-106	0	1 077	1 860
PIPC	38	0	0	0	0	0	38
SOFIRED	210	0	0	-27	0	297	480
PRÊT ROBOTIQUE	835	0	61	-164	0	341	1 073
PRÊT POUR L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE	38	0	0	0	0	0	38
PRÊT CROISSANCE INDUSTRIE	559	0	2	-204	0	346	703
PRÊT VERT 2	760	0	35	329	0	-46	1 078
PRÊT D'AMORCAGE INVESTISSEMENT	2 012	112	5 843	-18 648	0	-2 916	-13 597
PRÊT ENTREPRISES ET QUARTIERS	46	0	0	0	0	0	46
PRÊT CROISSANCE AUTOMOBILE	190	0	70	-6 302	0	2 553	-3 489
RENFORCEMENT TRESORERIE SECTEUR ELEVEGE	322	0	70	-130	0	48	310
PRÊT CROISSANCE INDUSTRIE 2	1 656	0	1 043	-9 078	0	4 534	-1 845
PRÊT FILIERE BOIS	227	0	10	0	0	0	237
PRÊT METHANISATION AGRICOLE	220	0	16	-79	0	-196	-39
CREAT K/K 2019	2 589	95	3 845	-9 352	0	1 627	-1 196
DEV K/K 2019	400	0	1 199	-693	0	517	1 423
TRANS K/K 2019	1 582	2	2 704	-7 533	0	3 725	480
RENF TRESO K/K	653	1	2 654	-4 770	0	-3 884	-5 346
INTER DEV K/K	30	0	20	15	0	166	231
CREA CG	4 805	245	17 701	-38 369	0	-124	-15 742
CREA EX NI	1 209	30	5 052	-11 616	0	143	-5 182
TRANS CG	274	0	1 159	-955	0	-414	64
DEV CG	214	0	2 843	7 266	0	144	10 467
RT CG	355	0	1 469	-2 444	0	-837	-1 457
AVANCE + OUTRE MER	177	0	105	-113	0	-42	127
Surgarantie RT TPE-PME Covid19	686	0	1	-316	0	613	984
Surgarantie RT ETI Covid19	698	0	16	0	0	146	860
Surgarantie LCC TPE-PME Covid19	138	0	0	0	0	0	138
Surgarantie LCC ETI Covid19	29	0	0	0	0	0	29
RT TPE-PME Covid19	166	0	2	0	0	137	305
RT ETI Covid19	480	0	3	0	0	0	483
LCC TPE-PME Covid19	13	0	0	0	0	0	13
LCC ETI Covid19	0	0	0	0	0	0	0
Garantie ATOUT PME	1 335	21	33	-3 463	0	4 651	2 577
Garantie ATOUT ETI	3 512	0	717	-12 544	0	21 568	13 253
RT AUTOMOBILE	514	0	0	0	0	0	514
PRÊT VERT ADEME BPIFRANCE	190	0	419	-2 994	0	-1 007	-3 392
PRÊT METHANISATION INJECTION	223	0	102	-625	0	0	-300
France NUMERIQUE	572	0	7	-63	0	-121	395
PRÊT VERT 4	5 489	0	12 128	-24 023	0	-17 835	-24 241
PRÊT CROISSANCE RELANCE	3 367	0	6 732	-10 370	0	-22 566	-22 837
DEVELOPPEMENT RELANCE	315	0	4 861	2 169	0	-3 916	3 429
DEVELOPPEMENT RELANCE CONTRAT	14	0	0	0	0	0	14
INTERNATIONNAL DEVELOPPEMENT RELANCE	15	0	129	250	0	-319	75
PRÊT D'HONNEUR RENFORT	5	0	24	-22	0	-251	-244

PRÊT D'HONNEUR CREATION REPRISE	323	0	448	0	0	-1 994	-1 223
Création Standard Relance Cas par Cas	3 610	0	7 617	-23 077	0	-4 916	-16 766
Création Standard Relance Contrat	2 373	1	7 197	-18 405	0	-1 317	-10 151
Transmission Relance	2 429	0	5 162	-19 314	0	-1 214	-12 937
Transmission Relance Contrat	163	0	400	-1 655	0	-361	-1 453
Création Ex-Nihilo Relance Contrat	1 688	59	6 759	-16 692	0	307	-7 879
GARANTIE DE FONDS PROPRES RELANCE	3 334	2 456	2 114	-15 177	0	0	-7 273
GARANTIE VERTE	358	0	188	-1 193	0	-1 775	-2 422
Création Ex-Nihilo Relance Cas par Cas	232	0	490	-1 322	0	307	-293
Garantie Verte Contrat	0	0	0	0	0	0	0
RHB Industrie	128	0	3 789	-1 023	0	-27 115	-24 221
PRÊT NOUVELLE INDUSTRIE	1 666	0	2 953	-2 277	0	-29 005	-26 663
ELECTRICITE RENOUVELABLE	986	0	100	0	0	0	1 086
PRÊT INDUSTRIE VERTE	44	0	182	0	0	0	226
CREATION STANDARD K/K	443	0	5 019	-3 485	0	-4 131	-2 154
DEVELOPPEMENT STANDART K/K	21	0	1 705	-410	0	-2 818	-1 502
INTERNAT. DEV. STANDARD K/K	2	0	129	0	0	-44	87
TRANSMISSION STANDARD K/K	331	0	3 987	-314	0	-4 793	-789
RENFORCEMENT TRESO. STD K/K	102	0	967	-792	0	-1 523	-1 246
CREATION VERT K/K	91	0	772	-639	0	-1 596	-1 372
DEVELOPPEMENT VERT K/K	8	0	738	-384	0	-3 677	-3 315
TRANSMISSION VERT K/K	8	0	105	0	0	3	116
CREATION STANDARD CONTRAT	77	0	3 767	-1 268	0	-2 015	561
DEVELOPPEMENT STANDARD CONTRAT	4	0	602	-75	0	-676	-145
TRANSMISSION STANDARD CONTRAT	4	0	159	0	0	-24	139
RT STANDARD CONTRAT	17	0	835	-128	0	-2 217	-1 493
CREATION VERT CONTRAT	1	0	64	0	0	0	65
DEVELOPPEMENT VERT CONTRAT	0	0	17	0	0	-45	-28
TRANSMISSION VERT CONTRAT	0	0	1	0	0	0	1
PRÊT D'HONNEUR QUARTIERS	22	0	41	0	0	0	63
PRÊT FLASH QUARTIERS	0	0	0	0	0	0	0
BEI - ETAT	0	0	0	0	0	0	0
PAYS DE L'EST	0	0	0	0	0	0	0
PIC PME	26	0	0	3	0	0	29
CAPITAL DEVLPT ET PRETS PARTICI.	8	0	0	0	0	0	8
INSTAL. DES JEUNES ENTREPRENEURS	2	0	0	0	0	0	2
RENFORCEMENT TRESORERIE PME - (RT PME)	1 438	8	8	-828	0	5	631
SURGARANTIE RENFORCEMENT TRESO PME - (S RT PME)	338	0	-6	530	0	4	866
RENFORCEMENT TRESORERIE ETI - (RT ETI)	289	0	-2	-942	0	262	-393
SURGARANTIE RENFORCEMENT TRESO ETI - (S RT ETI)	489	0	0	1 737	0	-5	2 221
LIGNES CREDIT CONFIRME PME - (LCC PME)	101	0	0	333	0	0	434
SURGARANTIE LIGNES CREDIT CONFIRME PME - (S LCC PME)	140	0	0	133	0	0	273
LIGNES CREDIT CONFIRME ETI - (LCC ETI)	3	0	0	0	0	3	6
SURGARANTIE LIGNES CREDIT CONFIRME ETI - (S LCC ETI)	17	0	0	0	0	0	17
FGKP TRANCHE 1	0	0	1	-149	4	2	-142
FGKP TRANCHE 2	1 038	0	28	-324	0	109	851
INTERNATIONAL DEVELOPPEMENT - T2	117	0	0	-213	0	0	-96
FGKP TRANCHE 3	2 677	2	448	85	0	1 186	4 398
INTERNATIONAL DEVELOPPEMENT - T3	177	0	23	-868	0	165	-503
FGKP TRANCHE 4	2 224	46	2 216	-3 151	0	3 274	4 609
INTERNATIONAL DEVELOPPEMENT - T4	27	0	50	-501	0	104	-320
DROM	4 055	130	-35	22 209	0	45	26 404
CDC (Caisse des Dépôts et Consignations)	0	0	0	0	0	0	0
FRANCE INVESTISSEMENT GARANTIE	2 009	4 851	126	-7 195	0	0	-209
PRÊT TOURISME	6 637	184	4 817	-7 816	0	-13 948	-10 126
Autres fonds	0	0	0	0	0	0	0
BEI - DEV. TECHNOLOGIQUE	0	0	0	0	0	0	0
GARANTIE FONDS PROPRES - FEDER IDF	0	0	0	0	0	0	0
GARANTIE DE VALEUR LIQUIDATIVE	0	0	0	0	0	0	0
UIMM	0	0	0	0	0	0	0
PPD UIMM MIDI-PYRENEES	0	0	0	0	0	48	48
RESEAU ENTREPRENDRE CROISSANCE	0	0	1	-25	0	72	48
UIMM MEDITERRANEE	0	0	0	0	0	0	0
UIMM LIM PCH	0	0	0	0	0	6	6
CCI INNOVATION PDL	0	0	0	0	0	-2	-2
BEST WESTERN	0	0	0	0	0	0	0
FEDERATION NATIONALE DE L'HABILLEMENT	0	0	-1	30	0	-18	11
PPD UIMM GRAND NORD EST	0	0	0	48	0	-26	22
PPD UIMM NATIONAL	0	0	0	0	0	22	22
PPD UIMM NATIONAL 2	0	3	0	-18	0	55	40
UIMM FRENCH FAB	0	0	0	-182	0	5	-177
PRÊT ECONOMIE D'ENERGIE (FDS PEE)	434	0	203	-622	0	-653	-638
Autres gestions (*)	1 186	0	1 525	-43 622	-4 469	0	-45 380
FONDS DE GARANTIE	151 588	13 090	159 790	-388 966	-4 273	-98 399	-167 170

Note 21. – Ressources nettes d'intervention à l'innovation

21.1. – Situation comptable des fonds de garantie d'intervention

Fonds (En millions d'euros.)	Solde au 31/12/2024	Dotations 2025 (solde net des remboursements et redéploiements)	Résultats 2025	Solde au 31/12/2025	Avances Récupérables Saines	Encours Prêts Innovation Sains
Aides à l'innovation - ISI (*) - PMII (*)	578,2	-30,0	1,0	549,2	33,4	132,8
FRGI (*)	0,0	0,0	0,0	0,0	4,8	13,1
Aides sur financement partenaires	281,5	18,8	-17,7	282,6	21,6	16,4
Etat PIA (*)	429,9	160,0	-260,8	329,1	283,2	1 335,3
FII (*)	90,8	30,0	-43,6	77,2	99,7	115,5
Etat autres (*)	10,9	0,0	-3,2	7,7	0,1	0,1
Total	1 391,3	178,8	-324,3	1 245,8	442,8	1 613,2

(*) ISI : Innovation Stratégie Industrielle

PMII : Programme Mobilisateur pour l'Innovation Industrielle initié par l'ex All, Agence pour l'innovation Industrielle

FRGI : Fonds Régionaux de Garantie de l'Innovation

Etat PIA : Fonds de Garantie d'Intervention - Aides Guichet à l'innovation

FII : Fonds pour l'Innovation et l'Industrie - Aides à l'Innovation - DEEP TECH

Etat autres : Fonds National d'Innovation - Fonds Innovation Sociale

21.2. – Résultat des fonds de garantie d'intervention au 31 décembre 2025

Fonds (En millions d'euros.)	Subventions	Provisions, pertes et constats d'échecs	Expertises et charges diverses	Produits et charges financiers	Produits et charges divers	Résultat au 31/12/2025
Aides à l'innovation - ISI (*) - PMII (*)	-3,0	1,9	-0,2	0,7	1,6	1,0
FRGI (*)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aides sur financement partenaires	-6,2	-8,2	-3,8	0,0	0,5	-17,7
Etat PIA (*)	-80,0	-172,3	-11,1	0,0	2,6	-260,8
FII (*)	-8,5	-35,1	-0,4	0,0	0,4	-43,6
Etat autres (*)	-3,3	0,0	0,0	0,0	0,1	-3,2
Total	-101,0	-213,7	-15,5	0,7	5,2	-324,3

Note 22. – Variation des capitaux propres

(En millions d'euros.)	31/12/2024	Affectation du résultat 2024	Autres mouvements	31/12/2025
Capital souscrit	5 440,0	0,0	0,0	5 440,0
Primes d'émission	15 462,0	0,0	0,0	15 462,0
Primes de fusion	212,0	0,0	0,0	212,0
Réserve légale	160,1	30,5	0,0	190,6
Autres réserves	164,6	0,0	0,0	164,6
Provisions réglementées, subventions d'investissement	148,2	0,0	(1) -52,5	95,7
Report à nouveau	755,2	261,3	0,0	1 016,5
Résultat de l'exercice	610,5	-610,5	434,8	434,8
Acomptes sur dividendes	-122,1	(2) 122,1	-122,1	-122,1
Total	22 830,5	(2) -196,6	260,2	22 894,1

(1) Reprise d'amortissements dérogatoires sur logiciels.

(2) Distribution du solde de dividende de 0,29 € par action, après le versement sur l'exercice 2024 d'un acompte de 0,18 € par action.

Le capital social est composé de 680 millions d'actions ordinaires nominatives, d'une valeur nominale de 8 euros, entièrement libérées.

La majorité du capital doit rester la propriété de l'Etat, d'un établissement public de l'Etat, d'un organisme public ou d'une entreprise publique.

Note 23. – Contre-valeur en euros des opérations en devises

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Actif	2,2	8,6
Passif	1 409,9	1 483,7

Ces positions nettes de bilan sont couvertes par des opérations de hors-bilan.

Note 24. – Tableau de flux des dépréciations et des provisions

(En millions d'euros.)	Dépréciations et Provisions au 31/12/24	Dotations aux dépréciations et provisions	Reprises des dépréciations et provisions disponibles	Reprises des dépréciations et provisions utilisées (1)	Autres variations (2)
Dépréciations et provisions pour créances douteuses et risques de crédit	1 080,3	427,2	266,9	70,1	0,3
- Dépréciations pour créances douteuses	711,8	246,9	81,7	70,1	0,3
. Prêts Interbancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. Crédits à la clientèle	711,6	246,9	81,7	70,1	0,3
. Opérations sur titres et divers	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0
- Provision collective pour risques de crédit (4)	367,9	180,1	185,0	0,0	0,0
- Autres provisions	0,6	0,2	0,2	0,0	0,0
Autres provisions d'exploitation	172,5	21,2	12,0	4,0	0,0
Fonds pour risques bancaires généraux	235,2	0,0	0,0	0,0	0,0

(1) Les reprises correspondent à des passages en pertes

(2) Reprises de dépréciations liées au passage du temps

(3) -/+ Dotations ou reprises nettes

- Créances irrécupérables

+ Récupérations sur créances amorties

(4) Au 31 décembre 2025, Bpifrance réalise des ajustements sectoriels sur les entreprises du BTP, du commerce de détail, du transport et logistique, de l'automobile et aéronautique du fait de perspectives économiques dégradées. Bpifrance comptabilise également des ajustements sur les entreprises innovantes afin de tenir compte de leurs difficultés à lever des fonds, sur les entreprises bénéficiant d'un PGE afin de tenir compte de leurs difficultés à rembourser leur dette et sur les prêts collatéralisés par des biens immobiliers afin de tenir compte du retard de mise en transition énergétique.

(En millions d'euros.)	Dépréciations et Provisions au 31/12/25	Créances irrécupérables non couvertes par des provisions	Récupérations sur créances amorties	Impact sur le résultat (3)
Dépréciations et provisions pour créances douteuses et risques de crédit	1 170,2	18,6	3,0	-175,9
- Dépréciations pour créances douteuses	806,6	18,5	3,0	-180,7
. Prêts Interbancaires	0,0	0,0	0,0	0,0
. Crédits à la clientèle	806,4	9,1	3,0	-171,3
. Opérations sur titres et divers	0,2	9,4	0,0	-9,4
- Provision collective pour risques de crédit (4)	363,0	0,0	0,0	4,9
- Autres provisions	0,6	0,1	0,0	-0,1
Autres provisions d'exploitation	177,7	0,0		
Fonds pour risques bancaires généraux	235,2			

(1) Les reprises correspondent à des passages en pertes

(2) Reprises de dépréciations liées au passage du temps

(3) -/+ Dotations ou reprises nettes

- Créances irrécupérables

+ Récupérations sur créances amorties

(4) Au 31 décembre 2025, Bpifrance réalise des ajustements sectoriels sur les entreprises du BTP, du commerce de détail, du transport et logistique, de l'automobile et aéronautique du fait de perspectives économiques dégradées. Bpifrance comptabilise également des ajustements sur les entreprises innovantes afin de tenir compte de leurs difficultés à lever des fonds, sur les entreprises bénéficiant d'un PGE afin de tenir compte de leurs difficultés à rembourser leur dette et sur les prêts collatéralisés par des biens immobiliers afin de tenir compte du retard de mise en transition énergétique.

Note 25. – Engagements de hors-bilan

25.1. – Engagements donnés

(En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
AFT (Agence France Trésor)	13 396 074	10 963 132
DEVELOPPEMENT PME ET TPE	0	0
TEXTILE	0	0
CREATION PME ET TPE	345 143	551 184
PRÊT A LA CREATION D'ENTREPRISE (PCE)	0	0
TRANSMISSION PME ET TPE	116 041	215 866
RENFORCEMENT STRUCT. FIN PME TPE	1 124	1 992
RT CCE	2 004	3 043
RENFORCEMENT DE LA TRESORERIE	11 776	20 934
RSF RECONVERSION	8	29
INNOVATION DES PME ET TPE	220 554	196 275
FONDS DE SURMUTUALISATION	0	0
FINANCEMENT SPECIF. CT PME ET TPE	144 418	164 433
INTERNATIONAL COURT TERME	48 617	43 233
AFFACTURAGE	24 878	25 420
FASEP	120 922	122 297
GARANTIE FONDS PROPRES 2001/2002	0	0
GARANTIE FONDS PROPRES - FEI 2003/2004	0	0

GARANTIE FONDS PROPRES - FEI 2007/2009	0	0
GARANTIE FONDS PROPRES - FEI 2010/2012	0	0
GARANTIE DE FONDS PROPRES 2013/2015	280	1 139
GARANTIE DE FONDS PROPRES 2016/2018	10 057	11 761
PRÊT PARTICIPATIF D'AMORCAGE	0	0
CAUTIONS SUR LES PROJETS INNOVANTS	0	0
BIOTECHNOLOGIE GARANTIE	2 296	2 678
FINANCEMENTS STRUCTURES	0	3 525
CONTRAT DEVELOPPEMENT PARTICIPATIF	504 334	-1 590
PPMTR	0	0
PRETS VERTS	0	0
INNOVATION DEVELOPPEMENT DURABLE	0	25
PPD BOIS	0	0
PRÊT ECO-ENERGIE (PEE)	0	0
PREFINANCEMENT CICE	0	0
PRÊT POUR L'INNOVATION	0	0
PRÊT NUMERIQUE	0	0
PIPC	0	0
SOFIRED	0	0
PRÊT ROBOTIQUE	26	0
PRÊT POUR L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE	0	0
PRÊT CROISSANCE INDUSTRIE	0	0
PRÊT VERT 2	0	0
PRÊT D'AMORCAGE INVESTISSEMENT	0	0
PRÊT ENTREPRISES ET QUARTIERS	0	0
PRÊT CROISSANCE AUTOMOBILE	0	0
RENFORCEMENT TRESORERIE SECTEUR ELEVEGE	8 608	10 899
PRÊT CROISSANCE INDUSTRIE 2	10 761	0
PRÊT FILIERE BOIS	0	0
PRÊT METHANISATION AGRICOLE	0	0
CREAT K/K 2019	267 737	405 289
DEV K/K 2019	87 178	121 577
TRANS K/K 2019	271 715	411 344
RENF TRESO K/K	62 793	73 469
INTER DEV K/K	1 330	3 148
CREA CG	1 413 114	1 310 150
CREA EX NI	237 954	335 906
TRANSCG	148 816	139 649
DEV CG	266 035	266 180
RT CG	82 684	86 355
AVANCE + OUTRE MER	0	-9
Surgarantie RT TPE-PME Covid19	832	1 267
Surgarantie RT ETI Covid19	220	2 240
Surgarantie LCC TPE-PME Covid19	0	0
Surgarantie LCC ETI Covid19	0	0
RT TPE-PME Covid19	180	380
RT ETI Covid19	144	429
LCC TPE-PME Covid19	0	0
LCC ETI Covid19	0	0
Garantie ATOUT PME	0	0
Garantie ATOUT ETI	0	0
RT AUTOMOBILE	0	0
PRÊT VERT ADEME BPIFRANCE	0	0
PRÊT METHANISATION INJECTION	0	0
France NUMERIQUE	4 762	349
PRÊT VERT 4	640 685	-608
PRÊT CROISSANCE RELANCE	380 355	269
DEVELOPPEMENT RELANCE	559 565	754 650
DEVELOPPEMENT RELANCE CONTRAT	0	0
INTERNATIONNAL DEVELOPPEMENT RELANCE	15 352	20 183
Création Standard Relance Cas par Cas	827 048	1 112 963
Création Standard Relance Contrat	629 740	833 820
Transmission Relance	804 617	996 550
Transmission Relance Contrat	78 127	98 610
Création Ex-Nihilo Relance Contrat	337 385	472 115
GARANTIE DE FONDS PROPRES RELANCE	128 287	106 776
GARANTIE VERTE	25 064	25 263
Création Ex-Nihilo Relance Cas par Cas	36 378	51 431
Garantie Verte Contrat	0	0
RHB Industrie	178 535	0
PRÊT NOUVELLE INDUSTRIE	0	0
ELECTRICITE RENOUVELABLE	44 504	34 935
PRÊT INDUSTRIE VERTE	0	0
CREATION STANDARD K/K	1 124 483	505 388
DEVELOPPEMENT STANDART K/K	391 050	191 721
INTERNAT. DEV. STANDARD K/K	21 039	15 246
TRANSMISSION STANDARD K/K	1 088 580	485 823
RENFORCEMENT TRESO. STD K/K	69 884	29 556

CREATION VERT K/K	208 643	100 486
DEVELOPPEMENT VERT K/K	205 940	92 203
TRANSMISSION VERT K/K	34 745	14 915
CREATION STANDARD CONTRAT	508 833	72 649
DEVELOPPEMENT STANDARD CONTRAT	105 594	13 896
TRANSMISSION STANDARD CONTRAT	40 067	5 260
RT STANDARD CONTRAT	158 172	7 323
CREATION VERT CONTRAT	12 945	748
DEVELOPPEMENT VERT CONTRAT	4 367	130
TRANSMISSION VERT CONTRAT	308	35
PRÊT D'HONNEUR QUARTIERS	6 721	0
PRÊT D'HONNEUR CREATION REPRISE	74 932	63 990
PRÊT D'HONNEUR RENFORT	1 299	0
PRÊT FLASH QUARTIERS	0	0
BEI - ETAT	0	0
PAYS DE L'EST	0	0
PIC PME	0	0
CAPITAL DEVOLOPT/PRETS PARTIC.	0	0
INSTAL. DES JEUNES ENTREPRENEURS	0	0
RENFORCEMENT TRESORERIE PME - (RT PME)	520	899
SURGARANTIE RENFORCEMENT TRESO PME - (S RT PME)	7	9
RENFORCEMENT TRESORERIE ETI - (RT ETI)	0	0
SURGARANTIE RENFORCEMENT TRESO ETI - (S RT ETI)	2	27
LIGNES CREDIT CONFIRME PME - (LCC PME)	0	0
SURGARANTIE LIGNES CREDIT CONFIRME PME - (S LCC PME)	0	0
LIGNES CREDIT CONFIRME ETI - (LCC ETI)	0	0
SURGARANTIE LIGNES CREDIT CONFIRME ETI - (S LCC ETI)	0	0
FGKP TRANCHE 1	134	169
FGKP TRANCHE 2	1 044	3 065
FGKP TRANCHE 3	32 852	48 921
FGKP TRANCHE 4	198 187	267 575
INTERNATIONAL DEVELOPPEMENT - T2	0	6
INTERNATIONAL DEVELOPPEMENT - T3	404	611
INTERNATIONAL DEVELOPPEMENT - T4	2 339	4 658
CDC (Caisse des Dépôts et Consignations)	33 957	42 424
FRANCE INVESTISSEMENT GARANTIE	33 957	42 424
PRÊT TOURISME	0	0
Autres fonds	589 537	2 389 074
BEI - DEV. TECHNOLOGIQUE	0	0
GARANTIE FONDS PROPRES - FEDER IDF	0	0
GARANTIE DE VALEUR LIQUIDATIVE	0	0
UIMM	0	0
PPD UIMM MIDI-PYRENEES	0	0
RESEAU ENTREPRENDRE CROISSANCE	0	0
UIMM MEDITERRANEE	0	0
UIMM LIM PCH	0	0
CCI INNOVATION PDL	0	0
BEST WESTERN	0	0
FEDERATION NATIONALE DE L'HABILLEMENT	0	0
PPD UIMM GRAND NORD EST	0	0
PPD UIMM NATIONAL	0	0
PPD UIMM NATIONAL 2	0	0
UIMM FRENCH FAB	0	0
PRÊT ECONOMIE D'ENERGIE (FDS PEE)	0	0
Autres gestions	589 537	2 389 074
DROM	3 621	6 595
DROM	3 621	6 595
Engagements fonds de garantie	14 023 189	13 401 225
Engagements d'outils fonds de garantie	2 392 171	2 164 812
Total engagements des fonds de garantie	16 415 360	15 566 037

Les engagements de garantie enregistrent les garanties de remboursement de crédits distribués par des établissements de crédit. Ils sont adossés à des fonds de garantie. Le montant des garanties données à des prêts octroyés par Bpifrance s'élève à 7 734 M€.

Par ailleurs, des contrats de garantie ne sont pas encore réalisés au 31 décembre 2025 pour un montant de 270,7 M€.

25.2. – Engagements reçus

Au sein des engagements de financement reçus des établissements de crédit, 9 591,1 M€ proviennent d'engagements reçus sur titres mis en pension.

Note 26. – Opérations en devises et instruments financiers à terme

(En millions d'euros.)	31/12/2025								31/12/2024	
	Couverture				Positions ouvertes isolées		Total		Total	
	Micro		Macro		Notionnel	Valeur de marché	Notionnel	Valeur de marché	Notionnel	Valeur de marché
	Notionnel	Valeur de marché	Notionnel	Valeur de marché						
Opérations de gré à gré										
. Contrats d'échange de devises	1 392,7	-4,2	0,0	0,0	0,0	0,0	1 392,7	-4,2	1 392,7	52,0
. Contrats d'échange de taux	0,0	0,0	85 140,6	-698,0	0,0	0,0	85 140,6	-698,0	88 332,0	-360,3
. Contrats de taux plafond et plancher	0,0	0,0	1 335,0	-1,0	0,0	0,0	1 335,0	-1,0	1 625,0	-2,7
Opérations sur marchés organisés										
. Contrats de taux vendus ferme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. Contrats de taux achetés ferme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	1 392,7	-4,2	86 475,6	-699,1	0,0	0,0	87 868,4	-703,3	91 349,7	-311,0

Les instruments financiers à terme ne font l'objet d'aucun provisionnement pour risque de contrepartie.

Ventilation selon la durée restant à courir au 31 décembre 2025

(En millions d'euros.)	D < 1 an	1 an < D < 5 ans	D > 5 ans
Opérations effectuées de gré à gré	18 107,1	44 534,3	25 227,0
Opérations effectuées sur marchés organisés	0,0	0,0	0,0

Le montant notionnel des contrats recensés ci-dessus ne fournit qu'une indication de volume d'activité ; le risque de contrepartie attaché aux instruments financiers à terme utilisés par Bpifrance est estimé selon l'approche standardisée pour le risque de crédit de contrepartie retenue pour le calcul des ratios prudentiels européens. A ce titre, il tient compte de l'effet des contrats de compensation en vigueur à cette date ainsi que des garanties reçues. Il s'analyse comme suit :

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Coût de remplacement positif (1)	154,3	195,4
Exposition potentielle future (2)	22,1	23,8
Exposition totale = 1,4 x ((1) + (2))	247,0	306,8
Equivalent risque de crédit pondéré	7,4	9,9

Note 27. – Intérêts et produits assimilés

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Opérations avec les établissements de crédit	110,3	192,0
Opérations avec la clientèle (1)	1 475,6	1 481,9
- Comptes ordinaires débiteurs	0,2	0,3
- Crédits à l'exportation	36,1	42,1
- Crédits de trésorerie	66,0	84,7
- Crédits à moyen et long terme	724,5	796,6
- Crédits divers et créances subordonnées	526,7	447,5
- Opérations de hors-bilan	122,1	110,5
- Divers	0,0	0,2
Obligations et autres titres à revenu fixe	248,3	205,2
Produit net sur opérations de macro-couverture	55,1	49,3
Total (2)	1 889,3	1 928,4
(1) Dont reprise de dépréciation pour créances douteuses du fait du passage du temps (cf. note 1.2)	0,3	0,2
(2) Dont intérêts négatifs sur dettes et émissions de titres	0,0	0,0

Note 28. – Intérêts et charges assimilées

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Opérations avec les établissements de crédit	-270,6	-478,9
Opérations avec la clientèle	-151,6	-135,4
Obligations et autres titres à revenu fixe	-1057,7	-859,7
- Obligations	-884,1	-612,6
- Titres de créances négociables	-173,6	-247,1
Autres intérêts et charges assimilées	-0,3	-0,3
Charge nette sur opérations de macro-couverture	-10,0	-10,3
Total (*)	-1 490,2	-1 484,6
(*) Dont intérêts négatifs sur créances et portefeuilles titres	0,0	0,0

Note 29. – Produits sur opérations de crédit-bail et location simple

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Loyers	1 331,4	1 350,2
Autres produits	82,7	92,8
Plus-values	37,1	48,5
Coût du risque	-16,2	0,2
Total	1 435,0	1 491,7

Note 30. – Charges sur opérations de crédit-bail et location simple

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Dotations aux amortissements	-915,9	-893,5
Dotations aux provisions spéciales	-143,9	-148,0
Moins-values	-30,9	-25,6
Autres charges	-78,2	-86,2
Total	-1 168,9	-1 153,3

Note 31. – Revenus des titres à revenu variable

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Participations	0,2	0,2
Autres titres détenus à long terme	0,4	0,6
Parts dans les entreprises liées (*)	533,7	561,9
Total	534,3	562,7

(*) dont :

- Dividendes Bpifrance Participations : 357,4 M€ (432 M€ au 31 décembre 2024)

- Excess Spread des titrisations auto retenues 1 et 2 : 166,6 M€ (121,8 M€ au 31 décembre 2024)

Note 32. – Commissions

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Produits		
Commissions sur opérations avec la clientèle	39,0	28,4
Commissions sur prestation de services financiers	0,3	0,0
Total	39,3	28,4
Charges		
Commissions sur opérations avec la clientèle	-0,7	-0,3
Commissions sur opérations sur titres	-2,7	-2,7
Total	-3,4	-3,0

Note 33. – Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Solde des opérations sur titres de transaction	0,0	0,0
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés	-0,1	0,0
Solde des autres opérations sur instruments financiers à terme	0,0	0,0
Total	-0,1	0,0

Note 34. – Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Dotations ou reprises nettes aux dépréciations	2,2	0,2
Moins-values de cession	-12,9	-10,6
Plus-values de cession	13,1	8,8
Total	2,4	-1,6

Note 35. – Autres produits d'exploitation bancaire

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Produits facturés à des sociétés du Groupe	58,1	50,7
Autres charges refacturées	9,5	2,8
Produits accessoires d'assurance	25,8	27,2
Reprise de provisions disponibles	3,1	7,7
Quote-part de subventions d'investissement	1,3	1,2
Produits divers liés à l'activité innovation	47,0	58,0
Autres produits	46,4	20,1
Total	191,2	167,7

Note 36. – Autres charges d'exploitation bancaire

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Dotations aux amortissements pour immobilisations incorporelles et corporelles hors exploitation	0,0	0,0
Subventions activité Entrepreneuriat et Territoires	-16,9	-17,5
Dotations aux provisions pour risques d'exploitation bancaire divers	-13,1	-27,1
Autres charges	-23,0	-11,6
Total	-53,0	-56,2

Note 37. – Charges générales d'exploitation

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Frais de personnel		
- Salaires et traitements	-229,5	-210,7
- Charges des régimes à cotisations définies	-26,3	-26,8
- Charges des régimes à prestations définies	0,2	-2,5
- Autres charges sociales	-89,2	-80,5
- Intéressement et participation	-23,4	-25,2
- Charges fiscales	-26,8	-28,0
- Dotations/reprises provisions pour engagements vis-à-vis du personnel	-2,4	-3,9
Sous-total	-397,4	-377,6
Impôts et taxes	-23,3	-23,5
Autres frais administratifs	-260,4	-256,6
Total	-681,1	-657,7

37.1. – Ventilation de la juste valeur des actifs couvrant les engagements de fin de carrière

(En %)	31/12/2025	31/12/2024
OPCVM		
Obligataire	77 %	77 %
Action	16 %	16 %
Monétaire	3 %	3 %
Autres	4 %	4 %
Total	100 %	100 %

37.2. – Variation des obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi

(En millions d'euros.)	Indemnités de fin de carrière			Frais de santé	Médailles du travail	Total 31/12/2025		
	Obligations au titre des prestations définies	Actifs du régime	Passif / (actif) net	Obligations au titre des prestations définies	Obligations sur les autres avantages à long terme	Obligations	Actifs du régime	Passif / (actif) net
Solde d'ouverture	23,4	24,1	-0,7	0,9	1,6	25,9	24,1	1,8
- Coût des services rendus au cours de la période	1,4	0,0	1,4	0,0	0,2	1,6	0,0	1,6
- Intérêts sur le passif / l'actif au titre des prestations définies	0,7	0,7	0,0	0,0	0,0	0,7	0,7	0,0
- Coût des services passés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Effet des variations du cours des monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Cotisation au régime de l'employeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Cotisation au régime du participant	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Profit ou perte résultat de la liquidation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Prestations payées	-1,8	-1,9	0,1	-0,1	0,0	-1,9	-1,9	0,0
- Ecart actuariels	-2,3	0,0	-2,3	0,0	-0,1	-2,4	0,0	-2,4
> dont écarts actuariels de la période liés à l'expérience	0,5	0,0	0,5	0,0	0,0	0,5	0,0	0,5
> dont écarts actuariels sur ajustements liés aux hypothèses démographiques	-0,2	0,0	-0,2	0,0	0,0	-0,2	0,0	-0,2
> dont écarts actuariels sur ajustements des hypothèses financières	-2,5	0,0	-2,5	0,0	0,0	-2,5	0,0	-2,5
Solde de clôture	21,4	22,9	-1,5	0,8	1,7	23,9	22,9	1,0

(En millions d'euros.)	Indemnités de fin de carrière			Frais de santé	Médailles du travail	Total 31/12/2024		
	Obligations au titre des prestations définies	Actifs du régime	Passif / (actif) net	Obligations au titre des prestations définies	Obligations sur les autres avantages à long terme	Obligations	Actifs du régime	Passif / (actif) net
Solde d'ouverture	21,7	24,9	-3,2	1,0	1,4	24,1	24,9	-0,8
- Coût des services rendus au cours de la période	1,6	0,0	1,6	0,0	0,3	1,9	0,0	1,9
- Intérêts sur le passif / l'actif au titre des prestations définies	0,7	0,8	-0,1	0,0	0,0	0,8	0,8	0,0
- Coût des services passés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Effet des variations du cours des monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Cotisation au régime de l'employeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Cotisation au régime du participant	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Profit ou perte résultat de la liquidation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Prestations payées	-1,7	-1,7	0,0	-0,1	0,0	-1,9	-1,7	-0,2
- Ecart actuariels	1,1	0,1	1,0	0,0	-0,1	1,0	0,1	0,9
> dont écarts actuariels de la période liés à l'expérience	0,8	0,0	0,8	0,0	-0,1	0,7	0,0	0,7
> dont écarts actuariels sur ajustements liés aux hypothèses démographiques	-0,2	0,0	-0,2	0,0	0,0	-0,2	0,0	-0,2
> dont écarts actuariels sur ajustements des hypothèses financières	0,5	0,1	0,4	0,0	0,0	0,5	0,1	0,4
Solde de clôture	23,4	24,1	-0,7	0,9	1,6	25,9	24,1	1,8

Note 38. – Coût du risque

(En millions d'euros.)	31/12/2025			
	Actif soustractif	Provision collective	Autres passifs	Total
Dotations ou reprises nettes aux provisions et dépréciations	-165,1	4,9	0,0	-160,2
Pertes non provisionnées	-18,6		-0,1	-18,7
Récupérations sur créances amorties	3,0		0,0	3,0
Solde	-180,7	4,9	-0,1	-175,9

(En millions d'euros.)	31/12/2024			
	Actif soustractif	Provision collective	Autres passifs	Total
Dotations ou reprises nettes aux provisions et dépréciations	-152,0	37,9	-0,1	-114,2
Pertes non provisionnées	-29,5		0,0	-29,5
Récupérations sur créances amorties	5,0		0,0	5,0
Solde	-176,5	37,9	-0,1	-138,7

Note 39. – Gains ou pertes sur actifs immobilisés

(En millions d'euros.)	31/12/2025				31/12/2024
	Titres d'investissement	Immobilisations incorporelles et corporelles d'exploitation	Participations et autres titres détenus à long terme Parts dans les entreprises liées	Total	Total
Dotations aux dépréciations	0,0	0,0	-1,1	-1,1	-0,4
Reprises de dépréciations	2,0	0,0	0,3	2,3	2,1
Moins-values de cession	0,0	0,0	-0,3	-0,3	-0,4
Plus-values de cession	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Solde	2,0	0,0	-1,1	0,9	1,4

Note 40. – Passage entre le résultat social et le résultat financier

(En millions d'euros.)	31/12/2025		
	Crédit-bail et location immobiliers	Crédit-bail et location mobiliers	Total
Dotations aux amortissements comptables	-324,9	-591,0	-915,9
Plus/moins-values comptables	5,8	0,4	6,2
Total	-319,1	-590,6	-909,7
Dotations aux amortissements financiers	-317,1	-645,1	-962,2
Plus/moins-values financières	5,8	1,3	7,1
Dépréciation financière sur éléments d'actif	0,0	-1,2	-1,2
Total	-311,3	-645,0	-956,3
Variation de la réserve latente	7,8	-54,4	-46,6

Note 41. – Principaux soldes intermédiaires de gestion financiers

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Produit net bancaire	1 338,5	1 387,7
Charges générales d'exploitation	-681,1	-657,7
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	-86,7	-75,8
Résultat brut d'exploitation	570,7	654,2
Coût du risque	-185,1	-131,2
Résultat d'exploitation	385,6	523,0
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	0,9	1,4

Résultat courant avant impôt	386,5	524,4
Résultat exceptionnel		0,0
Impôt sur les bénéfices	-50,8	-13,4
Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées	52,5	14,5
Résultat net	388,2	525,5

Note 42. – Situation fiscale

La comptabilisation de l'impôt sur les sociétés s'effectue selon la méthode de l'impôt exigible.

Le résultat fiscal de l'exercice 2025 (provisoire) au taux de droit commun est bénéficiaire de 83,9 M€, compte tenu des principales réintégrations ou déductions nettes suivantes :

(En millions d'euros.)	
Résultat comptable avant impôt de l'exercice	485,6
Dividendes	-349,0
Etalement enveloppe des prêts bonifiés	-47,8
Dotation / reprise nette de la provision collective	-4,9
Frais de dossier et d'instruction à étaler	-0,1
Subvention activité Entrepreneuriat et Territoires	16,9
Autres provisions	-16,8
Résultat fiscal	83,9

Le résultat fiscal au taux de droit commun, soit 30,98 % génère une charge d'impôt individuelle de 32 M€ après imputation des crédits d'impôts.

Dans le cadre du groupe d'intégration fiscale, la contribution exceptionnelle sur l'impôt société s'élève à 42 M€ dans les comptes de Bpifrance SA.

Aucune charge d'impôt n'est constatée pour le résultat fiscal au taux réduit de 15 %.

Loi de finances 2026. – Contribution exceptionnelle sur l'impôt sur les sociétés :

La loi de finances 2026, promulguée le 20 février 2026, prolonge la contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises. Bien que cette loi ait été promulguée après la clôture des comptes au 31 décembre 2025, Bpifrance SA, tête de groupe d'intégration fiscale, pourrait être redevable d'une contribution exceptionnelle au titre de l'exercice 2026. Le montant exact sera déterminé lors de l'établissement des comptes 2026.

Note 43. – Information sectorielle

Bpifrance exerce principalement les métiers suivants :

- les prêts à long et moyen terme : il s'agit de financements à long et moyen terme sous forme de prêts directs, de crédit-bail mobilier et immobilier et de location financière ; ils comprennent également les prêts innovation,
- le financement court terme regroupe notamment les opérations de financement de créances publiques en Métropole et dans les DROM, soit directement, soit par signature,
- les interventions en garantie couvrent les banques et les organismes d'intervention en fonds propres, contre les risques de défaillance des bénéficiaires de financement,
- les aides au financement de l'innovation sous forme d'avances remboursables ou de subventions.

Dans la rubrique « autres » figurent principalement les produits des participations et, dans une moindre mesure, les produits de placement des fonds propres et les refacturations.

Activité (En millions d'euros.)	31/12/2025		31/12/2024	
	P N B financier	Encours moyen	P N B financier	Encours moyen
Prêts à long et moyen terme	619,3	46 541,1	606,5	45 603,1
- dont crédit-bail	82,7	6 264,1	95,0	6 281,4
Financement court terme	102,3	1 595,3	92,5	1 477,7
Garantie	151,8	20 277,5	142,3	19 574,5
- dont commissions	133,6		122,2	
- dont produits financiers	16,8		19,8	
Innovation	53,8		67,1	
Autres	411,3		479,3	
- dont dividendes reçus	367,7		440,4	

Note 44. – Activités pour compte de tiers

Les opérations gérées par Bpifrance (mandataire) pour le compte de tiers (mandant) ne figurent pas au bilan de la banque.

(En millions d'euros.)	31/12/2025							
	Actif				Passif			Hors bilan
	Créances	Compte du mandant	Disponibilités	Total	Dettes	Compte du mandant	Total	
Activité de financement								
ARI (*)	15,2	0,0	0,0	15,2	0,0	15,2	15,2	10,7
Fonds de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
FDES PBAR	100,0	0,0	0,0	100,0	0,0	100,0	100,0	0,0
Activité de garantie								
PGE	44,0	0,0	0,0	44,0	0,0	44,0	44,0	14 993,1
Camulor	0,0	0,0	0,2	0,2	0,0	0,2	0,2	0,0
FGRU (*)	0,0	0,0	4,3	4,3	0,0	4,3	4,3	0,0
Prêts étudiants	0,0	0,0	86,5	86,5	0,0	86,5	86,5	714,1
Agriculture	0,0	0,0	33,5	33,5	0,0	33,5	33,5	114,6
FCS	0,0	0,0	126,8	126,8	0,0	126,8	126,8	101,0
Activité d'aides à l'innovation								
Assurance Prospection	605,1	0,0	0,0	605,1	8,5	596,6	605,1	230,8
ATOUT	0,0	0,0	42,7	42,7	0,0	42,7	42,7	0,0
FGI ATF PIA3	87,1	0,0	8,9	96,0	53,7	42,3	96,0	38,4
FGI CONCOURS d'INNOVATION PIA3	33,5	0,0	5,8	39,3	6,8	32,5	39,3	3,7
FIS	3,6	0,0	5,1	8,7	3,9	4,8	8,7	3,9
FNI-PRI	2,6	0,0	18,7	21,3	0,3	21,0	21,3	0,2
PIA4 DEMONSTRATEURS DIRIGE	243,9	398,7	4,1	646,7	646,7	0,0	646,7	316,8
PIA4 DIRIGE DEPLOIEMENT	230,8	1 569,5	52,3	1 852,6	1 852,6	0,0	1 852,6	238,6
PIA4 DIRIGE MATURATION	74,3	513,0	1,5	588,8	588,8	0,0	588,8	99,8
PIA4 FR2030 INDUST	128,1	2 312,2	72,7	2 513,0	2 513,0	0,0	2 513,0	2 238,4
PIA4 REGIONALISE	38,6	36,7	0,0	75,3	75,3	0,0	75,3	37,9
PIA 4 STRUCTUREL	202,3	326,3	27,2	555,8	555,8	0,0	555,8	327,4
PIAVE	39,0	0,0	24,4	63,4	3,2	60,2	63,4	2,7
PSIM	6,4	0,0	3,8	10,2	0,4	9,8	10,2	0,4
PSPC	211,2	0,0	24,3	235,5	65,2	170,3	235,5	55,8
FSN	28,7	0,0	29,0	57,7	7,6	50,1	57,7	1,6
SIA	0,0	23,0	1,2	24,2	24,2	0,0	24,2	1,7
DEEP TECH GPT	1,8	0,0	2,4	4,2	1,0	3,2	4,2	0,3
PLAN BATTERIES	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AI DEEPTECH 2	0,0	0,0	44,7	44,7	38,9	5,8	44,7	2,0
ENTREPRENEURIAT	0,1	0,0	121,3	121,4	82,6	38,8	121,4	1,0
FONDS INVESTISSEMENT INDUSTRIEL	9,1	181,6	2,9	193,6	193,6	0,0	193,6	0,6
French Tech	0,0	0,0	0,3	0,3	0,0	0,3	0,3	0,0
Frenc Tech Tremplin	0,9	0,0	1,1	2,0	0,2	1,8	2,0	0,0
Frenc Tech Tremplin Bourse	0,4	0,0	1,4	1,8	0,0	1,8	1,8	0,0
FUI	0,1	0,0	32,5	32,6	3,7	28,9	32,6	0,6
GRANDS DEFIS GPT	0,0	3,8	13,8	17,6	17,6	0,0	17,6	1,4
IPCEI H2	0,0	488,9	82,1	571,0	571,0	0,0	571,0	0,0
FRI GPT	60,5	0,0	156,3	216,8	49,0	167,8	216,8	34,2
CMA CGM DECARBO PECHE	0,0	0,2	0,0	0,2	0,2	0,0	0,2	0,0
CMA CGM INNOVATION	0,0	17,8	0,0	17,8	17,8	0,0	17,8	0,6
NCC-FR	0,0	0,0	0,3	0,3	0,3	0,0	0,3	0,0
Total	2 167,3	5 871,7	1 032,1	9 071,1	7 381,9	1 689,2	9 071,1	19 572,3

(*) ARI : Aides à la réindustrialisation

FDES PBAR : Fonds de Développement Economique et Social

PGE : Prêt Garanti par l'Etat.

FCS : Fonds de cohésion social

FGRU : Fonds de Garantie pour le Renouvellement Urbain

FSN : Fonds national pour la Société Numérique

PSIM : Programme de Soutien à l'Innovation Majeure

PSPC : Projet de recherche et de développement Structurants des Pôles de Compétitivité

FUI : Fonds Unique Interministériel

FNI-PRI : Fonds national d'innovation - Partenariats régionaux d'avenir

PIAVE : Projets Industriels d'Avenir

ATF PIA 3 : Accompagnement et Transformation des Filières - Programme Investissement d'Avenir 3

SIA : Satt incubateurs accélérateurs

PIA4 : 4^e programme d'investissements d'avenir

NCC-FR : Centre National de Coordination Cyber – France

(En millions d'euros.)	31/12/2024							
	Actif				Passif			Hors bilan
	Créances	Compte du mandant	Disponibilités	Total	Dettes	Compte du mandant	Total	
Activité de financement								
ARI (*)	22,1	0,0	0,0	22,1	0,0	22,1	22,1	15,4
Fonds de dettes	9,2	0,0	0,0	9,2	0,0	9,2	9,2	0,0
FDES PBAR	237,1	0,0	25,8	262,9	0,0	262,9	262,9	0,0
Activité de garantie								
PGE	210,1	0,0	0,0	210,1	0,0	210,1	210,1	33 240,0
Camulor		0,0	0,2	0,2	0,0	0,2	0,2	0,0
FGRU (*)		0,0	4,3	4,3	0,0	4,3	4,3	0,0
Prêts étudiants	0,0	0,0	78,0	78,0	0,0	78,0	78,0	683,2
FCS	0,0	0,0	121,4	121,4	0,0	121,4	121,4	113,3
Activité d'aides à l'innovation								
Assurance Prospection	564,4	0,0	0,0	564,4	1,4	563,0	564,4	244,8
ATOUT	0,0	0,0	42,7	42,7	0,0	42,7	42,7	0,0
FUI	0,1	0,0	32,6	32,7	6,3	26,4	32,7	0,6
PSPC	221,7	0,0	76,4	298,1	106,3	191,8	298,1	77,8
FIS	3,7	0,0	5,5	9,2	4,8	4,4	9,2	4,2
FSN	36,8	0,0	107,1	143,9	10,2	133,7	143,9	2,2
PIAVE	44,6	0,0	60,4	105,0	7,9	97,1	105,0	8,6
PSIM	12,3	0,0	24,4	36,7	0,4	36,3	36,7	0,4
FGI CONCOURS d'INNOVATION PIA3	44,6	0,0	28,7	73,3	14,2	59,1	73,3	7,6
FNI-PRI	3,4	0,0	18,1	21,5	0,6	20,9	21,5	0,3
Frenc Tech Tremplin Bourse	0,0	0,0	5,2	5,2	0,1	5,1	5,2	4,4
PIA4 DEMONSTRATEURS DIRIGE	200,7	459,5	12,8	673,0	673,0	0,0	673,0	429,2
PIA4 DIRIGE DEPLOIEMENT	211,7	1 664,9	8,8	1 885,4	1 885,4	0,0	1 885,4	327,3
PIA4 DIRIGE MATURATION	49,4	607,0	1,9	658,3	658,3	0,0	658,3	138,2
PIA4 FR2030 INDUST	87,2	2 332,2	115,8	2 535,2	2 535,2	0,0	2 535,2	2 140,6
PIA4 REGIONALISE	24,8	0,0	31,6	56,4	49,7	6,7	56,4	29,4
PIA 4 STRUCTUREL	124,7	498,1	9,3	632,1	632,1	0,0	632,1	336,1
FGI ATF PIA3	125,1	0,0	6,7	131,8	66,1	65,7	131,8	54,4
SIA	0,0	24,9	0,7	25,6	25,6	0,0	25,6	1,7
PLAN BATTERIES	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
DEEP TECH GPT	2,9	0,0	2,1	5,0	1,4	3,6	5,0	0,5
GRANDS DEFIS GPT	0,0	5,7	19,5	25,2	25,2	0,0	25,2	2,3
FONDS INVESTISSEMENT INDUSTRIEL	4,1	430,0	23,7	457,8	457,8	0,0	457,8	10,6
IPCEI H2	0,0	575,3	121,6	696,9	696,9	0,0	696,9	0,0
AI DEEPTECH 2	0,0	0,0	49,7	49,7	39,0	10,7	49,7	3,8
French Tech	0,0	0,0	0,3	0,3	0,0	0,3	0,3	0,0
Frenc Tech Tremplin	0,9	0,0	1,1	2,0	0,3	1,7	2,0	0,0
CMA CGM DECARBO PECHE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CMA CGM INNOVATION	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
NCC-FR	0,0	0,0	1,1	1,1	0,0	1,1	1,1	0,0
ENTREPRENEURIAT	0,0	27,8	63,9	91,7	91,7	0,0	91,7	10,3
FRIGPT	56,3	0,0	152,8	209,1	47,7	161,4	209,1	32,9
Total	2 297,9	6 625,4	1 254,2	10 177,5	8 037,6	2 139,9	10 177,5	37 920,1

(*) ARI : Aides à la réindustrialisation

FDES PBAR : Fonds de Développement Economique et Social

PGE : Prêt Garantit par l'Etat.

FCS : Fonds de cohésion social

FGRU : Fonds de Garantie pour le Renouvellement Urbain

FSN : Fonds national pour la Société Numérique

PSIM : Programme de Soutien à l'Innovation Majeure

PSPC : Projet de recherche et de développement Structurants des Pôles de Compétitivité

FUI : Fonds Unique Interministériel

FNI-PRI : Fonds national d'innovation - Partenariats régionaux d'avenir

PIAVE : Projets Industriels d'Avenir

ATF PIA 3 : Accompagnement et Transformation des Filières - Programme Investissement d'Avenir 3

SIA : Satt incubateurs accélérateurs

PIA4 : 4^e programme d'investissements d'avenir

NCC-FR : Centre National de Coordination Cyber – France

Note 45. – Effectifs

L'effectif moyen s'établit à 3 486,3 salariés en 2025, dont 89 % de cadres.

Note 46. – Rémunérations allouées aux membres des organes d'administration

Les rémunérations versées aux administrateurs au titre de la présence et aux présidents des comités métiers s'établissent à 209 milliers d'euros.

IV. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n°537/2014.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1 de l'annexe des comptes annuels qui expose le changement de méthode comptable relatif à la première application des règlements ANC n°2022-06 et n°2023-03.

Justification des appréciations – Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Dépréciations et provisionnement du risque de crédit

Risque identifié :

Bpifrance comptabilise des dépréciations et des provisions pour couvrir les risques de pertes résultant de l'incapacité de ses clients à faire face à leurs engagements financiers. Comme indiqué dans la note 1.2, partie « Risque de crédit », de l'annexe aux comptes annuels, la direction calcule des dépréciations sur base individuelle par différence entre la valeur comptable de l'actif présentant un risque de crédit avéré et la valeur actualisée au taux d'origine du contrat des flux futurs de trésorerie qu'elle estime recouvrable après prise en compte de la mise en jeu des garanties.

Les provisions collectives sur encours sains sont calculées en analysant le risque de crédit sur un ensemble homogène de créances, identifié au moyen des notations internes du portefeuille. Les provisions collectives sur encours sains sont estimées à partir de simulations de scénarii stochastiques qui associent à chaque contrepartie une date éventuelle de défaut et un taux de perte en cas de défaut.

Pour tenir compte de la conjoncture économique, marquée notamment par des difficultés de levées de fond des entreprises innovantes ou encore des perspectives économiques dégradées pour certains secteurs, la méthodologie relative au modèle de calcul des provisions collectives sur encours sains de Bpifrance a nécessité un certain nombre d'ajustements tel que précisé dans la note 24 de l'annexe.

L'évaluation des dépréciations et des provisions requiert l'exercice du jugement pour l'identification des expositions (ou groupes d'expositions homogènes) présentant un risque de non-recouvrement ou pour la détermination des flux futurs recouvrables et des délais de recouvrement au 31 décembre 2025.

Comme indiqué dans la note 24 de l'annexe aux comptes annuels, le montant des dépréciations et des provisions pour risque de crédit s'élève à 1 170,2 M€ au 31 décembre 2025. Nous avons considéré la détermination des dépréciations et des provisions des créances pour risque de crédit comme un point clé de l'audit en raison :

- i. Concernant l'estimation des provisions collectives sur encours sains :
 - du risque d'incidence matérielle sur les résultats de l'établissement ;
 - de la complexité de la détermination de paramètres et modalités de calculs des provisions ;
 - du contexte d'incertitudes persistantes.
- ii. Concernant l'estimation des dépréciations et provisions sur base individuelle, en raison :
 - de l'importance relative des encours de prêts dans le bilan et des engagements consentis à la clientèle ;
 - de l'importance de la valeur des garanties, de la couverture par les fonds de garantie, ainsi que de l'évaluation des flux recouvrables.

Approche d'audit :

Nous avons pris connaissance des dispositifs de contrôle interne mis en place par l'établissement pour identifier les créances concernées et évaluer le montant des dépréciations et provisions sur ces encours à comptabiliser.

Nous avons également testé la conception et l'efficacité opérationnelle des contrôles que nous avons jugés clés relatives à ces dispositifs.

Pour les provisions collectives sur encours sains, nous avons effectué une revue critique de la documentation mise à disposition pour justifier la méthodologie utilisée et apprécier les critères d'identification par Bpifrance des secteurs d'activité considérés au regard de son environnement comme étant davantage sensibles aux incidences du contexte actuel, des paramètres économiques projetés y compris la revue des scénarios et du dispositif de gouvernance encadrant leur mise à jour.

Pour les dépréciations et provisions estimées sur base individuelle, nos travaux ont consisté en :

- Un examen du dispositif de suivi des contreparties douteuses et contentieuses ;
- Un examen du processus de détermination des dépréciations et provisions sur une sélection de dossiers en défaut (incluant la prise en compte de la valorisation des garanties) ;
- Une évaluation des contrôles automatisés sur le déclassement des crédits et le calcul des montants de dépréciation et provision.

Nous avons mis en œuvre par ailleurs les procédures substantives suivantes :

- Pour les provisions collectives sur encours sains, nous avons apprécié le caractère raisonnable des principaux paramètres retenus et leur modélisation, effectué un calcul indépendant de la provision au 31 décembre 2025 sur un échantillon de portefeuilles de crédit, réalisé des procédures sur les ajustements apportés aux modalités de calcul des provisions et nous nous sommes assurés de la correcte documentation et justification de ces ajustements ;
- Pour les dépréciations sur base individuelle, nous avons apprécié, au moyen de sondages sur des dossiers de crédit, l'adéquation de la dépréciation comptabilisée eu égard aux prévisions de flux de trésorerie futurs estimés par l'établissement.

Évaluation des parts dans les entreprises liées

Risque identifié :

Les parts dans les entreprises liées de Bpifrance (essentiellement dans Bpifrance Participations) sont enregistrées à leur valeur d'entrée au prix d'acquisition, puis évaluées à la clôture de l'exercice au plus bas de leur prix de revient ou de leur valeur d'utilité. Comme indiqué dans la note 1.2, partie « Participations, parts dans les entreprises liées », de l'annexe aux comptes annuels, la valeur d'utilité peut être déterminée selon différentes approches tenant compte, selon la nature des parts dans les entreprises liées, de la valeur de marché, de la valeur d'actif net, des perspectives d'activité de la société émettrice, des perspectives de réalisation ou de la conjoncture économique.

Nous avons considéré l'évaluation des parts dans les entreprises liées comme un point clé de l'audit au 31 décembre 2025, en raison :

- du risque d'incidence significative sur les résultats de Bpifrance, au regard de l'importance du poste au niveau de l'entité et du risque de variation de valeur des actifs détenus par les principales parts dans les entreprises liées de Bpifrance ;
- de l'importance du jugement requis pour la détermination des valeurs d'utilité tant pour l'élaboration de trajectoires projetées ou la valorisation d'actifs sous-jacents non cotés impliquant le recours à des modèles ou données non observables ;
- de la sensibilité des valeurs d'utilité à certains paramètres d'évaluation.

Comme indiqué dans la note 7.1 de l'annexe aux comptes annuels, au 31 décembre 2025, les valeurs brutes et nettes des parts dans les entreprises liées s'élèvent à 21 500 M€ dans les comptes.

Approche d'audit :

La Direction a mis en place un dispositif de contrôle pour l'identification et le suivi opérationnel des parts dans les entreprises liées.

Nous avons examiné la documentation du test de dépréciation retenu par la Direction sur les principales parts dans les entreprises liés et effectué une revue critique des méthodologies d'évaluation y compris, avec le support de nos experts en évaluation, des actifs sous-jacents de Bpifrance Participations.

Nous avons également procédé à :

- une vérification arithmétique des résultats des modèles d'évaluation ;
- un examen des principaux paramètres d'évaluation retenus des actifs sous-jacents de Bpifrance Participations (taux d'actualisation, taux de croissance à long terme, multiples sectoriels ...).

Nous avons apprécié par ailleurs les informations communiquées dans l'annexe aux comptes annuels.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4 et L.22-10-10 du code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires**Format de présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel**

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L.451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du Directeur Général.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes annuels qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Bpifrance par l'assemblée générale du 28 mai 2009 pour le cabinet KPMG Audit FS I et du 11 mai 2022 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit.

Au 31 décembre 2025, le cabinet KPMG Audit FS I était dans la 17^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit dans la 4^{ème} année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les

articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Paris La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 26 mars 2026
Les commissaires aux comptes

KPMG Audit FS I
Nicolas BOURHIS
Associé

PricewaterhouseCoopers Audit
Lionel LEPETIT
Associé

B. — Comptes consolidés au 31 décembre 2025

I. — Bilan consolidé publiable de Bpifrance

(En millions d'euros.)

Actif	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Caisse, banques centrales	6.1	4 385,2	2 313,5
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	6.2	8 673,8	8 025,5
Instruments dérivés de couverture	6.3	78,3	121,8
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	6.4	16 480,2	15 374,0
Titres au coût amorti	6.5	12 048,3	10 890,0
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	6.6	1 635,6	1 757,4
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	6.7	51 008,8	49 935,0
Opérations de location financement et assimilées, au coût amorti	6.8	6 232,9	6 362,9
Aides au financement de l'innovation	6.9	788,4	821,1
Ecarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		-997,7	-488,3
Actifs d'impôts courants et différés	6.10	152,8	147,5
Comptes de régularisation et actifs divers	6.11	1 187,4	2 328,5
Actifs non courants destinés à être cédés		0,0	0,0
Participations dans les entreprises mises en équivalence	6.12	4 105,5	4 495,3
Immeubles de placement		0,0	0,0
Immobilisations corporelles	6.13	233,0	256,7
Immobilisations incorporelles	6.13	313,1	317,8
Ecarts d'acquisition		2,1	2,1
Total de l'actif		106 327,6	102 661,0

Passif	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Banques centrales	6.1	0,0	0,0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	6.2	0,0	0,0
Instruments dérivés de couverture	6.3	4,6	8,8
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	6.14	10 094,2	9 729,9
Dettes envers la clientèle	6.15	1 920,3	2 009,3
Dettes représentées par un titre	6.16	52 397,9	49 441,2
Ecarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		-437,0	-253,6
Passifs d'impôts courants et différés	6.10	170,6	193,6
Comptes de régularisation et passifs divers	6.11	2 930,0	3 107,8
Dettes locatives		141,9	156,5
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés		0,0	0,0
Provisions	6.17	99,0	104,8
Ressources nettes d'intervention à l'innovation	6.18	2 059,1	2 207,8
- Juste valeur des engagements d'intervention		1 432,5	1 255,7
- Fonds d'intervention affectés aux risques à venir		626,7	952,1
Fonds de garantie publics	6.19	6 966,8	7 078,7
- Juste valeur des engagements de garantie		2 536,3	2 470,6
- Juste valeur des fonds de garantie affectés aux risques à venir		4 430,5	4 608,0
Dettes subordonnées		7,2	7,2
Capitaux propres		29 972,8	28 868,9
Capitaux propres part du Groupe		29 562,9	28 473,5

- Capital et réserves liées		21 122,4	21 122,4
- Réserves consolidées		7 807,1	6 581,8
- Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		126,1	-128,1
- Résultat		507,2	897,3
Intérêts minoritaires		409,9	395,5
- Réserves		416,2	397,0
- Résultat		-6,2	-1,5
Total du passif		106 327,6	102 661,0

II. — Compte de résultat consolidé publiable de Bpifrance

(En millions d'euros.)	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Intérêts et produits assimilés	7.1	2 792,2	3 362,9
Intérêts et charges assimilées	7.1	-1 963,0	-2 482,1
Gains ou pertes nets résultant des couvertures de position nette		0,0	0,0
Commissions (produits)		136,2	122,3
Commissions (charges)		-7,6	-5,9
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par résultat	7.2	243,0	267,1
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	7.3	394,1	611,0
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti		0,0	-0,3
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste valeur par résultat		0,0	0,0
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres en actifs financiers à la juste valeur par résultat		0,0	0,0
Produits des autres activités	7.4	349,9	358,6
Charges des autres activités	7.4	-149,7	-137,4
Produit net bancaire		1 795,1	2 096,3
Charges générales d'exploitation	7.5	-1 090,3	-1 051,3
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	7.6	-131,6	-119,5
Résultat brut d'exploitation		573,3	925,4
Coût du risque de crédit	7.7	-162,2	-159,4
Résultat d'exploitation		411,1	766,0
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	7.8	71,7	180,9
Gains ou pertes nets sur autres actifs		22,0	-0,6
Variations de valeur des écarts d'acquisition		5,5	3,1
Résultat avant impôt		510,3	949,4
Impôts sur les bénéfices	7.9	-9,3	-53,5
Résultat net d'impôts des activités abandonnées		0,0	0,0
Résultat net		501,0	895,8
Intérêts minoritaires		-6,2	-1,5
Résultat net - part du groupe		507,2	897,3
Résultat par action (en euros)		0,75	1,32
Résultat dilué par action (en euros)		0,75	1,32

III. — Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres de Bpifrance

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Résultat net	501,0	895,8
Éléments pouvant être reclassés (recyclables) en résultat net		
Écarts de conversion	0,0	0,0
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	27,8	-55,5
Réévaluation des instruments dérivés de couverture d'éléments recyclables	0,0	0,0
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence	-206,1	93,6

Autres éléments comptabilisés par capitaux propres et recyclables	0,0	0,0
Impôts liés	-7,2	14,3
Eléments ne pouvant pas être reclassés (non recyclables) en résultat net		
Réévaluation des immobilisations	0,0	0,0
Réévaluation (ou écarts actuariels) au titre des régimes à prestations définies	3,6	-2,3
Réévaluation du risque de crédit propre des passifs financiers ayant fait l'objet d'une option de comptabilisation à la juste valeur par résultat	0,0	0,0
Réévaluation des instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	1 168,2	-1 718,0
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises mises en équivalence non recyclables	61,6	107,5
Autres éléments comptabilisés par capitaux propres non recyclables	0,0	0,0
Impôts liés	-102,9	-443,6
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	945,0	-2 003,8
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	1 446,0	-1 108,0
Dont part du groupe	1 450,6	-1 092,1
Dont part des intérêts minoritaires	-4,6	-15,9
Montant du transfert en réserves d'éléments non recyclables	708,8	163,8

IV. — Tableau de variation des capitaux propres

(En millions d'euros.)	Capital et réserves liées	Réserves consolidées	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Résultat net part du groupe	Total capitaux propres part du groupe	Capitaux propres part des minoritaires	Total capitaux propres consolidés
Situation au 31/12/2023	21 122,4	5 722,3	2 038,1	1 114,6	29 997,4	63,1	30 060,5
Résultat affecté aux réserves	0,0	1 114,6	0,0	-1 114,6	0,0	0,0	0,0
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	0,0	163,1	-2 244,5	0,0	-2 081,4	-1,8	-2 083,2
Variation de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres non recyclables	0,0	0,0	-2 044,3	0,0	-2 044,3	-1,8	-2 046,1
Variation de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres recyclables	0,0	0,0	-37,1	0,0	-37,1	0,0	-37,1
Cession d'instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	0,0	163,1	-163,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Résultat de l'exercice	0,0	0,0	0,0	897,3	897,3	-1,5	895,8
Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies	0,0	0,0	-3,7	0,0	-3,7	0,0	-3,7
Ecarts de conversion	0,0	0,0	89,5	0,0	89,5	0,0	89,5
Distribution de dividendes	0,0	-393,3	0,0	0,0	-393,3	-4,9	-398,2
Elimination des titres auto-détenus	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Variation de périmètre	0,0	-2,0	-7,6	0,0	-9,6	340,6	331,0
Divers	0,0	-22,9	0,0	0,0	-22,9	0,0	-22,9
Situation au 31/12/2024	21 122,4	6 581,8	-128,1	897,3	28 473,5	395,5	28 868,9
Résultat affecté aux réserves	0,0	897,3	0,0	-897,3	0,0	0,0	0,0
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	0,0	697,8	444,0	0,0	1 141,8	1,7	1 143,5
Variation de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres non recyclables	0,0	0,0	1 119,9	0,0	1 119,9	1,7	1 121,5
Variation de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres recyclables	0,0	0,0	22,0	0,0	22,0	0,0	22,0
Cession d'instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	0,0	697,8	-697,8	0,0	0,0	0,0	0,0
Résultat de l'exercice	0,0	0,0	0,0	507,2	507,2	-6,2	501,0
Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies	0,0	0,0	4,4	0,0	4,4	0,0	4,4
Ecarts de conversion	0,0	0,0	-207,4	0,0	-207,4	0,0	-207,4
Distribution de dividendes	0,0	-318,7	0,0	0,0	-318,7	-29,9	-348,6
Elimination des titres auto-détenus	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Variation de périmètre	0,0	-31,0	13,2	0,0	-17,8	49,0	31,1
Divers	0,0	-20,0	0,0	0,0	-20,1	0,0	-20,1
Situation au 31/12/2025	21 122,4	7 807,1	126,1	507,2	29 562,9	409,9	29 972,8

V. — Tableau des flux de trésorerie

Le tableau de flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte.

Les activités opérationnelles sont représentatives des activités génératrices de produits du Groupe y compris les actifs recensés dans le portefeuille de « Titres au coût amorti ».

Les flux d'impôts sont présentés en totalité avec les activités opérationnelles.

Les activités d'investissement représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées et non consolidées, des immobilisations corporelles et incorporelles et des immeubles de placement. Les titres de participation stratégiques inscrits dans le portefeuille « Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres » sont compris dans ce compartiment.

Les activités de financement résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres et les emprunts à long terme.

La notion de trésorerie nette comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales ainsi que les comptes (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit.

Tableau des flux de trésorerie groupe Bpifrance (En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Résultat avant impôts	510,3	949,4
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	131,6	119,5
Dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	-5,5	-3,1
Dotations nettes aux provisions	160,7	310,2
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	-92,3	-180,9
Perte nette/gain net des activités d'investissement	-327,0	-575,8
Autres mouvements	1 258,4	-653,2
Autres mouvements (spécifiques aux fonds de garantie)	-73,1	-189,1
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	1 052,8	-1 172,4
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	441,8	-3 516,0
Flux liés aux opérations avec la clientèle	-1 134,6	-1 166,4
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	-1 525,4	-2 011,9
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	128,2	33,1
Flux liés aux autres opérations affectant l'activité de l'innovation	-253,1	-256,0
Impôts versés	-140,9	-144,0
Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	-2 484,0	-7 061,2
Total flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (A)	-920,9	-7 284,2
Flux liés aux actifs financiers et aux participations	1 105,8	553,2
Flux liés aux immeubles de placement	0,0	0,0
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-97,0	-83,3
Total flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)	1 008,8	469,9
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-316,7	-468,6
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	2 556,3	6 471,6
Total flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)	2 239,6	6 003,0
Effet de la variation des taux de changes sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)	0,0	0,0
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A+B+C+D)	2 327,5	-811,3
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (A)	-921,0	-7 284,2
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)	1 008,8	469,9
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)	2 239,6	6 003,0
Effet de la variation des taux de changes sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)	0,0	0,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	3 229,5	4 040,8
Caisse, banques centrales (actif et passif)	2 313,5	2 921,7
Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	916,0	1 119,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	5 557,0	3 229,5
Caisse, banques centrales (actif et passif)	4 385,2	2 313,5
Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	1 171,8	916,0
Variation de la trésorerie nette	2 327,5	-811,3

VI. — Annexe comptable

Note 1. – Faits significatifs de l'exercice et événements postérieurs à la clôture

1.1. – Faits significatifs de l'exercice

Aucun fait significatif n'est intervenu au cours de l'exercice.

1.2. – Événements postérieurs à la clôture

Conflit armé au Moyen-Orient

Depuis fin février 2026, le Moyen-Orient fait face à un conflit armé et des tensions géopolitiques majeures liés à la situation en Iran. Bien qu'il soit difficile à ce stade d'en mesurer les conséquences, Bpifrance suit avec attention les développements de ce conflit susceptible d'impacter significativement l'environnement économique mondial, en ce compris les marchés du crédit et le niveau des taux d'intérêt, les marchés actions ou encore une hausse de l'inflation, du coût des matières premières ou de potentielles ruptures des chaînes d'approvisionnement.

Note 2. – Normes comptables applicables**2.1. – Normes comptables applicables au 31 décembre 2025**

Les états financiers consolidés 2025 sont établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne et applicable au 31 décembre 2025.

Les nouvelles normes, amendements ou interprétations d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2025 n'ont pas eu d'incidence matérielle sur les comptes au 31 décembre 2025.

Le Groupe n'applique pas les normes, amendements et interprétations dont l'application n'est qu'optionnelle au 31 décembre 2025.

2.2. – Normes comptables que le Groupe appliquera dans le futur

L'Union européenne a adopté de nouveaux textes qui entreront en vigueur de manière obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2026.

Amendements de la norme IFRS 9 – Instruments financiers et de la norme IFRS 7 – Instruments financiers : Informations à fournir

L'IASB a publié en mai 2024 des amendements aux normes IFRS 9 et IFRS 7. Ces amendements ont été approuvés par l'Union européenne en mai 2025 et sont d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2026. Ces amendements apportent des précisions sur les modalités d'analyse du critère des flux de trésorerie qui donnent uniquement lieu à des paiements de principal et d'intérêts sur le principal restant dû à des dates spécifiées (critère SPPI). Ils précisent également les principes de comptabilisation et décomptabilisation des actifs et passifs financiers, en introduisant une option relative à la décomptabilisation des passifs réglés via un système de paiement électronique.

De nouvelles informations financières sont requises en annexe pour les actifs et passifs financiers assortis de clauses contingentes qui peuvent modifier les flux de trésorerie attendus (comme par exemple les prêts ESG) ainsi que pour les instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres dès l'origine.

Au regard des travaux en cours, Bpifrance estime que l'impact de ces amendements devrait être limité.

Publication de la norme IFRS 18 – Présentation et informations à fournir dans les états financiers

La norme IFRS 18 – Présentation et informations à fournir dans les états financiers, a été publiée le 9 avril 2024 et approuvée par l'Union européenne le 16 février 2026. Elle s'applique de façon obligatoire à compter du premier exercice ouvert après le 1^{er} janvier 2027, avec un retraitement rétrospectif des comparatifs.

Cette norme remplace et reprend les principes définis par la norme IAS 1 – Présentation des états financiers, tout en apportant de nouvelles exigences en termes d'informations financières : une nouvelle structure du compte de résultat avec trois catégories (exploitation, investissement, financement), une nouvelle note annexe relative aux mesures de performance définies par la direction (dits MPM) et un renforcement des principes d'agrégation et de désagrégation de l'information applicables.

Bpifrance a lancé des travaux d'analyse et de mise en œuvre de cette nouvelle norme ; l'évaluation des impacts est en cours.

Note 3. – Principes et méthodes de consolidation du Groupe

En application du règlement CE n°1606/2002, les comptes consolidés du Groupe sont établis selon les normes comptables internationales IAS/IFRS en vigueur au sein de l'Union européenne au 31 décembre 2025.

3.1. – Principes de consolidation**Principe général**

Les états financiers consolidés de Bpifrance regroupent l'ensemble des entreprises que le Groupe contrôle ou sur lesquelles il exerce une influence notable, hormis celles dont la consolidation présente un caractère négligeable pour l'établissement des comptes consolidés du Groupe. En application de ce principe général, le caractère matériel de cet impact peut notamment être apprécié au travers de divers critères tels que l'importance du résultat ou des capitaux propres de la société à consolider par rapport au résultat ou aux capitaux propres de l'ensemble consolidé.

Notion de contrôle

La notion de contrôle s'apprécie quelle que soit la nature des liens entre le Groupe et l'entité faisant l'objet d'un investissement. Le contrôle se caractérise lorsque le Groupe est exposé ou qu'il a droit à des rendements variables et qu'il a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'il détient.

Par conséquent le Groupe contrôle une filiale si et seulement si tous les éléments suivants sont réunis :

- Le Groupe dispose du pouvoir, lorsque qu'il est en possession des droits effectifs à diriger les activités pertinentes de la filiale,
- Le Groupe est exposé ou a droit à des rendements variables, lorsque les rendements peuvent varier selon la performance de la filiale,
- Le Groupe a la capacité d'exercer son pouvoir de manière à influencer sur le montant des rendements variables qu'il obtient.

Le contrôle conjoint est le partage contractuel du contrôle exercé sur un partenariat qui peut être soit une activité conjointe soit une coentreprise. Ce contrôle conjoint n'existe que dans le cas où les décisions concernant les activités pertinentes requièrent le consentement unanime des parties partageant le contrôle.

L'influence notable est le pouvoir de participer aux décisions relatives aux politiques financières et opérationnelles de l'entreprise associée, sans toutefois exercer un contrôle ou un contrôle conjoint sur ces politiques. Cette situation est présumée lorsque le Groupe détient, directement ou indirectement, 20 % ou plus des droits de vote. Elle peut également résulter, par exemple, d'une représentation au sein du Conseil d'administration ou de l'organe de direction équivalent, d'une participation au processus d'élaboration des politiques, de transactions significatives entre le Groupe et l'entreprise associée, d'échange de personnel de direction ou de fourniture d'informations techniques essentielles.

3.2. – Méthodes de consolidation

Les méthodes de consolidation résultent de la nature du contrôle exercé par le Groupe sur les entités consolidables, quelle qu'en soit l'activité.

Les comptes des entreprises sous contrôle exclusif, y compris les entreprises à structure de comptes différente, sont consolidés par la méthode de l'intégration globale.

Les participations que le Groupe contrôle conjointement via une coentreprise et les participations sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable sont comptabilisées par la méthode de la mise en équivalence.

Les entités comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence sont considérées comme ayant une nature opérationnelle dans le prolongement de l'activité du Groupe. Par conséquent, la quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence est présentée après le résultat d'exploitation, conformément à la recommandation n°2022-01 du 8 avril 2022 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) relative au format des comptes consolidés des établissements du secteur bancaire selon les normes comptables internationales.

3.3. – Cas particuliers

L'activité de capital-risque

Lorsqu'une participation dans une entreprise associée (influence notable) ou une coentreprise (contrôle conjoint) est détenue via un organisme de capital-risque, le Groupe a choisi d'évaluer cette participation à la juste valeur par le biais du résultat, dans la catégorie « Actifs financiers à la juste valeur par le résultat », conformément à la norme IFRS 9 relative à la comptabilisation et à l'évaluation des instruments financiers.

Conversion des états financiers des filiales étrangères

Les comptes consolidés du Groupe sont présentés en euro. La conversion des comptes des entités dont la monnaie fonctionnelle est différente est effectuée par application de la méthode du cours de clôture. Selon cette méthode, tous les éléments d'actif et de passif, monétaires ou non monétaires, sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice. Les produits et les charges sont convertis au cours moyen de la période. Toutes les différences de conversion résultant de la conversion sont comptabilisées en tant que composante distincte des capitaux propres.

Participations dans les entreprises mises en équivalence

La méthode de mise en équivalence consiste à substituer à la valeur des titres la quote-part que le Groupe détient dans les capitaux propres et le résultat des sociétés concernées. Le compte de résultat reflète la quote-part du Groupe dans les résultats des entreprises mises en équivalence.

La totalité de la participation mise en équivalence (y compris les écarts d'acquisition) fait l'objet d'un test de dépréciation selon les dispositions de la norme IAS 36 relative à la dépréciation d'actifs, s'il existe une indication objective de dépréciation résultant d'un ou de plusieurs événements intervenus après la comptabilisation initiale de la participation et que ces événements ont un impact sur les flux de trésorerie futurs estimés de la participation, qui peut être estimée de manière fiable.

La valeur comptable de la participation mise en équivalence est alors comparée à sa valeur recouvrable, à savoir la valeur la plus élevée entre d'une part la valeur d'utilité calculée selon la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés ou des méthodes multicritères et d'autre part la juste valeur diminuée des coûts de vente.

Lorsqu'une dépréciation est constatée, elle est affectée à la participation mise en équivalence au bilan, ce qui autorise la reprise ultérieure de la dépréciation en cas d'amélioration de la valeur d'utilité ou de la valeur de marché.

3.4. – Règles de consolidation

Retraitements et éliminations

Les retraitements nécessaires à l'harmonisation des méthodes d'évaluation des sociétés consolidées sont effectués lorsqu'ils sont significatifs.

Les créances, les dettes et les engagements réciproques ainsi que les charges et produits réciproques sont éliminés dans leur totalité pour les entreprises intégrées de manière globale. Les dividendes intragroupes, les provisions sur titres consolidés, les plus-values d'opérations de cession interne et les amortissements dérogatoires sont neutralisés en totalité pour les entreprises intégrées de manière globale et à hauteur de la quote-part détenue pour les entreprises mises en équivalence.

Ecarts d'acquisition

Le coût d'acquisition est égal au total des justes valeurs, à la date d'acquisition, des actifs remis, nets des passifs encourus ou assumés et des instruments de capitaux propres émis pour obtenir le contrôle de la société acquise. Les coûts directement afférents à l'opération sont comptabilisés en charges, à l'exception des frais d'émission d'instruments de capitaux propres émis qui sont déduits des capitaux propres, ainsi que des coûts directs de transaction liés aux dettes financières contractées dans le cadre de l'opération qui sont déduits des dettes financières correspondantes.

Les actifs, passifs, passifs éventuels et éléments de hors-bilan identifiables des entités acquises sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition. Cette évaluation initiale peut être affinée dans un délai de douze mois à compter de la date d'acquisition.

L'écart positif entre le coût d'acquisition de l'entité et la quote-part acquise de l'actif net ainsi réévalué est inscrit à l'actif du bilan consolidé, sous la rubrique « Ecarts d'acquisition » lorsque l'entité acquise est intégrée globalement, au sein de la rubrique « Participations dans les entreprises mises en équivalence » lorsque l'entreprise acquise est mise en équivalence. Lorsque l'écart est négatif, il est immédiatement enregistré en résultat.

Dans le cas d'une augmentation du pourcentage d'intérêt du Groupe dans une entité déjà contrôlée, l'écart entre le prix d'acquisition et la quote-part de capitaux propres complémentaire est à comptabiliser dans les capitaux propres.

Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable, une dépréciation irréversible de l'écart d'acquisition est enregistrée en résultat. La valeur recouvrable est généralement évaluée selon la méthode des flux de trésorerie actualisés.

3.5. – Présentation des états financiers et date de clôture

Présentation des comptes consolidés

La présentation des états de synthèse utilisée est conforme à celle proposée par la recommandation ANC n°2022-01 du 8 avril 2022 relative au format des comptes consolidés des établissements du secteur bancaire selon les normes comptables internationales.

Date de clôture

Les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation clôturent leurs comptes annuels à la date du 31 décembre, sauf mention contraire en Note 9.

Note 4. – Périmètre de consolidation

Les évolutions du périmètre de consolidation du groupe Bpifrance au cours de l'exercice 2025 sont les suivantes :

- Entrées : les fonds Bpifrance Digital Venture 3, Bpifrance Innovation 2, Bpifrance Capital Régions 3, French Touch Capital, Bpifrance Mid Cap Equity 3 et Bpifrance Mid Cap FBI 3 depuis mars 2025, le fonds Innobio 3 depuis septembre 2025, ainsi que le fonds Bpifrance Dette Privée 4 depuis décembre 2025.
- Sortie des sociétés Tyrol Acquisition / Groupe TDF (liquidation en mars 2025) et Eutelsat Communications (cession en juillet 2025).

Le tableau ci-dessous identifie les entreprises consolidées, la fraction de leur capital détenu directement et indirectement, ainsi que leur méthode de consolidation.

Dénomination	Méthode de consolidation	31/12/2025 % d'intérêt	31/12/2025 % de droit de vote	31/12/2024 % de droit de vote
Bpifrance - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	100 %
Bpifrance Régions - MAISONS-ALFORT	Globale	99,99 %	99,99 %	99,99 %
Auxi-Finances - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	100 %
SCI Bpifrance - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	100 %
Bpifrance Courtage - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	100 %
FCT Bpifrance SME 2019-01 - SAINT-DENIS	Globale	100 %	100 %	100 %
FCT Bpifrance TPE Digital - SAINT DENIS	Globale	100 %	100 %	100 %

FCT Bpifrance SME 2020-01 - SAINT-DENIS	Globale	100 %	100 %	100 %
FCT Prêts d'Honneur - SAINT-DENIS	Globale	100 %	100 %	100 %
FCP Bpifrance Adossement 1 - PARIS	Globale	99,99 %	99,99 %	99,99 %
FCP Bpifrance Multi-Actifs 1 - PARIS	Globale	99,99 %	99,99 %	99,99 %
Bpifrance Assurance Export - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	100 %
Bpifrance Participations - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	100 %
FSI PME Portefeuille - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	100 %
FFI parts A - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	100 %
FFI parts B - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	100 %
FONDS de FONDS PME - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	100 %
FFI 2 - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	100 %
FFI 3 - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	100 %
FFI 4 - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	100 %
FFI 5 - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	100 %
FFI 6 - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	100 %
FFI 7 - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	100 %
FPMEI - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	100 %
France Investissement Croissance 1 - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	100 %
France Investissement Croissance 2 - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	100 %
France Investissement Croissance 3 - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	100 %
France Investissement Croissance 4 - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	100 %
France Investissement Croissance 5 - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	100 %
FIC DETTE PRIVEE - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	100 %
FIC DETTE PRIVEE II - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	100 %
FIC DETTE PRIVEE III - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	100 %
France Investissement Régions 1 - MAISONS-ALFORT	Globale	94,00 %	94,00 %	94,00 %
France Investissement Régions 2 - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	100 %
France Investissement Régions 3 - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	100 %
France Investissement Régions 4 - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	100 %
France Investissement Tourisme - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	100 %
France Investissement Tourisme 3 - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	100 %
France Investissement Energie Environnement 2 - MAISONS-ALFORT	Globale	84,39 %	84,39 %	88,17 %
Avenir Entreprise Développement C2 - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	100 %
Avenir Tourisme - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	100 %
ETI2020 - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	100 %
ETI22 - MAISONS-ALFORT	Globale	94,00 %	94,00 %	94,00 %
CDC Entreprises Capital Investissement - PARIS	Globale	100 %	100 %	100 %
FSN Ambition Numérique - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	100 %
Bpifrance Innovation 1 Venture - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	100 %
Bpifrance Innovation 1 Large Venture II - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	100 %
Bpifrance Innovation 1 Large Venture III - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	100 %
Bpifrance Capital 1 - MAISONS-ALFORT	Globale	94,60 %	94,60 %	94,60 %
Bpifrance Capital 2 - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	100 %
Bpifrance Mezzanine 1 - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	100 %
Bpifrance International Capital - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	100 %
FRENCH KUWAITI FUND (FKF) - MAISONS-ALFORT	Globale	50,13 %	50,13 %	50,13 %
Bpifrance Investissement - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	100 %
Bpifrance Digital Venture 3 - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	-
Bpifrance Innovation 2 - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	-
Bpifrance Capital Régions 3 - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	-
French Touch Capital - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	-
Bpifrance Mid Cap Equity 3 - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	-
Bpifrance Mid Cap FBI 3 - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	-
Bpifrance Dette Privée 4 - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	-
Innobio 3 - MAISONS-ALFORT	Globale	78,13 %	78,13 %	-
Alsabail - STRASBOURG	Equivalence	40,69 %	40,69 %	40,69 %
Tyrol Acquisition (Groupe TDF) - Luxembourg	Equivalence	-	-	23,99 %
Eutelsat Communications - PARIS	Equivalence	-	-	13,60 %
STConso (Palier avec STM Consolidé à 27,81 %) - GENEVE	Equivalence	50,00 %	50,00 %	50,00 %
Future French Champion - MAISONS-ALFORT	Equivalence	50,00 %	50,00 %	50,00 %
Fonds Lac I - MAISONS-ALFORT	Equivalence	38,14 %	38,14 %	34,34 %
Soitec - BERNIN	Equivalence	11,47 %	11,47 %	11,48 %
Mecadev - BLAGNAC	Equivalence	35,43 %	35,43 %	35,45 %

Note 5. – Principes comptables et méthodes d'évaluation

5.1. – Détermination de la juste valeur

La norme IFRS 13 établit le cadre de la détermination de la juste valeur et fournit des indications sur la manière d'évaluer la juste valeur des actifs et des passifs, tant financiers que non financiers. Celle-ci correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre participants de marché à la date d'évaluation. La juste valeur est donc basée sur le prix de sortie.

Lors de sa comptabilisation initiale, la valeur d'un instrument financier est généralement le prix de négociation (c'est-à-dire la valeur de la contrepartie versée ou reçue).

Lors des évaluations ultérieures, la juste valeur des actifs et passifs doit être estimée et déterminée en ayant recours en priorité à des données de marché observables, tout en s'assurant que l'ensemble des paramètres qui composent cette juste valeur converge avec le prix que les « intervenants de marché » utiliseraient lors d'une transaction.

5.1.1. – Hiérarchie des justes valeurs

Les trois niveaux de juste valeur

La norme définit trois niveaux de juste valeur pour les instruments financiers et non financiers :

Niveau 1 : évaluation utilisant des cotations de marché sur un marché liquide. Il s'agit d'instruments dont la juste valeur est déterminée à partir de cotations sur des marchés actifs.

Niveau 2 : évaluation utilisant des données de marché observables. Ce niveau de juste valeur regroupe les instruments cotés sur un marché inactif et les instruments évalués à partir d'une technique de valorisation utilisant des paramètres observables soit directement (prix), soit indirectement (dérivé de prix).

Niveau 3 : évaluation utilisant des données de marché non observables. Ce niveau regroupe les instruments valorisés à partir de modèles de valorisation non reconnus et/ou reposant sur des paramètres non observables sur le marché dès lors que ceux-ci sont susceptibles d'affecter significativement la valorisation.

Transferts de niveaux de juste valeur

Les transferts entre les niveaux de juste valeur peuvent intervenir lorsque les instruments répondent aux critères de classification dans le nouveau niveau, ces critères étant dépendants des conditions de marché et des produits. Les changements d'observabilité, le passage du temps et les événements affectant la vie de l'instrument sont les principaux facteurs qui déclenchent les transferts. Les transferts sont réputés avoir été réalisés en fin de période.

5.1.2. – Techniques d'évaluation

Cadre général

La meilleure estimation correspond au prix de marché de l'instrument lorsque celui-ci est traité sur un marché actif (cours cotés et diffusés). Le Groupe utilise le prix offert pour la juste valeur d'une position longue (actif) et le prix demandé pour une position courte (dette).

En l'absence de marché ou de données fiables, la juste valeur est déterminée par une méthode appropriée conforme aux méthodologies d'évaluations pratiquées sur les marchés financiers : référence à la valeur de marché d'un instrument comparable, modèles d'évaluation, et plus généralement actualisation des flux futurs estimés.

La juste valeur des actifs et passifs financiers est une estimation effectuée en date d'arrêt. Elle évolue en fonction des conditions de marché ou d'autres facteurs. Les calculs effectués sont basés sur un certain nombre d'hypothèses. Dans la pratique, et dans une logique de continuité de l'activité, l'ensemble de ces instruments financiers ne fera pas l'objet d'une réalisation immédiate pour la valeur estimée.

La prise en compte du risque de non-exécution sur les dérivés passifs (Debit Value Adjustment) et de l'évaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (Credit Value Adjustment) n'a pas d'incidence significative sur l'évaluation à la juste valeur des dérivés du Groupe.

Cas particulier des actions non cotées

La valeur de marché des actions non cotées est déterminée par comparaison avec des transactions récentes portant sur le capital de la société concernée, réalisées avec un tiers indépendant et dans des conditions normales de marché. En l'absence d'une telle référence, la valorisation est opérée, soit à partir de techniques communément utilisées (multiples d'EBIT ou d'EBITDA, DCF), soit sur la base de la quote-part d'actif net revenant au Groupe, calculée à partir des informations disponibles les plus récentes.

Cas particulier des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût

La juste valeur des actifs et passifs financiers à taux variable se rapproche de la valeur comptable ; l'évolution des courbes de taux d'intérêt n'a pas d'influence significative sur la juste valeur car les taux d'intérêt de ces instruments s'ajustent fréquemment aux taux de marché.

5.2. – Comptabilisation initiale des actifs et passifs financiers

Tous les actifs et passifs financiers dans le champ d'application de la norme IFRS 9, à l'exception de ceux qui sont évalués à la juste valeur par résultat, sont enregistrés lors de leur comptabilisation initiale à la juste valeur majorée/minorée des coûts de transaction attribuables à leur acquisition. Les coûts de transaction des actifs financiers et passifs financiers à la juste valeur par résultat sont comptabilisés directement en résultat en date de comptabilisation initiale.

Le Groupe comptabilise les titres, les prêts et les emprunts au bilan à la date de règlement. Tous les instruments dérivés sont comptabilisés au bilan en date de négociation.

5.3. – Classement et évaluation des actifs financiers

Instruments de dette

Les prêts et créances ainsi que les titres à revenu fixe sont des instruments de dette qui font l'objet d'une évaluation ultérieure au coût amorti ou à la juste valeur en fonction du modèle de gestion et des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels. De manière plus spécifique :

- Les instruments de dette détenus dans un modèle de gestion dont l'objectif est d'en collecter les flux de trésorerie contractuels et pour lesquels les flux de trésorerie donnent uniquement lieu à des paiements de principal et d'intérêts sur le principal restant dû à des dates spécifiées (ci-après « critère SPPI » défini dans le paragraphe Appréciation des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels) sont comptabilisés au coût amorti. Ces instruments de dette font l'objet d'une dépréciation selon les modalités décrites dans la note 5.5 Dépréciation des actifs financiers. Les intérêts sont calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif, telle que décrite dans la note 5.20 Produits et charges d'intérêts.
- Les instruments de dette détenus dans un modèle de gestion dont l'objectif est à la fois d'en collecter les flux de trésorerie contractuels et de les céder et pour lesquels les flux de trésorerie respectent le critère SPPI sont comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres. Les variations de juste valeur sont comptabilisées dans les capitaux propres, à l'exception des effets liés au risque de crédit, aux intérêts et aux gains ou pertes de change sur actifs monétaires en devises qui sont enregistrés en résultat. En cas de décomptabilisation, les gains ou pertes latents précédemment enregistrés en capitaux propres sont constatés en résultat dans la rubrique « Gains ou pertes nets des instruments à la juste valeur par capitaux propres ».

Les dépréciations de ces actifs financiers sont calculées selon les modalités décrites dans la note 5.5 Dépréciation des actifs financiers. Les intérêts sont calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif, telle que décrite dans la note 5.20 Produits et charges d'intérêts.

- Les autres instruments de dette sont comptabilisés à la juste valeur par résultat. Il s'agit soit d'actifs qui ne respectent pas le critère SPPI, notamment les parts de fonds d'investissement (non consolidés) ou les obligations convertibles en actions de l'émetteur, soit d'actifs ne répondant pas aux deux modèles de gestion décrits ci-dessus (collecte des flux de trésorerie ou collecte des flux de trésorerie et cession).

Par ailleurs, dès sa comptabilisation initiale, le Groupe peut également désigner sur option de manière irrévocable à la juste valeur par résultat un instrument de dette répondant aux conditions requises pour une évaluation au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres, si cette désignation élimine ou réduit significativement des décalages entre les traitements comptables de certains actifs et passifs financiers.

Les variations de juste valeur de ces instruments sont enregistrées dans la rubrique « Gains et pertes sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Appréciation des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels

Pour les besoins de l'appréciation du critère SPPI (Solely Payments of Principal and Interests), le principal constitue la juste valeur en date de comptabilisation initiale ; il peut évoluer au cours de la vie de l'actif financier, par exemple au titre de l'amortissement du principal. Les intérêts consistent principalement en une contrepartie de la valeur temps de l'argent, du risque de crédit encouru par le Groupe ou tout autre type de risque et frais associés à la détention de l'actif financier pendant une certaine période. Les intérêts peuvent également comprendre une marge qui soit compatible avec un contrat de prêt classique.

La valeur temps de l'argent est la composante des intérêts qui fournit une contrepartie pour le passage du temps uniquement.

Des conditions contractuelles qui exposent les flux de trésorerie contractuels à des variations de cours d'actions, de prix de matières premières ou de taux de change ou à un effet de levier ne sont pas considérées comme répondant au critère SPPI.

Des modalités contractuelles qui permettent de proroger ou de rembourser par anticipation un actif financier ne remettent pas en cause le critère SPPI, dès lors que la compensation perçue par le Groupe est raisonnable.

Le caractère SPPI des actifs financiers qui comportent des dérivés incorporés est analysé globalement (contrat hôte et dérivé incorporé) afin d'en déduire le classement IFRS 9.

Appréciation du modèle de gestion

Le modèle de gestion reflète la façon dont le Groupe gère ses actifs financiers afin de générer les flux de trésorerie : par la collecte des flux de trésorerie uniquement, la collecte des flux de trésorerie et la cession des actifs financiers ou une autre stratégie. Les facteurs pris en compte dans l'appréciation du modèle de gestion sont :

- Les critères utilisés afin d'évaluer la performance des actifs du portefeuille et la présenter aux principaux dirigeants ;
- Les risques affectant la performance des actifs du portefeuille et les modalités de suivi et de gestion de ces risques ;
- Les modalités de rémunération des gestionnaires ;
- La fréquence et le volume des cessions réalisées par le passé.

En tant que banque publique d'investissement, Bpifrance accompagne des entreprises de toutes tailles (principalement des TPE, PME et ETI) dans toutes les phases de leur développement, de l'amorçage jusqu'à la cotation en bourse. Par sa

mission sociale, l'activité de financement de Bpifrance est donc tournée vers le maintien de la relation client et la collecte des flux contractuels.

Les titres de dette constitutifs du portefeuille de liquidité de Bpifrance sont gérés selon deux modèles de gestion distincts : un modèle de collecte des flux contractuels, en cohérence avec le classement en titres d'investissement en normes comptables françaises et l'absence de cession, ainsi qu'un modèle de collecte et de revente.

Concernant les fonds d'investissement consolidés, la gestion du portefeuille d'actifs financiers est réalisée sur la base de la juste valeur et la performance est évaluée sur cette même base. Cela caractérise un modèle de gestion « autre stratégie » et entraîne une comptabilisation à la juste valeur par résultat des instruments de dette détenus, qu'ils répondent ou non au critère SPPI.

Reclassement

Les actifs financiers sont reclassés lorsque le modèle de gestion dans le cadre duquel ils sont détenus évolue en raison d'une décision stratégique de la Direction, à la suite de changements importants dans les activités du Groupe. Les reclassements sont prospectifs et n'impliquent pas de retraitements des profits et pertes comptabilisés antérieurement à la date de reclassement des actifs financiers concernés.

Le Groupe n'a pas modifié le modèle de gestion de ses actifs financiers au cours de la période de présentation. Par conséquent, aucun reclassement d'actifs financiers n'a été opéré à date.

Instruments de capitaux propres

Les investissements en actions sont comptabilisés par défaut à la juste valeur par résultat en date de comptabilisation initiale et ultérieurement. Les variations de juste valeur, les dividendes, gains ou pertes de cessions sont enregistrés dans la rubrique « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Néanmoins, lors de leur comptabilisation initiale, le Groupe peut désigner de manière irrévocable à la juste valeur par capitaux propres des investissements en instruments de capitaux propres qui ne sont pas détenus à des fins de transaction ou dans le cadre d'un regroupement d'entreprises. Cette option s'exerce transaction par transaction et le Groupe a décidé de l'appliquer à la totalité de son portefeuille d'actions. En effet, le groupe Bpifrance prend des intérêts minoritaires dans des entreprises en croissance (TPE, PME, ETI et start-ups) ou investit dans des fonds auprès d'autres investisseurs privés afin de les accompagner dans leur développement. Le Groupe réalise également des investissements stratégiques dans de grandes entreprises.

Les variations de juste valeur de ces instruments sont présentées en capitaux propres, sans recyclage ultérieur en résultat en cas de cession. Ces actifs financiers ne font pas l'objet de dépréciations. Les dividendes de ces placements sont, quant à eux, enregistrés en résultat dans la rubrique « Gains ou pertes nets sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres ».

5.4. – Engagements de financement donnés et reçus

Les engagements de financement ne figurent pas au bilan.

Sur la période d'engagement, les engagements de financement donnés font l'objet d'une dépréciation selon les modalités décrites dans la note 5.5 Dépréciation des actifs financiers. Ces dépréciations sont présentées dans la rubrique « Provisions ».

5.5. – Dépréciation des actifs financiers

Les instruments de dette évalués au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres, les engagements de financement donnés et les créances de location-financement font systématiquement l'objet d'une dépréciation pour pertes de crédit attendues.

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs financiers, y compris les engagements de financement, et à l'exclusion des actifs financiers dépréciés dès leur acquisition ou leur création, font l'objet d'une dépréciation résultant d'événements de défaut attendus dans les 12 prochains mois (pertes de crédit attendues à 12 mois). En cas d'augmentation significative du risque de crédit depuis la date de comptabilisation initiale, les dépréciations sont révisées afin de refléter les événements de défaut attendus sur toute la durée de vie de l'instrument (pertes de crédit attendues à maturité).

Les actifs financiers sont initialement classés en « bucket 1 ». Dans le cas où ils n'ont pas connu d'augmentation significative du risque de crédit depuis l'origine, ils restent classés en « bucket 1 ». Les dépréciations sont comptabilisées à hauteur des pertes de crédit attendues à 12 mois.

En cas d'augmentation significative du risque de crédit, les actifs financiers sont transférés en « bucket 2 » ; les dépréciations sont déterminées sur la base des pertes attendues à maturité.

Les actifs pour lesquels il existe un ou plusieurs indicateurs objectifs de perte de valeur liés à des événements survenus depuis leur comptabilisation initiale et ayant un impact sur les flux de trésorerie attendus constituent le « bucket 3 ». Des pertes attendues à maturité sont calculées pour de tels actifs.

Portefeuille de prêts

Augmentation significative du risque de crédit

L'augmentation significative du risque de crédit s'apprécie en comparant le risque de défaillance sur l'instrument financier lors de la comptabilisation initiale et en date de clôture. Cette dégradation doit être constatée avant l'apparition d'un indicateur objectif de perte (bucket 3).

Cette appréciation repose à la fois sur des critères qualitatifs et quantitatifs. Il est systématiquement considéré qu'une augmentation significative du risque de crédit est intervenue pour les encours vérifiant l'une des conditions suivantes :

- La contrepartie est classée en Watch List. Parmi les motifs de performance associés au statut de Watch List, le groupe Bpifrance inclut les impayés compris entre 30 et 90 jours ainsi que les encours restructurés en probation (période de deux ans) ;
- La probabilité de défaut à maturité annualisée de la contrepartie à la date de calcul est supérieure à 20 % ;
- La probabilité de défaut à maturité annualisée de la contrepartie à la date de calcul augmente de plus de 2 % par rapport à la probabilité de défaut en date de décision d'octroi et l'augmentation de la probabilité de défaut à maturité annualisée est supérieure à 95 % de la probabilité de défaut en date de décision d'octroi.

Le modèle est appliqué de manière symétrique. Ainsi, lorsque les conditions qui ont conduit au classement dans le bucket 2 ne sont plus remplies, le groupe Bpifrance constate l'amélioration de la situation de la contrepartie par un retour en bucket 1.

Actifs financiers présentant une indication objective de perte

Il s'agit des actifs financiers que le Groupe a classés comme non performants, c'est-à-dire tout actif dont il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, du fait des difficultés financières de celle-ci.

Les contreparties non performantes sont notamment celles pour lesquelles

- des procédures collectives (amiables ou contentieuses) sont en cours,
- une détérioration de la qualité de crédit a été constatée,
- dont les créances présentent plus de 90 jours d'impayés,
- dont la déchéance du terme a été prononcée,
- pour lesquelles la garantie de Bpifrance a été appelée.

Tout impayé de plus de 30 jours sur un concours restructuré ou moratorié en période de probation entraîne automatiquement un classement dans la catégorie des actifs non performants. La période de probation est d'un an avant toute possibilité de reclassement en Watch List.

Le groupe Bpifrance a aligné les définitions de défaut et non performant bâlois avec celles de douteux comptable et de bucket 3 IFRS 9.

Le groupe Bpifrance constate un passage en pertes sur un actif dès lors que ses droits en tant que créancier sont éteints.

Mesure des pertes de crédit

Pour les actifs classés en buckets 1 et 2, les pertes de crédit attendues sont égales au produit de trois paramètres que sont la probabilité de défaut, le taux de perte en cas de défaut et l'exposition à la date de défaut. Elles font l'objet d'une actualisation au taux d'intérêt effectif de l'actif concerné.

Les probabilités de défaut à 12 mois et à maturité représentent respectivement le risque de défaut de la contrepartie dans les 12 prochains mois et le risque de défaut tout au long de la vie de l'instrument.

Le taux de perte en cas de défaut est estimé en utilisant les données historiques internes disponibles. Il est calculé en prenant en compte les caractéristiques propres à chaque prêt, notamment le détail des sûretés qui lui sont rattachées, ainsi que les caractéristiques de l'emprunteur.

Le Groupe s'appuie sur les dispositifs utilisés pour la détermination des provisions réglementaires. Dans ce cadre, les probabilités de défaut et taux de perte en cas de défaut, observés à travers le cycle (through-the-cycle) pour les besoins réglementaires, sont ajustés afin d'être mesurés en date de défaut (point-in-time).

En outre, la probabilité de défaut et le taux de perte tiennent également compte de la conjoncture économique anticipée sur un horizon de projection (forward looking). Le Groupe retient généralement 4 scénarii considérés comme central, optimiste et deux scénarii dégradés. L'horizon de simulation retenu est de 6 ans. Ces scénarii sont fondés sur le taux de croissance du PIB français, l'endettement des administrations publiques, le taux de chômage, la variation des taux OAT à 2 et 10 ans.

L'exposition à la date de défaut tient compte des montants tirés et des engagements donnés. L'encours en risque sur l'encours des engagements donnés est estimé à partir de taux de décaissement historiques. L'exposition tient compte de l'amortissement et du potentiel remboursement de l'encours.

Le calcul des pertes attendues sur les prêts garantis n'est effectué que sur la part non garantie des prêts.

La dépréciation des actifs du bucket 3 est estimée sur base individuelle. Elle correspond à la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur actualisée au taux d'intérêt effectif d'origine des flux futurs de trésorerie estimés recouvrables, en tenant compte de l'effet des garanties, dès lors que celles-ci font partie des modalités contractuelles et ne sont pas comptabilisées en tant qu'actifs distincts.

Portefeuille de titres

L'approche simplifiée dite de risque de crédit faible (« low credit risk ») a été retenue pour le portefeuille de titres du Groupe, compte tenu du profil peu risqué d'un portefeuille constitué majoritairement de titres souverains.

Le risque de crédit d'un actif financier est considéré comme faible lorsque :

- Le risque de défaillance est faible ;
- L'emprunteur a une solide capacité à remplir ses obligations contractuelles ;
- Cette capacité n'est pas nécessairement affectée par des changements défavorables dans les conditions économiques et commerciales à plus long terme.

Le Groupe considère que le risque de crédit est faible lorsque la contrepartie est classée en « Investment Grade » : les titres de ces contreparties sont classés en « bucket 1 ». Le déclassement d'un titre en « Speculative Grade » induit un classement en « bucket 2 ». Une dégradation de deux notes au cours des six mois qui précèdent la date de clôture pourra être un facteur complémentaire d'identification d'une dégradation significative du risque de crédit. Dans de telles circonstances, le Groupe procède à une analyse au cas par cas.

Dans ce cadre, la mesure des pertes de crédit suit les règles suivantes :

- Buckets 1 et 2 : les probabilités de défaut sont calculées sur la base des données des agences de notation, les taux de perte retenus sont ceux du référentiel bâlois et l'exposition à la date de défaut correspond à la valeur comptable brute ;
- Bucket 3 : les pertes sont estimées sur base individuelle au regard de la situation de la contrepartie et, le cas échéant, de la valeur des garanties.

5.6. – Distinction entre dettes et capitaux propres

En application de la norme IAS 32 relative à la présentation des instruments financiers, les instruments financiers émis sont qualifiés d'instruments de dette ou de capitaux propres selon qu'il existe ou non une obligation contractuelle pour l'émetteur de délivrer aux détenteurs des titres de la trésorerie, un autre actif financier ou encore d'échanger des instruments dans des conditions potentiellement défavorables.

Fonds de réserve de Bpifrance

Le fonds de réserve a été constitué par les actionnaires de l'ex-OSMO garantie ; cette avance a pour vocation d'assurer la couverture des encours de prêts garantis qui lui sont adossés.

Compte tenu du caractère discrétionnaire de la décision de verser un intérêt aux porteurs, ainsi que de son remboursement sur décision des actionnaires, le fonds de réserve de Bpifrance est qualifié d'instrument de capitaux propres.

5.7. – Dettes

Les dettes émises par le Groupe et qui ne sont pas évaluées à la juste valeur par résultat sont enregistrées initialement au coût qui correspond à la juste valeur des montants empruntés nette des frais de transaction. Ces dettes sont évaluées en date de clôture à leur coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif et sont enregistrées au bilan en « Dettes envers les établissements de crédit », en « Dettes envers la clientèle » en « Dettes représentées par un titre » ou en « Dettes subordonnées ».

Dettes envers les établissements de crédit et Dettes envers la clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes : dettes à vue (emprunts au jour le jour, comptes ordinaires) et emprunts à terme pour les établissements de crédit ; emprunts à terme, dépôts de garantie et comptes ordinaires pour la clientèle.

Les intérêts courus sur ces dettes sont portés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre sont ventilées par support : titres du marché interbancaire, titres de créances négociables et emprunts obligataires, à l'exclusion des titres subordonnés classés parmi les « Dettes subordonnées ».

Les intérêts courus attachés à ces titres sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat. Les primes d'émission ou de remboursement des emprunts obligataires sont amorties selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur la durée de vie des emprunts concernés. La charge correspondante est inscrite en « Intérêts et charges » au compte de résultat.

Dettes subordonnées

Cette rubrique regroupe les dettes matérialisées ou non par des titres, à terme ou à durée indéterminée, dont le remboursement en cas de liquidation du débiteur n'est possible qu'après désintéressement des autres créanciers.

Ces dettes sont évaluées en date de clôture à leur coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Le cas échéant, les intérêts courus attachés aux dettes subordonnées sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

5.8. – Passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat sur option

Il s'agit des dettes que le Groupe a désignées irrévocablement dès l'origine à la juste valeur par résultat. L'application de cette option est réservée aux cas suivants :

- L'élimination ou la réduction significative de décalages de traitement comptable entre certains actifs et passifs financiers.
- L'alignement du traitement comptable sur la gestion et la mesure de la performance, à condition que cette condition repose sur une politique de gestion des risques ou d'investissement établie et que le reporting interne s'appuie sur une mesure de juste valeur.
- L'évaluation à la juste valeur par résultat de certains passifs financiers hybrides sans séparation des dérivés incorporés.
- Un dérivé incorporé est la composante d'un contrat « hybride » financier ou non, qui répond à la définition d'un produit dérivé. Il doit être extrait du contrat hôte et comptabilisé séparément dès lors que l'instrument hybride n'est pas évalué en juste valeur par résultat et que les caractéristiques économiques et les risques associés du dérivé incorporé ne sont pas étroitement liés au contrat hôte.

Les variations de juste valeur de la période et les intérêts des passifs financiers sont enregistrés dans la rubrique « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat », à l'exception des variations de juste valeur attribuables à l'évolution du risque de crédit propre qui sont enregistrées au sein des « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ». En cas de décomptabilisation du passif avant son échéance, le gain ou la perte de juste valeur réalisé, attribuable au risque de crédit propre, est transféré directement dans la rubrique réserves consolidées en capitaux propres, sans impacter le résultat de la période.

5.9. – Opérations de pensions

Les titres cédés temporairement dans le cas d'une mise en pension restent comptabilisés au bilan du Groupe dans leur portefeuille d'origine. Le passif correspondant est comptabilisé sous la rubrique de « Dettes » appropriée (« Dettes envers les Etablissements de crédit » ou « Dettes envers la clientèle »).

Les titres acquis temporairement dans le cas d'une prise en pension ne sont pas comptabilisés au bilan du Groupe. La créance correspondante est comptabilisée sous la rubrique « Prêts et Créances avec les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti ».

5.10. – Décomptabilisation d'actifs et de passifs financiers

Le Groupe décomptabilise un actif financier lorsque les droits contractuels de recevoir les flux de trésorerie liés à l'actif financier ont expiré, ou que ces droits contractuels ainsi que la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif ont été transférés. Les droits et obligations créés ou conservés lors du transfert sont, le cas échéant, comptabilisés séparément en actifs ou passifs.

Lors de la décomptabilisation d'un actif financier dans son intégralité, un gain ou une perte de cession est enregistré dans le compte de résultat pour un montant égal à la différence entre la valeur comptable de cet actif et la valeur de la contrepartie reçue, corrigée le cas échéant de tout profit ou perte latent qui aurait été antérieurement comptabilisé directement en capitaux propres.

Le Groupe décomptabilise un passif financier seulement lorsque ce passif financier est éteint, c'est-à-dire lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, est annulée ou est arrivée à expiration.

5.11. – Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture

Un dérivé est un instrument financier qui présente les trois caractéristiques suivantes :

- Sa valeur fluctue en fonction de l'évolution d'un taux d'intérêt, du prix d'un instrument financier, du prix d'une marchandise, d'un cours de change, d'un indice de prix ou de cours, d'une notation de crédit ou d'un indice de crédit ;
- Il requiert un investissement initial nul ou faible ;
- Il est réglé à une date future.

Les instruments dérivés sont comptabilisés à la juste valeur. A chaque arrêté comptable, quelle que soit l'intention de gestion qui préside à leur détention (transaction ou couverture), ils sont évalués à leur juste valeur. A l'exception des dérivés qualifiés comptablement de couverture de flux de trésorerie, les variations de juste valeur sont comptabilisées au compte de résultat de la période.

Les instruments financiers dérivés sont classés en deux catégories :

Dérivés de transaction

Les dérivés de transaction sont inscrits au bilan dans la rubrique « Actifs ou Passifs financiers à la juste valeur par résultat ». Les gains et pertes réalisés et latents sont portés au compte de résultat dans la rubrique « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ». Les instruments financiers dérivés sont classés par défaut en dérivés de transaction, sauf à pouvoir être qualifiés de dérivés de couverture.

Dérivés de couverture

Le Groupe a choisi l'option offerte par la norme IFRS 9 de ne pas appliquer les dispositions de la norme relatives à la comptabilité de couverture et de continuer à appliquer la norme IAS 39 telle qu'adoptée par l'Union européenne, pour la comptabilisation de ces opérations.

Afin de pouvoir qualifier comptablement un instrument dérivé d'instrument de couverture, il est nécessaire de documenter dès l'initiation la relation de couverture (stratégie de couverture, nature du risque couvert, désignation et caractéristiques de l'élément couvert et de l'instrument de couverture). Par ailleurs, l'efficacité de la couverture doit être démontrée à l'origine et vérifiée rétrospectivement à chaque arrêté comptable.

Les dérivés conclus dans le cadre de relations de couverture sont désignés en fonction de l'objectif poursuivi. A ce jour, le Groupe n'applique que la comptabilité de couverture de juste valeur. Les variations de juste valeur des instruments de couverture et des éléments couverts sont comptabilisées dans la rubrique « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Couverture de juste valeur

La couverture de juste valeur a pour objectif de réduire le risque de variation de juste valeur d'un actif ou d'un passif du bilan ou d'un engagement ferme (notamment, couverture du risque de taux des actifs et passifs à taux fixe).

La réévaluation de l'élément couvert est inscrite en résultat symétriquement à la réévaluation du dérivé. L'éventuelle inefficacité de la couverture apparaît ainsi directement en résultat.

Les intérêts courus du dérivé de couverture sont comptabilisés en compte de résultat symétriquement aux intérêts courus de l'élément couvert.

S'agissant de la couverture d'un actif ou d'un passif identifié, la réévaluation de la composante couverte est rattachée à l'élément couvert.

En cas d'interruption de la relation de couverture (non-respect des critères d'efficacité, cession du dérivé ou de l'élément couvert avant échéance), le montant de la réévaluation inscrit au bilan au titre de l'élément couvert est amorti sur la durée résiduelle de la couverture initiale, tant que l'ancien élément couvert reste comptabilisé au bilan. Dans le cas où le dérivé de couverture n'a pas été cédé, il est transféré en portefeuille de transaction.

Macro-couverture

Le Groupe privilégie l'application des dispositions de la norme IAS 39 adoptée par l'Union européenne (dite « carve-out ») pour les opérations de macro-couverture réalisées dans le cadre de la gestion actif-passif.

Ces dispositions permettent de couvrir le risque de taux associé à des crédits avec la clientèle, à des portefeuilles de titres de dette acquis ou émis ou à des portefeuilles d'emprunts. Les instruments de macro-couverture sont, pour l'essentiel, des swaps de taux désignés en couverture de juste valeur des emplois ou des ressources à taux fixe de Bpifrance.

Le traitement comptable des dérivés de macro-couverture est semblable à celui décrit précédemment dans le cadre de la couverture de juste valeur. Toutefois, la réévaluation de la composante couverte est portée globalement dans la rubrique « Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux ». L'efficacité des couvertures est assurée prospectivement par le fait que tous les dérivés en date de leur mise en place doivent avoir pour effet de réduire le risque de taux du portefeuille de sous-jacents couverts.

5.12. – Compensation bilancielle des actifs et passifs financiers

Conformément à la norme IAS 32, le Groupe compense un actif et un passif financier, et présente un solde net au bilan lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et une intention, soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

La juste valeur des instruments dérivés traités avec des chambres de compensation et les appels de marge associés, et dont les principes de fonctionnement répondent aux critères précédents, est compensée au bilan.

5.13. – Opérations en devises

Les règles d'enregistrement comptable dépendent du caractère monétaire ou non monétaire des éléments concourant aux opérations en devises réalisées par le Groupe.

Actifs et passifs monétaires libellés en devises

Les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis au cours de clôture dans la monnaie de fonctionnement du Groupe, qui est l'euro. Les écarts de change sont comptabilisés en résultat.

Actifs non monétaires libellés en devises

Les actifs non monétaires comptabilisés au coût historique sont évalués au cours de change du jour de la transaction. Les actifs non monétaires comptabilisés à la juste valeur sont évalués au cours de change à la date de clôture. Les écarts de change sur éléments non monétaires sont comptabilisés en résultat si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en résultat, en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.

5.14. – Contrats de location

Bailleur du contrat de location

Conformément à la norme IFRS 16 relative aux contrats de location, les contrats de location consentis par le Groupe sont analysés en contrats de location financement (crédit-bail et assimilé) ou en contrats de location simple. Les opérations de location sont qualifiées d'opérations de location financement lorsqu'elles ont pour effet en substance de transférer au locataire les risques et avantages liés à la propriété du bien loué. A défaut, elles sont qualifiées de location simple.

Les créances de location financement figurent au bilan dans la rubrique « Opérations de location financement et assimilées, au coût amorti » ; elles représentent l'investissement net du Groupe dans le contrat de location, égal à la valeur actualisée au taux implicite du contrat des paiements minimaux à recevoir du locataire augmentés de toute valeur résiduelle non garantie.

Les opérations de location financement sont enregistrées au bilan à la date de règlement livraison.

Les intérêts compris dans les loyers sont enregistrés en « Intérêts et produits assimilés » au compte de résultat de façon à dégager un taux de rentabilité périodique constant sur l'investissement net.

Les créances de location financement font l'objet d'une dépréciation selon les modalités décrites dans la note 5.5 Dépréciation des actifs financiers.

Les Immobilisations Temporairement Non Louées (ITNL) issues d'opérations de location financement sont assimilées à des stocks et sont comptabilisées à l'actif du bilan dans la rubrique « Comptes de régularisation et actifs divers ». Elles sont évaluées à leur valeur d'achat nette de l'amortissement financier à la date de résiliation et des éventuelles dépréciations constatées.

Preneur du contrat de location

Conformément à la norme IFRS 16 relative aux contrats de location, le Groupe enregistre dès l'origine du contrat de location une dette locative à son passif et un droit d'utilisation du bien loué à son actif.

La dette locative correspond à la valeur actualisée des paiements futurs sur la durée du contrat de location. Ces paiements futurs incluent les loyers fixes et les loyers variables basés sur un indice (indice des prix à la consommation ou indice du coût de la construction...) ainsi que, le cas échéant, les sommes que le Groupe s'attend à payer au bailleur au titre de garantie de valeur résiduelle ou des options dont l'exercice est raisonnablement certain. En revanche, les paiements variables non basés sur un indice ou un taux et les taxes telles que la taxe d'habitation sont exclus des paiements futurs pris en compte pour déterminer le passif locatif.

Le droit d'utilisation correspond à la valeur initiale de la dette locative, augmentée des coûts directs initiaux éventuels. Il est ajusté le cas échéant des paiements versés au bailleur avant ou à cette date, ainsi que des avantages incitatifs reçus. La valeur actualisée des paiements futurs est enregistrée en « Dettes locatives » au passif, tandis que le droit d'utilisation est inscrit à l'actif au sein du poste « Immobilisations corporelles ». La dette locative est amortie actuariellement et le droit d'utilisation est amorti linéairement, sur la durée du contrat. Au compte de résultat, les charges d'amortissement sont comptabilisées en charges d'exploitation et les charges relatives à la dette locative dans le poste « Intérêts et charges assimilées ».

Le cas échéant, une provision pour couvrir les frais de remise en état du bien loué qui seront encourus à l'échéance du bail est enregistrée au passif du bilan.

Les différences temporelles nettes résultant des variations ultérieures de la dette locative et du droit d'utilisation donneront lieu à la constatation d'un impôt différé.

Les principales hypothèses retenues dans l'évaluation des dettes locatives et des droits d'utilisation sont les suivantes :

- La durée du droit de location correspond à la période non résiliable pendant laquelle le preneur a le droit d'utiliser le bien sous-jacent, complétée le cas échéant par des périodes couvertes par des options de renouvellement que le preneur est raisonnablement certain d'exercer et des options de résiliation que le preneur est raisonnablement certain de ne pas exercer. En complément, s'agissant des contrats de location immobilière, la durée généralement retenue est de neuf ans à l'origine. Toutefois, la tacite prolongation, inhérente à ces contrats, est prise en compte dans la détermination de la durée initiale du bail si Bpifrance anticipe un intérêt à utiliser cette disposition ;
- Le taux d'actualisation utilisé pour déterminer le droit d'utilisation et la dette locative est le taux marginal d'emprunt, défini à partir des taux de cession interne calculés par la direction financière du Groupe.

En application des exemptions proposées par la norme, les contrats de location correspondant à des actifs de faible valeur unitaire ou d'une durée inférieure ou égale à un an sont comptabilisés directement en charges.

5.15. – Immobilisations corporelles et incorporelles

Conformément aux normes IAS 16 relative aux immobilisations corporelles et IAS 38 relative aux immobilisations incorporelles, une immobilisation corporelle ou incorporelle est comptabilisée en tant qu'actif si :

- Il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet actif iront à l'entreprise,
- Le coût de cet actif peut être évalué de manière fiable.

Les immobilisations sont enregistrées pour leur coût d'acquisition, éventuellement augmenté des frais d'acquisition qui leur sont directement attribuables.

Le Groupe applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immeubles. Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Les immobilisations sont amorties en fonction de la durée de consommation des avantages économiques attendus, qui correspond en général à la durée de vie du bien. Lorsqu'un ou plusieurs composants d'une immobilisation ont une durée d'utilisation différente ou procurent des avantages économiques différents, ces composants sont amortis selon leur propre durée d'utilité.

Les durées d'amortissement suivantes ont été retenues :

- Logiciels : de 1 à 5 ans,
- Immeubles : de 25 à 55 ans,
- Agencement, mobilier et matériel de bureau : de 4 à 10 ans,
- Matériel informatique : 4 ans.

Les immobilisations font l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'à la date de clôture d'éventuels indices de perte de valeur sont identifiés. Dans l'affirmative, la nouvelle valeur recouvrable de l'actif est comparée à la valeur nette comptable de l'immobilisation. En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée en résultat.

Cette dépréciation est reprise en cas de modification de la valeur recouvrable ou de disparition des indices de perte de valeur.

5.16. – Immeubles de placement

Conformément à la norme IAS 40 relative aux immeubles de placement, un bien immobilier est comptabilisé en « Immeubles de placement » dès lors qu'il est détenu pour en retirer des loyers ou pour valoriser le capital.

5.17. – Avantages du personnel

Le groupe Bpifrance accorde à ses salariés différents types d'avantages classés en quatre catégories :

Avantages à court terme

Ils recouvrent principalement les salaires, les congés, l'intéressement, la participation, les primes payées dans les douze mois de la clôture de l'exercice et se rattachant à cet exercice. Ils sont comptabilisés en charge de l'exercice, y compris pour les montants restants dus à la clôture.

Avantages postérieurs à l'emploi

Ils recouvrent les indemnités de fin de carrière, les compléments de retraite bancaire et les frais de santé postérieurs à l'emploi.

Ces avantages peuvent être classés en deux catégories : les régimes à cotisations définies (non représentatifs d'un engagement à provisionner pour l'entreprise) et les régimes à prestations définies (représentatifs d'un engagement à la charge de l'entreprise et donnant lieu à évaluation et provisionnement).

Régime à cotisations définies

Un régime à cotisations définies est un régime d'avantages postérieurs à l'emploi selon lequel une entité verse des cotisations définies (en charges) à une entité distincte et n'aura aucune obligation juridique de payer des cotisations supplémentaires si le fonds n'a pas suffisamment d'actifs pour servir toutes les prestations correspondant aux services rendus par le personnel pendant les périodes considérées.

Régime à prestations définies

Les obligations sont évaluées selon une méthode actuarielle tenant compte d'hypothèses démographiques et financières telles que l'âge, l'ancienneté, la probabilité de présence à la date d'attribution de l'avantage et le taux d'actualisation (taux de rendement du marché des obligations de sociétés de haute qualité).

Ce calcul opère une répartition de la charge dans le temps en fonction de la période d'activité des membres du personnel (méthode des unités de crédit projetées). La comptabilisation des obligations tient compte de la valeur des actifs constitués en couverture des obligations et des éléments actuariels.

Les charges relatives aux régimes à prestations définies sont constituées du coût des services rendus de l'année, des intérêts sur le passif ou l'actif net au titre des prestations définies (au taux de rendement du marché des obligations de sociétés de haute qualité), des cotisations aux régimes de l'employeur et des prestations payées.

Les éventuels écarts actuariels (réévaluations), les rendements des actifs du régime (hors intérêts) et les conséquences des réductions et des liquidations éventuelles de régimes sont comptabilisés en autres éléments du résultat global.

Autres avantages à long terme

Les avantages à long terme sont des avantages généralement liés à l'ancienneté, versés à des salariés en activité et payés au-delà de douze mois après la clôture de l'exercice. Il s'agit en particulier des primes pour médaille du travail.

Ces engagements font l'objet d'une provision correspondant à la valeur des engagements à la clôture. Ils sont évalués selon la même méthode actuarielle que celle appliquée aux avantages postérieurs à l'emploi.

Pour les autres avantages à long terme, le coût des services, les intérêts nets sur le passif ou l'actif et les réévaluations du passif ou de l'actif sont comptabilisés en résultat net.

Indemnités de cessation d'emploi

Il s'agit des indemnités accordées aux salariés lors de la résiliation de leur contrat de travail avant le départ en retraite, que ce soit en cas de licenciement ou d'acceptation d'un plan de départ volontaire. Les indemnités de fin de contrat de travail font l'objet d'une provision.

5.18. – Provisions

Une provision est constituée lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre une obligation née d'un événement passé et lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Le montant de cette obligation est actualisé pour déterminer le montant de la provision, dès lors que cette actualisation présente un caractère significatif.

5.19. – Impôts courants, différés et situation fiscale**Impôt courant**

La charge d'impôt sur le bénéfice exigible est déterminée sur la base des règles et taux en vigueur en France, les sociétés du Groupe étant exclusivement situées en France.

Impôt différé

Des impôts différés sont comptabilisés lorsqu'existent des différences temporelles observées entre la valeur comptable et la valeur fiscale d'un actif ou d'un passif.

La méthode du calcul global, qui consiste à appréhender tous les décalages temporaires quelle que soit la date à laquelle l'impôt deviendra exigible ou récupérable, est retenue pour le calcul des impôts différés.

Le taux d'impôt et les règles fiscales retenus pour le calcul des impôts différés sont ceux résultant des textes fiscaux en vigueur et qui seront applicables lorsque l'impôt deviendra récupérable et exigible.

Les impositions différées sont compensées entre elles au niveau de chaque entité fiscale du Groupe consolidé. Les actifs d'impôts différés ne sont pris en compte que s'il est probable que l'entité concernée a une perspective de récupération sur un horizon déterminé.

Les impôts différés sont comptabilisés comme un produit ou une charge d'impôt dans le compte de résultat, à l'exception de ceux afférents aux gains et pertes latents sur les actifs à la juste valeur par capitaux propres et aux variations de valeur des dérivés désignés en couverture des flux de trésorerie, pour lesquels les impôts différés correspondants sont imputés sur les capitaux propres.

Incertitude fiscale

Lorsque qu'il est probable qu'une position fiscale du Groupe ne sera pas acceptée par les autorités fiscales, cette situation est reflétée dans les comptes lors de la comptabilisation de l'impôt courant (exigible ou recouvrable) et de l'impôt différé (actif ou passif).

Situation fiscale

Bpifrance est la société mère du groupe d'intégration fiscale comprenant les sociétés Bpifrance Investissement, Bpifrance Assurance Export, Bpifrance Participations, Bpifrance Courtage, Auxifinances, FSI PME Portefeuille et Bpifrance International Capital.

5.20. – Produits et charges d'intérêts

Les intérêts relatifs aux instruments de dette comptabilisés au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres sont enregistrés dans les postes « Intérêts et produits assimilés » ou « Intérêts et charges assimilées », selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise les entrées ou sorties de trésorerie futures sur la durée de vie attendue d'un actif financier ou d'un passif financier de manière à obtenir exactement la valeur comptable brute de l'actif financier

ou le coût amorti du passif financier. Le calcul de ce taux tient compte des coûts de transaction, des primes et décotes, ainsi que des commissions reçues ou payées, telles que les commissions d'engagements de financement donnés ou les commissions d'octroi de crédits, qui font, par nature, partie intégrante du taux effectif du contrat.

Lorsque Bpifrance perçoit des bonifications destinées à accorder des prêts à taux réduits, celles-ci sont étalées sur la durée de vie des prêts concernés et enregistrées dans le poste « Intérêts et produits assimilés ».

Le cas échéant, Bpifrance estime les flux de trésorerie attendus en tenant compte de toutes les modalités contractuelles de l'instrument financier, notamment les options de remboursement anticipé, les options de prolongation, etc.

Les postes « Intérêts et produits assimilés » ou « Intérêts et charges assimilées » enregistrent également les commissions de garantie étalées prorata temporis et les intérêts des instruments de couverture.

5.21. – Commissions et produits des autres activités

En application d'IFRS 15, la comptabilisation du produit résultant de contrats conclus avec des clients (en dehors des contrats de location, des contrats de garantie et des instruments financiers qui sont traités par d'autres normes IFRS) reflète le transfert du contrôle d'un bien ou d'un service pour un montant correspondant au montant auquel le vendeur s'attend à avoir droit en échange de ce bien ou de ce service. L'approche appliquée est constituée de cinq étapes qui permettent d'identifier les différentes obligations de performance d'un contrat, de leur allouer un prix de transaction à chacune, ce prix étant reconnu lorsque ces obligations sont satisfaites, c'est-à-dire que le transfert du contrôle du bien ou du service a eu lieu.

Dans le cas d'une rémunération comprenant une composante variable, cette dernière n'est comptabilisée en résultat que s'il est hautement probable que son montant estimé ne puisse subir une baisse significative ou dès lors qu'elle est certaine (exemple : contrats de mise en relation).

Les commissions rémunérant une prestation de service immédiate sont enregistrées en produits dès que la prestation est réalisée.

Les commissions perçues dans le cadre d'une prestation de service continue telles que les commissions de gestion sont étalées prorata temporis sur la durée de la prestation (exemples : commissions perçues par les sociétés de gestion de fonds, commissions perçues par Bpifrance Assurance Export dans le cadre de la convention signée avec l'Etat).

Les prestations fournies par l'activité de Conseil sont comptabilisées en produits des autres activités soit progressivement (exemple : animation du programme) soit lorsque le service est rendu (exemples : journées de formation, tenue de comités stratégiques, ...).

5.22. – Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

Ce poste enregistre principalement :

- Les dividendes et variations de juste valeur des investissements en instruments de capitaux propres, que le Groupe n'aurait pas désigné à la juste valeur par capitaux propres non recyclables ;
- Les variations de juste valeur des instruments de dette (intérêts inclus) comptabilisés à la juste valeur par le résultat, à l'exception des variations de valeur relatives au risque de crédit propre résultant des passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat sur option ;
- Les variations de juste valeur (intérêts inclus) des instruments dérivés non affectés à de la couverture.

Il enregistre également l'inefficacité des relations de couverture de juste valeur résultant de la différence entre :

- Les variations de juste valeur (intérêts exclus) des instruments dérivés affectés à de la couverture et
- Les variations de juste valeur (intérêts exclus) de la composante couverte des éléments couverts.

5.23. – Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres

Les gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres comprennent les éléments suivants :

- Les dividendes des instruments de capitaux propres désignés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables ;
- Les résultats, nets des effets de la couverture, de la décomptabilisation d'instruments de dette comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres.

5.24. – Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti

Ce poste comprend les plus et moins-values résultant de la décomptabilisation de titres de dette ou de prêts et créances classés en actifs financiers au coût amorti, y compris les effets de couverture.

5.25. – Frais de personnel

Les frais de personnel regroupent les salaires et traitements ainsi que des avantages au personnel. Ils comprennent les charges sociales ainsi que les impôts et taxes sur rémunérations.

5.26. – Coût du risque de crédit

Les dotations nettes de reprises des dépréciations et des provisions, les créances passées en perte sur l'exercice, les récupérations sur créances antérieurement passées en pertes constituent la charge du risque de crédit sur les actifs financiers comptabilisés au coût amorti ainsi que sur les instruments de dette classés en « Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres ».

5.27. – Activité de garantie**Engagements de garantie**

Les engagements de garantie du Groupe sont principalement portés par Bpifrance et Bpifrance Régions. Ils sont adossés à des fonds de garantie.

Deux types de garanties sont octroyés par le Groupe :

- Les garanties au titre des interventions en capital-risque (actions PME) contre les pertes en capital encourues par les établissements pratiquant du capital-risque. Ces contrats contiennent une clause de participations aux plus-ou-moins-values de cession des titres sous-jacents.
- Les garanties accordées aux établissements de crédit pour les prêts octroyés à leurs clients, afin de les couvrir contre le défaut de paiement d'un débiteur identifié. Le Groupe est rémunéré par des commissions de garantie.

Les garanties non mises en jeu, déclarées en défaut par la banque partenaire sans autre information de dégradation du risque de crédit de la contrepartie, sont classées en encours sains sous surveillance (Watch List) et font l'objet d'une dépréciation sur la base d'un modèle de pertes attendues. En cas de mise en jeu de la garantie (déchéance du terme ou survenance d'une procédure collective) et/ou en cas d'information de dégradation du risque de crédit de la contrepartie, les garanties font l'objet d'une dépréciation pour risque avéré.

Les contrats de garantie en capital-risque répondent à la définition d'un instrument dérivé. Par conséquent, ils sont évalués à la juste valeur en date de comptabilisation initiale et subséquemment. La juste valeur est évaluée à partir d'un taux d'indemnisation maximum.

Les garanties aux établissements de crédit répondent à la définition de contrat de garantie financière, à savoir un contrat qui impose à l'émetteur d'effectuer des paiements spécifiés pour rembourser le titulaire d'une perte qu'il encourt en raison de la défaillance d'un débiteur spécifié. Dans le cadre de l'option offerte par les normes IFRS, le Groupe a choisi de traiter ces contrats selon les dispositions de la norme IFRS 9 et par conséquent de ne pas leur appliquer la norme IFRS 17 relative aux contrats d'assurance.

Fonds de garantie

Les fonds de garantie correspondent aux montants versés par l'Etat, la CDC, des bailleurs privés ou des collectivités locales et sont destinés à couvrir les risques futurs générés par l'activité d'octroi de garanties de Bpifrance.

Les fonds de garantie sont assimilés à des dépôts à terme remboursables aux dotateurs qui comprennent une composante de contrats de réassurance. Les fonds de garantie répondent donc à la définition d'un passif financier selon la norme IAS 32.

Traitement comptable et présentation des garanties aux établissements de crédit et des fonds de garantie

Le Groupe a désigné irrévocablement à la juste valeur par résultat les engagements de garantie et les fonds de garantie adossés. En effet, la performance des fonds de garantie est gérée et communiquée aux dotateurs sur un modèle de juste valeur.

Les engagements de garantie sont évalués à la juste valeur en date de comptabilisation initiale. Cette juste valeur est composée des commissions à recevoir actualisées et des pertes attendues actualisées. Elle est déterminée à partir des modèles internes de sinistralité. Ces modèles internes tiennent compte du potentiel de récupération sur la base d'observations statistiques (évaluation des contentieux futurs et non avérés et de la provision pour perte avérée) et de l'effet temps, ainsi que des pertes avérées et des éventuels recouvrements sur les dossiers pour lesquels la garantie du Groupe a été appelée. La juste valeur des engagements de garantie est comptabilisée au passif dans la rubrique spécifique « Juste valeur des garanties ».

Outre les dotations reçues des partenaires publics, l'évaluation des fonds de garantie tient compte de la part des commissions perçues et de la part des produits nets du placement des dotations reçues revenant aux fonds de garantie. La juste valeur des fonds de garantie est présentée au passif dans la rubrique spécifique « Juste valeur des fonds de garantie affectés aux risques à venir ».

Tous les flux associés aux fonds de garantie sont comptabilisés en produits et en charges, sans impact toutefois sur le résultat du Groupe tant que les fonds de garantie ne sont pas épuisés, les pertes futures estimées étant imputées sur les fonds de garantie.

5.28. – Activité d'innovation

L'activité d'innovation, réalisée pour le compte de l'Etat ou de partenaires publics, consiste à attribuer des subventions, des avances remboursables en cas de succès du projet ou des prêts (à taux zéro ou portant intérêt) remboursables sans condition.

Les subventions accordées par Bpifrance répondent aux conditions spécifiées par la norme IAS 20 « Comptabilisation des subventions publiques et informations à fournir sur l'aide publique » dans la mesure où ce sont des transferts de trésorerie mis à disposition par l'Etat et les partenaires publics via leurs dotations, après que l'entité bénéficiaire a démontré qu'elle réunissait l'ensemble des conditions lui permettant de bénéficier de la subvention.

Les subventions décaissées sont comptabilisées directement en charges dans la rubrique « Charges des autres activités ». Celles accordées aux entreprises mais non encore décaissées figurent au passif du bilan dans la rubrique « Comptes de régularisation et passifs divers » ou sont enregistrées en engagements donnés tant que leur octroi n'a pas été contractualisé.

Les avances remboursables décaissées sont comptabilisées à la juste valeur lors de leur comptabilisation initiale, qui correspond au montant décaissé, et lors des clôtures ultérieures. Elles figurent à l'actif du bilan dans la rubrique spécifique « Aides au financement de l'innovation » et celles non décaissées figurent dans les engagements donnés.

Les prêts octroyés dans le cadre de l'activité d'innovation sont des instruments de prêt basique qui répondent au critère SPPI. Il s'agit de prêts à taux zéro ou de prêts à taux variable ou fixe, qui peuvent faire l'objet d'un remboursement anticipé moyennant le paiement d'une indemnité de remboursement anticipé jugée raisonnable. Par ailleurs, ces actifs sont détenus dans un modèle de gestion de collecte des flux. Ces prêts sont donc évalués au coût amorti, selon les modalités décrites au paragraphe 5.3. Classification et évaluation des actifs financiers.

Les prêts octroyés dans le cadre de l'activité d'innovation sont enregistrés dans la rubrique « Prêts et créances à la clientèle ».

L'activité d'innovation est intégralement financée par :

- Une dotation dite « dotation d'intervention » de l'Etat structurée en fonds d'intervention,
- Des dotations des collectivités publiques.

Ces dotations servent à financer les subventions et les avances remboursables ; elles sont reprises en résultat au fur et à mesure de l'octroi des subventions aux bénéficiaires et de la survenance de constats d'échecs ou de la comptabilisation de dépréciations et pertes sur les avances remboursables, sur les prêts à taux zéro ou sur les prêts à taux variable ou fixe. Dès la signature des conventions avec l'Etat ou autres partenaires, les dotations sont comptabilisées dans la rubrique spécifique « Fonds d'intervention affectés aux risques à venir ».

Les dotations à recevoir de l'Etat et des partenaires publics sont enregistrées dans la rubrique « Autres actifs – Créances Etat et Partenaires Innovation ».

Des dépréciations sur encours sains sont calculées sur la production d'avances remboursables, de prêts à taux zéro et de prêts à taux variable ou fixe financés par la dotation d'intervention de l'Etat. Elles correspondent à un indicateur financier permettant d'apprécier ce que pourrait être le montant des avances et prêts susceptibles de passer en charges dans les comptes de résultat futurs.

Dès lors qu'il apparaît un risque avéré de non-recouvrement de tout ou partie des engagements souscrits par la contrepartie, des dépréciations individuelles sont comptabilisées et la dépréciation sur encours sains associée est reprise. Ces pertes de valeur sont enregistrées au passif dans la rubrique spécifique « Juste valeur des engagements d'intervention ».

L'impact des dépréciations est neutre pour le compte de résultat de Bpifrance. En effet, les dépréciations sur encours sains et les dépréciations individuelles ainsi constituées sont comptabilisées en charges au compte de résultat (« Produits/Charges des autres activités »). Symétriquement, la dotation d'intervention de l'Etat ou des partenaires est reprise en contrepartie de ce poste.

Les reprises des dépréciations interviennent :

- Lorsque les avances remboursables dépréciées deviennent définitivement irrécupérables et sont comptabilisées en charges,
- Lorsque la reprise de la dépréciation est motivée par un remboursement de l'avance.

Dans le cas d'une diminution de perte de valeur, le passif est reconstitué à due concurrence.

Les produits et charges affectés aux fonds d'intervention sont compensés au sein du compte de résultat dans la rubrique « charges des autres activités ». Figurent aux notes 6.18 et 7.5 le montant des charges et produits concernés.

5.29. – Utilisation d'estimations dans la préparation des états financiers

La préparation des états financiers exige la formulation d'hypothèses et d'estimations qui comportent des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur. Ces estimations utilisant les informations disponibles à la date de clôture font appel à l'exercice du jugement des gestionnaires. Les réalisations futures dépendent de nombreux facteurs : fluctuation des taux d'intérêt et de change, conjoncture économique, modification de la réglementation ou de la législation, ...

Les évaluations suivantes nécessitent entre autres la formulation d'hypothèses et d'estimations :

- La juste valeur des instruments financiers, notamment celle relative aux instruments financiers qui ne sont pas cotés sur un marché actif et aux instruments négociés de gré à gré, ainsi que celle relative aux instruments financiers non cotés pour lesquels la juste valeur doit être présentée dans les notes annexes aux états financiers ;

- Le montant des pertes de crédit attendues relatifs aux prêts et créances et titres à revenu fixe évalués au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres et aux engagements de financement ;
- La réalisation des tests d'efficacité s'appuie sur des hypothèses de valorisation des instruments de couverture et des éléments couverts.
- La valorisation des engagements de garantie donnés et des engagements d'intervention de l'innovation ;
- Les valorisations relatives aux participations mises en équivalence et leurs éventuels écarts d'acquisition ;
- Les calculs relatifs aux charges liées aux prestations de retraite et avantages sociaux futurs sont établis en se fondant sur des hypothèses de taux d'actualisation, de taux de rotation du personnel, d'évolution des salaires ;
- Les provisions font également par nature l'objet d'estimations, s'agissant de passifs dont l'échéance ou le montant ne sont pas fixés de façon précise ;
- Les dettes locatives et les droits d'utilisation rattachés aux contrats de location pris par le Groupe sont évalués selon la durée estimée du droit de location et des hypothèses de taux d'actualisation ;
- Le montant des impôts différés, un actif d'impôt différé n'étant comptabilisé qu'à la condition que soit jugée probable la disponibilité future d'un bénéfice imposable sur lequel ces actifs d'impôts différés pourront être imputés.

Note 6. – Notes relatives au bilan

6.1. – Caisse et banques centrales (actif et passif)

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Actif		
Caisse, Banques centrales	4 385,2	2 313,5
Total actif	4 385,2	2 313,5
Passif		
Banques centrales	0,0	0,0
Total passif	0,0	0,0

6.2. – Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat**Actifs financiers à la juste valeur par résultat**

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Obligations et titres à revenu fixe	1 865,4	1 746,2
Parts de fonds de capital-investissement	5 815,4	5 516,7
Autres parts d'OPCVM	992,9	762,6
Instruments financiers dérivés de transaction	0,0	0,0
- Instruments dérivés de taux d'intérêt	0,0	0,0
- Instruments dérivés de cours de change	0,0	0,0
- Instruments dérivés sur actions et indices	0,0	0,0
Total des actifs financiers à la juste valeur par résultat	8 673,8	8 025,5

Passifs financiers à la juste valeur par résultat

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Emprunts et comptes à terme	0,0	0,0
Dettes représentées par un titre	0,0	0,0
Autres passifs à la juste valeur par résultat	0,0	0,0
Instruments financiers dérivés de transaction	0,0	0,0
- Instruments dérivés de taux d'intérêt	0,0	0,0
- Instruments dérivés de cours de change	0,0	0,0
- Instruments dérivés sur actions et indices	0,0	0,0
Total des passifs financiers à la juste valeur par résultat	0,0	0,0

6.3. – Instruments dérivés de couverture

(En millions d'euros.)	31/12/2025		31/12/2024	
	Juste valeur (*)		Juste valeur (*)	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Couverture de juste valeur (dont macro-couverture)	78,3	4,6	121,8	8,8
Couverture de flux de trésorerie	0,0	0,0	0,0	0,0
Couverture des investissements nets en devises	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des instruments dérivés de couverture	78,3	4,6	121,8	8,8

(*) Les montants de juste valeur sont indiqués après application des principes de compensation définis par IAS 32.

Couverture de juste valeur : détail des instruments dérivés de couverture

(En millions d'euros.)	31/12/2025				
	Notionnel	Juste valeur (*)		Variation de juste valeur enregistrée sur la période (**)	Inefficacité comptabilisée dans le résultat de la période
		Actif	Passif		
Couverture du risque de taux d'intérêt	77 115,1	1 560,5	761,2	799,3	0,0
Instruments fermes	75 780,1	1 511,2	761,2	750,0	0,0
- En couverture de portefeuilles d'actifs (macro-couverture)	35 209,5	1 316,7	156,3	1 160,4	0,0
- En couverture de portefeuilles de passifs (macro-couverture)	40 570,6	194,5	604,9	-410,4	0,0
Instruments conditionnels	1 335,0	49,3	0,0	49,3	0,0
- En couverture de portefeuilles d'actifs (macro-couverture)	1 335,0	49,3	0,0	49,3	0,0
Couverture du risque de change	1 393,4	10,6	14,7	-4,2	3,9
Instruments fermes	1 393,4	10,6	14,7	-4,2	3,9
- En couverture de passifs	1 393,4	10,6	14,7	-4,2	3,9
Instruments conditionnels	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	78 508,6	1 571,0	775,9	795,1	3,9

(*) Coupons courus exclus.

(**) Utilisée pour le calcul de l'inefficacité.

(En millions d'euros.)	31/12/2024				
	Notionnel	Juste valeur (*)		Variation de juste valeur enregistrée sur la période (**)	Inefficacité comptabilisée dans le résultat de la période
		Actif	Passif		
Couverture du risque de taux d'intérêt	84 456,5	1 547,9	1 129,3	418,6	0,0
Instruments fermes	82 831,5	1 494,7	1 129,3	365,4	0,0
- En couverture de portefeuilles d'actifs (macro-couverture)	35 223,7	1 044,4	425,4	618,9	0,0
- En couverture de portefeuilles de passifs (macro-couverture)	47 607,8	450,3	703,9	-253,6	0,0
Instruments conditionnels	1 625,0	53,2	0,0	53,2	0,0
- En couverture de portefeuilles d'actifs (macro-couverture)	1 625,0	53,2	0,0	53,2	0,0
Couverture du risque de change	1 393,4	52,8	0,9	52,0	2,5
Instruments fermes	1 393,4	52,8	0,9	52,0	2,5
- En couverture de passifs	1 393,4	52,8	0,9	52,0	2,5
Instruments conditionnels	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	85 849,9	1 600,7	1 130,2	470,6	2,5

(*) Coupons courus exclus.

(**) Utilisée pour le calcul de l'inefficacité.

Couverture de juste valeur : détail des éléments couverts

(En millions d'euros.)	31/12/2025			
	Valeur comptable (*)	Variation cumulée de juste valeur	Composante couverte restant à étaler (**)	Variation de juste valeur enregistrée sur la période (***)
Couverture du risque de taux d'intérêt				
Actifs couverts	45 752,6	-1 209,7	1,9	-1 209,7
- Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti macro-couverts	38 383,9	-721,4	0,0	-721,4
- Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres macro-couverts	1 453,3	-178,7	1,9	-178,7
- Titres au coût amorti macro-couverts	5 915,5	-309,5	0,0	-309,5
Passifs couverts	55 879,0	410,4	-0,8	410,4
- Passifs financiers macro-couverts (****)	55 879,0	410,4	-0,8	410,4
Couverture du risque de change				
Actifs couverts	0,0	0,0	0,0	0,0
Passifs couverts	1 394,2	8,0	0,0	8,0
- Dettes représentées par un titre	1 394,2	8,0	0,0	8,0

(*) Pour les relations de macro-couverture, la valeur comptable représente la somme de l'encours couvert et de l'écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux.

(**) Déqualification, fin de la relation de couverture.

(***) Utilisée pour le calcul de l'inefficacité.

(****) Dettes envers les établissements de crédit et assimilés, Dettes représentées par un titre.

(En millions d'euros.)	31/12/2024			
	Valeur comptable (*)	Variation cumulée de juste valeur	Composante couverte restant à étaler (**)	Variation de juste valeur enregistrée sur la période (***)
Couverture du risque de taux d'intérêt				
Actifs couverts	44 890,7	-672,1	2,0	-672,1
- Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti macro-couverts	38 692,1	-571,7	0,0	-571,7
- Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres macro-couverts	1 609,0	-152,0	2,0	-152,0
- Titres au coût amorti macro-couverts	4 589,6	51,6	0,0	51,6
Passifs couverts	55 459,4	253,6	-0,7	253,6
- Passifs financiers macro-couverts (****)	55 459,4	253,6	-0,7	253,6
Couverture du risque de change				
Actifs couverts	0,0	0,0	0,0	0,0
Passifs couverts	1 442,2	-49,5	0,0	-49,5
- Dettes représentées par un titre	1 442,2	-49,5	0,0	-49,5

(*) Pour les relations de macro-couverture, la valeur comptable représente la somme de l'encours couvert et de l'Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux.

(**) Déqualification, fin de la relation de couverture.

(***) Utilisée pour le calcul de l'inefficacité.

(****) Dettes envers les établissements de crédit et assimilés, Dettes représentées par un titre.

Echéancier des notionnels des instruments dérivés de couverture

(En millions d'euros.)	31/12/2025					
	≤ 1 mois	> 1 mois à ≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total
Couverture de juste valeur (dont macro-couverture)	438,5	2 042,4	12 469,2	41 321,6	22 236,9	78 508,5
Instruments dérivés de taux	438,5	2 042,4	12 469,2	39 928,2	22 236,9	77 115,1
Instruments dérivés de change	0,0	0,0	0,0	1 393,4	0,0	1 393,4
Couverture de flux de trésorerie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Couverture des investissements nets en devises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	438,5	2 042,4	12 469,2	41 321,6	22 236,9	78 508,5

(En millions d'euros.)	31/12/2024					
	≤ 1 mois	> 1 mois à ≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total
Couverture de juste valeur (dont macro-couverture)	712,7	4 129,9	15 021,6	41 793,2	24 192,5	85 849,9
Instruments dérivés de taux	712,7	4 129,9	15 021,6	40 399,8	24 192,5	84 456,5
Instruments dérivés de change	0,0	0,0	0,0	1 393,4	0,0	1 393,4
Couverture de flux de trésorerie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Couverture des investissements nets en devises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	712,7	4 129,9	15 021,6	41 793,2	24 192,5	85 849,9

6.4. – Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

(En millions d'euros.)	31/12/2025		31/12/2024	
	Juste valeur	Dont G/P latents	Juste valeur	Dont G/P latents
Obligations et titres à revenu fixe	1 452,0	-383,7	1 580,5	-384,8
Actions et autres titres à revenu variable	15 028,2	289,2	13 793,5	-145,2
Total des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	16 480,2	-94,5	15 374,0	-530,0

Les dividendes perçus au cours de l'exercice 2025 sur les actions détenues en portefeuille au 31 décembre 2025 s'élèvent à 386,4 M€.

Les dividendes perçus au cours de l'exercice 2025 sur les actions cédées en cours d'exercice s'élèvent à 7,7 M€. Ces cessions ont été réalisées pour une juste valeur de 1 685,7 M€ et ont conduit à reclasser une plus-value nette avant impôts de 688,7 M€ dans les réserves consolidées.

Bpifrance a retenu l'approche simplifiée dite de risque de crédit faible (« low credit risk») pour le portefeuille de titres de dette du Groupe.

Ventilation des valeurs comptables brutes (yc créances rattachées) des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

(En millions d'euros.)	Bucket 1 - Pertes attendues à 12 mois	Bucket 2 - Pertes attendues à maturité	Bucket 3 - Encours dépréciés	Total
Ouverture	1 580,9	0,0	0,0	1 580,9
Clôture	1 452,4	0,0	0,0	1 452,4

Ventilation des pertes de crédit attendues (ECL) sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

(En millions d'euros.)	Bucket 1 - Pertes attendues à 12 mois	Bucket 2 - Pertes attendues à maturité	Bucket 3 - Encours dépréciés	Total
Ouverture	0,4	0,0	0,0	0,4
Dotations sur acquisitions de l'exercice	0,0			0,0
Autres dotations				0,0
Reprise utilisée avec passage en perte				0,0
Reprises liées à des sorties d'actifs				0,0
Autres reprises non utilisées				0,0
Transfert entre niveaux				0,0
Autres mouvements				0,0
Clôture	0,4	0,0	0,0	0,4

6.5. – Titres au coût amorti

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Obligations d'Etat	9 962,4	9 404,1
Autres obligations	1 713,5	1 288,5
Titres de créances négociables	253,5	99,9
Créances rattachées	122,1	99,7
Dépréciations sur titres au coût amorti	-3,1	-2,3
Total des titres au coût amorti	12 048,3	10 890,0

Bpifrance a retenu l'approche simplifiée dite de risque de crédit faible (« low credit risk») pour le portefeuille de titres du Groupe.

Ventilation des valeurs comptables brutes (yc créances rattachées) des titres au coût amorti

(En millions d'euros.)	Bucket 1 - Pertes attendues à 12 mois	Bucket 2 - Pertes attendues à maturité	Bucket 3 - Encours dépréciés	Total
Ouverture	10 892,3	0,0	0,0	10 892,3
Clôture	12 051,4	0,0	0,0	12 051,4

Ventilation des pertes de crédit attendues (ECL) sur titres au coût amorti

(En millions d'euros.)	Bucket 1 - Pertes attendues à 12 mois	Bucket 2 - Pertes attendues à maturité	Bucket 3 - Encours dépréciés	Total
Ouverture	2,3	0,0	0,0	2,3
Dotations sur acquisitions de l'exercice				0,0
Autres dotations	1,2			1,2
Reprise utilisée avec passage en perte				0,0
Reprises liées à des sorties d'actifs				0,0
Autres reprises non utilisées	-0,3			-0,3
Transfert entre niveaux				0,0
Autres mouvements				0,0
Clôture	3,1	0,0	0,0	3,1

6.6. – Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Comptes ordinaires débiteurs	520,1	456,1
Prêts au jour le jour	0,0	0,0
Prêts à terme	338,0	335,0
Titres reçus en pension livrée	0,0	0,0
Dépôts de garantie et appels de marge	777,0	965,4
Dépréciations pour risque de crédit	0,0	0,0
Créances rattachées	0,5	0,8
Total des prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	1 635,6	1 757,4

Ces encours sont tous classés en bucket 1.

6.7. – Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Comptes ordinaires débiteurs	0,0	0,8
Comptes ouverts auprès de l'Etat - Agence France Trésor	7 027,1	7 028,0
Créances commerciales	12,9	12,9
Crédits à l'exportation	1 068,2	1 000,3
Crédits de trésorerie	1 713,6	1 491,3
Crédits à l'équipement	23 390,6	22 494,9
Prêts subordonnés	287,3	372,9
Autres crédits	18 630,7	18 592,7
Dépréciations pour risque de crédit (*)	-1 229,3	-1 179,6
Créances rattachées	107,7	120,8
Total des prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	51 008,8	49 935,0
(*) cf note 6.17		

Ventilation des valeurs comptables brutes (yc créances rattachées) des prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti

(En millions d'euros.)	PLMT (Activité de cofinancement Prêts à Moyen et Long Terme)			
	Bucket 1 - Pertes attendues à 12 mois	Bucket 2 - Pertes attendues à maturité	Bucket 3 - Encours dépréciés	Total
Ouverture	30 955,4	8 481,4	2 919,2	42 356,0
Changement de méthode				0,0
Reclassements				0,0
Retraitements				0,0
Acquisitions	6 881,0	1 460,1	411,4	8 752,5
Remboursements, arrivés à l'échéance	-5 116,1	-1 826,6	-736,3	-7 679,0
Cessions et restructurations				0,0
Transfert entre niveaux	-2 488,8	1 630,0	858,8	0,0
Fusion/Apport				0,0
Autres mouvements				0,0
Variations de périmètre				0,0
Clôture	30 231,5	9 744,9	3 453,1	43 429,5

Ventilation des pertes de crédit attendues (ECL) sur prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti

(En millions d'euros.)	PLMT (Activité de cofinancement Prêts à Moyen et Long Terme)			
	Bucket 1 - Pertes attendues à 12 mois	Bucket 2 - Pertes attendues à maturité	Bucket 3 - Encours dépréciés	Total
Ouverture	95,3	277,5	762,1	1 134,9
Reclassements				0,0
Dotations sur acquisitions de l'exercice	23,0	57,4	248,5	328,9
Autres dotations				0,0
Reprise utilisée avec passage en perte			-81,2	-81,2
Reprises liées à des sorties d'actifs	-3,9	-9,2		-13,1
Autres reprises non utilisées	-18,0	-60,2	-108,4	-186,6
Transfert entre niveaux	-13,8	-9,3		-23,1
Autres mouvements			-0,3	-0,3
Clôture	82,6	256,2	820,7	1 159,5

Ventilation des valeurs comptables brutes (yc créances rattachées) des prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti

(En millions d'euros.)	FCT (Activité de Financement Court Terme)			
	Bucket 1 - Pertes attendues à 12 mois	Bucket 2 - Pertes attendues à maturité	Bucket 3 - Encours dépréciés	Total
Ouverture	1 067,5	276,7	169,5	1 513,7
Changement de méthode				0,0
Reclassements				0,0
Retraitements				0,0
Acquisitions	442,2	279,3	27,0	748,5
Remboursements, arrivés à l'échéance	-271,5	-163,3	-81,0	-515,8
Cessions et restructurations				0,0
Transfert entre niveaux	-385,0	300,4	84,6	0,0
Fusion/Apport				0,0
Autres mouvements				0,0
Variations de périmètre				0,0
Clôture	853,2	693,1	200,1	1 746,4

Ventilation des pertes de crédit attendues (ECL) sur prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti

(En millions d'euros.)	FCT (Activité de Financement Court Terme)			
	Bucket 1 - Pertes attendues à 12 mois	Bucket 2 - Pertes attendues à maturité	Bucket 3 - Encours dépréciés	Total
Ouverture	1,6	1,5	36,7	39,8
Reclassements				0,0
Dotations sur acquisitions de l'exercice	1,5	2,7	35,2	39,4
Autres dotations				0,0
Reprise utilisée avec passage en perte			-5,2	-5,2
Reprises liées à des sorties d'actifs	-1,3	-1,2		-2,5
Autres reprises non utilisées	-0,1	-0,1	-1,0	-1,2
Transfert entre niveaux	-0,2	-0,2		-0,4
Autres mouvements				0,0
Clôture	1,4	2,7	65,7	69,8

Ventilation des valeurs comptables brutes (yc créances rattachées) des prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti

(En millions d'euros.)	Autres			
	Bucket 1 - Pertes attendues à 12 mois	Bucket 2 - Pertes attendues à maturité	Bucket 3 - Encours dépréciés	Total
Ouverture	7 243,6	0,0	1,3	7 244,9
Changement de méthode				0,0
Reclassements				0,0
Retraitements				0,0
Acquisitions	-182,7			-182,7
Remboursements, arrivés à l'échéance				0,0
Cessions et restructurations				0,0
Transfert entre niveaux				0,0
Fusion/Apport				0,0
Autres mouvements				0,0
Variations de périmètre				0,0
Clôture	7 060,9	0,0	1,3	7 062,2

Ventilation des pertes de crédit attendues (ECL) sur prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti

(En millions d'euros.)	Autres			
	Bucket 1 - Pertes attendues à 12 mois	Bucket 2 - Pertes attendues à maturité	Bucket 3 - Encours dépréciés	Total
Ouverture	4,9	0,0	0,0	4,9
Dotations sur acquisitions de l'exercice				0,0
Autres dotations				0,0
Reprise utilisée avec passage en perte				0,0
Reprises liées à des sorties d'actifs				0,0
Autres reprises non utilisées	-4,9			-4,9
Transfert entre niveaux				0,0
Autres mouvements				0,0
Clôture	0,0	0,0	0,0	0,0

6.8. – Opérations de location financement et assimilées, au coût amorti

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Crédit-bail immobilier (CBI) et opérations assimilées	3 875,2	3 973,5
Crédit-bail mobilier (CBM) et opérations assimilées	2 400,6	2 393,7
Créances rattachées	63,4	95,5
Dépréciations pour risque de crédit (*)	-106,4	-99,8
Total des opérations de location financement et assimilées, au coût amorti	6 232,9	6 362,9

(*) cf note 6.17

Ventilation des valeurs comptables brutes (yc créances rattachées) des opérations de location financement et assimilées, au coût amorti

(En millions d'euros.)	CBI (Crédit-bail immobilier)			Total
	Bucket 1 - Pertes attendues à 12 mois	Bucket 2 - Pertes attendues à maturité	Bucket 3 - Encours dépréciés	
Ouverture	2 521,9	1 259,1	265,0	4 046,0
Changement de méthode				0,0
Reclassements				0,0
Retraitements				0,0
Acquisitions	310,6	92,9	11,5	415,0
Remboursements, arrivés à l'échéance	-312,0	-181,7	-39,9	-533,6
Cessions et restructurations				0,0
Transfert entre niveaux	-87,6	51,1	36,5	0,0
Fusion/Apport				0,0
Autres mouvements				0,0
Variations de périmètre				0,0
Clôture	2 432,9	1 221,4	273,1	3 927,4

Ventilation des pertes de crédit attendues (ECL) sur opérations de location financement et assimilées, au coût amorti

(En millions d'euros.)	CBI (Crédit-bail immobilier)			Total
	Bucket 1 - Pertes attendues à 12 mois	Bucket 2 - Pertes attendues à maturité	Bucket 3 - Encours dépréciés	
Ouverture	3,8	23,2	41,7	68,7
Reclassements				0,0
Dotations sur acquisitions de l'exercice	1,3	5,4	15,3	22,0
Autres dotations	0,3			0,3
Reprise utilisée avec passage en perte				0,0
Reprises liées à des sorties d'actifs	-1,5	-8,7		-10,2
Autres reprises non utilisées		-1,0	-13,6	-14,6
Transfert entre niveaux		1,0		1,0
Autres mouvements			-0,3	-0,3
Clôture	3,9	19,9	43,1	66,9

Ventilation des valeurs comptables brutes (yc créances rattachées) des opérations de location financement et assimilées, au coût amorti

(En millions d'euros.)	CBM (Crédit-bail mobilier)			Total
	Bucket 1 - Pertes attendues à 12 mois	Bucket 2 - Pertes attendues à maturité	Bucket 3 - Encours dépréciés	
Ouverture	1 657,7	672,1	86,9	2 416,7
Changement de méthode				0,0
Reclassements				0,0
Retraitements				0,0
Acquisitions	522,1	113,9	8,8	644,8
Remboursements, arrivés à l'échéance	-461,4	-167,3	-21,0	-649,7
Cessions et restructurations				0,0
Transfert entre niveaux	-31,1	3,2	27,9	0,0
Fusion/Apport				0,0
Autres mouvements				0,0
Variations de périmètre				0,0
Clôture	1 687,3	621,9	102,6	2 411,8

Ventilation des pertes de crédit attendues (ECL) sur opérations de location financement et assimilées, au coût amorti

(En millions d'euros.)	CBM (Crédit-bail mobilier)			
	Bucket 1 - Pertes attendues à 12 mois	Bucket 2 - Pertes attendues à maturité	Bucket 3 - Encours dépréciés	Total
Ouverture	2,1	6,8	22,2	31,1
Reclassements				0,0
Dotations sur acquisitions de l'exercice	0,3	1,5	14,4	16,2
Autres dotations				0,0
Reprise utilisée avec passage en perte				0,0
Reprises liées à des sorties d'actifs	-0,1	-0,2		-0,3
Autres reprises non utilisées	-0,4	-0,3	-7,6	-8,4
Transfert entre niveaux	-0,1	1,1		1,0
Autres mouvements				0,0
Clôture	1,7	8,7	29,0	39,5

Autres produits sur opérations de location financement

(En millions d'euros.)	CBI	CBM
Profit ou perte réalisé sur les ventes	5,8	0,3
Produits financiers tirés de l'investissement net relatif au contrat de location	146,1	78,9

Echéancier des créances locatives

(En millions d'euros.)	Valeur comptable	Somme des loyers non actualisés	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 2 ans	> 2 ans à ≤ 3 ans	> 3 ans à ≤ 4 ans	> 4 ans à ≤ 5 ans	> 5 ans
CBI	3 860,5	4 716,0	445,1	589,6	525,2	491,0	436,1	2 229,1
CBM	2 372,4	2 150,5	659,6	532,4	397,8	265,8	154,1	140,8
Total	6 232,9	6 866,5	1 104,7	1 122,0	922,9	756,7	590,2	2 369,9

6.9. – Aides au financement de l'innovation

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Aides à l'innovation - ISI (*) - PMII - ISI 2008 (*)	274,6	382,1
FRGI (*)	10,3	12,2
Aides sur financement partenaires	49,5	53,9
Etat PIA (*)	328,2	255,1
FII AI (*)	125,6	117,5
Etat autres (*)	0,2	0,2
Total des aides au financement de l'innovation	788,5	821,1

(*) ISI : Innovation Stratégie Industrielle

PMII : Programme Mobilisateur pour l'Innovation Industrielle initié par l'ex AI, Agence pour l'Innovation Industrielle

FRGI : Fonds Régionaux de Garantie de l'Innovation

Etat PIA : Fonds de Garantie d'Intervention - Aides Guichet à l'Innovation

FII AI : Fonds pour l'Innovation et l'Industrie - Aides à l'innovation - DEEP TECH

Etat autres : Fonds National d'Innovation - Fonds Innovation Sociale

6.10. – Actifs et passifs d'impôts courants et différés

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Impôts courants	134,4	147,5
Impôts différés	18,4	0,0
Total des actifs d'impôts courants et différés	152,8	147,5
Impôts courants	116,2	115,0
Impôts différés	54,4	78,6
Total des passifs d'impôts courants et différés	170,6	193,6

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Actifs et passifs comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	-272,6	-234,0
Actifs et passifs comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	51,9	59,0
Autres décalages temporels	184,7	96,4
Total des impôts différés comptabilisés (*)	-36,0	-78,6
(*) Les actifs d'impôts sont signés en positif, les passifs d'impôts figurent en négatif		

6.11. – Comptes de régularisation, actifs et passifs divers

Comptes de régularisation actif

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Charges constatées d'avance	190,7	194,5
Produits à recevoir	16,5	6,1
Comptes d'encaissement et de transfert	22,1	772,0
Autres	0,0	37,7
Total des comptes de régularisation actif	229,3	1 010,3

Actifs divers

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Créances Etat et partenaires innovation	114,0	329,8
Dotations à recevoir sur fonds de garantie	41,6	128,8
Autres débiteurs divers	798,5	855,5
Comptes de stocks et emplois divers	4,0	4,2
Total des autres actifs	958,1	1 318,2

Au 31 décembre 2025, la ligne Autres débiteurs divers comprend un dépôt de garantie en espèces de 20,2 M€ (sans mouvement par rapport à 2024) sécurisant les engagements de paiement irrévocables (EPI) au titre du Fonds de Résolution Unique (FRU).

Bpifrance, établissement de crédit assujéti aux obligations du FRU, s'est acquittée jusqu'à fin 2023 d'une contribution annuelle qui pouvait être réalisée, en partie, sous forme d'engagements de paiement irrévocables garantis par un dépôt en espèces de même montant. Ce dépôt en espèces est rémunéré à des conditions de marché.

Dans son arrêt du 13 novembre 2025, la Cour de Justice de l'Union européenne a jugé qu'en cas de sortie du Mécanisme de Résolution Unique (MRU), un établissement de crédit doit verser le montant de ses engagements de paiement irrévocables au FRU, de sorte qu'il n'existe aucune situation où les EPI ne seront pas appelés.

Bpifrance établit ses comptes en retenant l'hypothèse de la continuité d'exploitation, de sorte que l'établissement ne s'attend pas à un retrait de son agrément. L'établissement ne s'attend pas non plus à la survenance d'un événement de résolution qui déclencherait un appel de fonds complémentaire du Conseil de Résolution Unique avant une échéance suffisamment lointaine. La valeur actualisée du passif associé est donc nulle.

Comptes de régularisation passif

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Subventions à verser (innovation)	90,4	110,3
Commissions de garantie constatées d'avance	579,2	554,7
Autres produits constatés d'avance	47,4	58,0
Autres charges fiscales et sociales à payer	124,0	111,2
Autres charges à payer	93,0	81,4
Trésorerie pour compte de tiers	706,3	974,2
Comptes d'encaissement et de transfert	433,6	443,7
Autres	26,2	74,5
Total des comptes de régularisation passif	2 100,2	2 408,0

Passifs divers

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Versements restant à effectuer sur titres non libérés	464,0	322,2
Factures à payer sur opérations de crédit-bail	59,3	73,8
Autres dettes fiscales et sociales	147,9	152,7
Créditeurs divers	158,6	151,1
Total des autres passifs	829,8	699,8

6.12. – Participations dans les entreprises mises en équivalence

(En millions d'euros.)	2025	
	Valeur de mise en équivalence	Dont écart d'acquisition net de correction de valeur
STMicroelectronics	2 251,4	0,0
Lac 1	1 522,7	0,0
Soitec	152,7	0,0
Future French Champions	102,6	0,0
Mecadev	59,5	43,0
Alsabail	16,6	0,0
Total des participations dans les entreprises mises en équivalence	4 105,5	43,0

(En millions d'euros.)	2024	
	Valeur de mise en équivalence	Dont écart d'acquisition net de correction de valeur
STMicroelectronics	2 461,7	0,0
Lac 1	1 463,5	0,0
Soitec	262,6	93,8
Eutelsat	139,5	0,0
Future French Champions	99,2	0,0
Mecadev	53,0	43,0
Alsabail	15,8	0,0
Total des participations dans les entreprises mises en équivalence	4 495,3	136,8

6.13. – Immobilisations corporelles et incorporelles

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
1 - Immobilisations corporelles		
1.1 - Terrains et constructions	463,0	452,3
dont droits d'utilisation	241,3	230,1
Amortissements et dépréciations	-251,2	-216,9
dont droits d'utilisation	-120,2	-92,6
Montant net	211,8	235,5
1.2 - Autres immobilisations corporelles	68,0	71,2
Amortissements et dépréciations	-46,9	-50,0
Montant net	21,1	21,3
Total des immobilisations corporelles	233,0	256,7
2 - Immobilisations incorporelles		
2.1 - Logiciels	716,4	644,4
Amortissements et dépréciations	-440,4	-363,8
Montant net	276,0	280,7
2.2 - Autres immobilisations incorporelles	37,2	37,2
Amortissements et dépréciations	0,0	0,0
Montant net	37,2	37,2
Total des immobilisations incorporelles	313,1	317,8

(En millions d'euros.)	Immobilisations corporelles		Immobilisations incorporelles	
	Terrains et constructions	Autres immobilisations corporelles	Logiciels	Autres immobilisations incorporelles
Montant brut au 31/12/2024	452,3	71,2	644,4	37,2
Acquisitions	1,3	8,0	189,1	0,0
Sorties	-1,9	-11,2	-117,2	0,0
Autres mouvements (yc droits d'utilisation)	11,2	-0,1	0,0	0,0
Montant brut au 31/12/2025	463,0	68,0	716,4	37,2
Amortissements cumulés au 31/12/2025	-251,2	-46,9	-440,4	0,0
Montant net au 31/12/2025	211,8	21,1	276,0	37,2

Détail des charges sur opérations de location et produits de sous-location

(En millions d'euros.)	31/12/2025
Charge d'intérêts sur les passifs locatifs	-2,0
Charges se rapportant aux contrats de location à court terme (exclusion)	-0,7
Charges se rapportant aux contrats de location dont l'actif sous-jacent est de faible valeur (exclusion)	-6,2
Charges se rapportant aux paiements de loyers variables non pris en compte dans l'évaluation des passifs locatifs	N/A
Produits résultant de la sous-location d'actifs comptabilisés au titre du droit d'utilisation	0,6
Total des sorties de trésorerie relatives aux contrats de location	-39,4
Profits ou pertes résultant de transactions de cession-bail	N/A
Valeur comptable des actifs comptabilisés au titre du droit d'utilisation au 01/01/2025	137,4
Entrées d'actifs comptabilisés au titre du droit d'utilisation	14,6
Dotation aux amortissements sur les actifs comptabilisés au titre du droit d'utilisation	-31,0
Valeur comptable des actifs comptabilisés au titre du droit d'utilisation au 31/12/2025	121,0

6.14. – Dettes envers les établissements de crédit

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Dettes à vue et au jour le jour	28,6	71,3
Dépôts et comptes ordinaires	0,2	4,3
Emprunts et comptes au jour le jour	0,0	0,0
Dépôts de garantie et appels de marge	28,4	67,0
Dettes à terme	10 034,6	9 589,8
Emprunts et comptes à terme	616,7	28,4
. dont emprunts BEI	596,2	0,0
. dont ressources KfW et BDCE	0,0	5,0
. dont refinancement auprès de la Banque Centrale Européenne	0,0	0,0
Titres donnés en pension livrée	9 417,9	9 561,4
Dettes rattachées	31,0	68,8
Total des dettes envers les établissements de crédit et assimilés (*)	10 094,2	9 729,9

(*) Les dettes envers les établissements de crédit et assimilés sont comptabilisées au coût amorti

6.15. – Dettes envers la clientèle

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Dettes à vue et au jour le jour	147,9	196,0
Dépôts et comptes ordinaires	147,9	196,0
Comptes et emprunts au jour le jour	0,0	0,0
Dettes à terme	1 772,3	1 812,8
Emprunts et comptes à terme	1 569,7	1 610,2
. dont emprunts EPIC Bpifrance	0,0	266,6
Fonds de garantie à capital préservé	202,6	202,6
Titres donnés en pension livrée à terme	0,0	0,0
Dettes rattachées	0,1	0,5
Total des dettes envers la clientèle (*)	1 920,3	2 009,3

(*) Les dettes envers la clientèle sont comptabilisées au coût amorti

6.16. – Dettes représentées par un titre

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Emissions obligataires :	44 660,7	42 089,9
EMTN 2012	214,0	214,0
EMTN 2013	125,0	1 300,0
EMTN 2015	600,0	1 600,0
EMTN 2016	367,0	967,0
EMTN 2017	2 880,0	2 880,0
EMTN 2018	1 050,0	1 175,0
EMTN 2019	2 350,0	2 350,0
EMTN 2020	4 395,0	6 520,0
EMTN 2021	2 750,0	2 750,0
EMTN 2022	5 750,0	6 500,0
EMTN 2023	6 103,7	6 137,2
EMTN 2024	9 984,0	10 008,0
EMTN 2025	8 455,0	0,0
Primes d'émission restant à amortir	-363,0	-311,4
Titres de créances négociables	7 291,8	7 009,7
Dettes rattachées	445,4	341,6
Total des dettes représentées par un titre (*)	52 397,9	49 441,2
(*) Les dettes représentées par un titre sont comptabilisées au coût amorti		

6.17. – Dépréciations et provisions**Provisions**

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Provisions pour risque de crédit sur engagements par signature	0,6	0,6
Provisions pour restructuration	1,2	2,3
Provisions pour autres engagements sociaux	32,3	32,3
Provisions pour risque de crédit sur engagements de financement donnés	43,2	42,6
Autres	21,8	27,1
Total des provisions	99,0	104,8

Tableau de flux des dépréciations et des provisions

(En millions d'euros.)	Dépréciations et Provisions au 31/12/24	Dotations aux Dépréciations et Provisions et Transferts entre niveaux	Reprises de Dépréciations et Provisions Disponibles	Reprises de Dépréciations et Provisions utilisées (1)
Dépréciations et provisions pour risque de crédit	1 325,2	421,1	276,1	86,4
- Dépréciations en bucket 1	110,5	13,5	30,5	0,0
. Prêts Interbancaires	0,0	0,0	0,0	0,0
. Crédits à la clientèle	101,9	10,5	28,2	0,0
. Opérations de crédit-bail (hors intérêts)	5,9	1,8	2,0	0,0
. Titres au coût amorti	2,3	1,2	0,3	0,0
. Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	0,4	0,0	0,0	0,0
- Dépréciations en bucket 2	309,0	59,5	81,0	0,0
. Prêts Interbancaires	0,0	0,0	0,0	0,0
. Crédits à la clientèle	279,0	50,6	70,7	0,0
. Opérations de crédit-bail (hors intérêts)	30,0	8,9	10,3	0,0
. Titres au coût amorti	0,0	0,0	0,0	0,0
. Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	0,0	0,0	0,0	0,0
- Dépréciations en bucket 3	862,7	313,4	130,6	86,4
. Prêts Interbancaires	0,0	0,0	0,0	0,0
. Crédits à la clientèle	798,8	283,7	109,4	86,4
. Opérations de crédit-bail (hors intérêts)	63,9	29,7	21,2	0,0
. Titres au coût amorti	0,0	0,0	0,0	0,0
. Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	0,0	0,0	0,0	0,0
- Provisions pour risques de crédit sur engagements de financement donnés	42,6	34,5	33,9	0,0
. Bucket 1	12,6	10,0	9,6	0,0

. Bucket 2	30,0	24,5	24,3	0,0
. Bucket 3	0,0	0,0	0,0	0,0
- Provisions pour risques de crédit sur engagement par signature	0,6	0,2	0,2	0,0
Provisions pour risques et charges divers d'exploitation	27,1	0,5	5,9	0,3
Autres provisions	34,5	6,3	0,9	5,1
- Provisions pour restructuration	2,2	0,0	0,0	1,0
- Provisions pour engagements sociaux	32,3	6,3	0,9	4,1

(1) Les reprises correspondent à des passages en pertes

(2) Reprises de dépréciations liées au passage du temps

(3) -/+ Dotations ou reprises nettes

+ Risques imputés sur les fonds de garantie

- Créances irrécupérables

+ Récupérations sur créances amorties

(En millions d'euros.)	Autres variations (2)	Dépréciations et Provisions au 31/12/25	Créances irrécupérables non couvertes par des provisions	Récupérations sur créances amorties	Impact sur le résultat (3)
Dépréciations et provisions pour risque de crédit	-0,6	1 383,1	21,5	4,3	-162,2
- Dépréciations en bucket 1	0,0	93,4	0,0	0,0	17,0
. Prêts Interbancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. Crédits à la clientèle	0,0	84,1	0,0	0,0	17,7
. Opérations de crédit-bail (hors intérêts)	0,0	5,6	0,0	0,0	0,2
. Titres au coût amorti	0,0	3,2	0,0	0,0	-0,9
. Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	0,0	0,4	0,0	0,0	0,0
- Dépréciations en bucket 2	0,0	287,5	0,0	0,0	21,5
. Prêts Interbancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. Crédits à la clientèle	0,0	258,9	0,0	0,0	20,1
. Opérations de crédit-bail (hors intérêts)	0,0	28,6	0,0	0,0	1,4
. Titres au coût amorti	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Dépréciations en bucket 3	-0,6	958,5	21,5	4,3	-200,0
. Prêts Interbancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. Crédits à la clientèle	-0,3	886,4	20,4	2,9	-191,8
. Opérations de crédit-bail (hors intérêts)	-0,3	72,1	1,1	1,4	-8,2
. Titres au coût amorti	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Provisions pour risques de crédit sur engagements de financement donnés	0,0	43,2	0,0	0,0	-0,6
. Bucket 1	0,0	13,0	0,0	0,0	-0,4
. Bucket 2	0,0	30,2	0,0	0,0	-0,2
. Bucket 3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Provisions pour risques de crédit sur engagement par signature	0,0	0,6	0,0	0,0	0,0
Provisions pour risques et charges divers d'exploitation	0,3	21,8			
Autres provisions	-1,3	33,5			
- Provisions pour restructuration	0,0	1,2			
- Provisions pour engagements sociaux	-1,3	32,3			

(1) Les reprises correspondent à des passages en pertes

(2) Reprises de dépréciations liées au passage du temps

(3) -/+ Dotations ou reprises nettes

+ Risques imputés sur les fonds de garantie

- Créances irrécupérables

+ Récupérations sur créances amorties

6.18. – Ressources nettes d'intervention à l'innovation

(En millions d'euros.)	31/12/2025		31/12/2024	
	Juste valeur des engagements d'intervention	Fonds d'intervention affectés aux risques à venir	Juste valeur des engagements d'intervention	Fonds d'intervention affectés aux risques à venir
Aides à l'innovation - ISI (*) - PMII (*) - ISI 2008	428,5	467,4	572,7	464,7
FRGI (Fonds Régionaux de Garantie de l'Innovation)	13,5	96,6	13,4	100,8
Aides sur financement partenaires	70,0	282,6	70,0	281,5
Etat PIA (*)	758,9	-211,9	460,6	95,4
FII AI (*)	161,2	-15,4	138,6	-0,9
Etat autres (*)	0,3	7,4	0,3	10,7
Total des ressources nettes d'intervention à l'innovation	1 432,5	626,7	1 255,7	952,1

(*) ISI : Innovation Stratégie Industrielle

PMII : Programme Mobilisateur pour l'Innovation Industrielle initié par l'ex AI, Agence pour l'innovation Industrielle

Etat PIA : Fonds de Garantie d'Intervention - Aides Guichet à l'innovation

FII AI : Fonds pour l'Innovation et l'Industrie - Aides à l'innovation - DEEP TECH

Etat autres : Fonds National d'Innovation - Fonds Innovation Sociale

Ressources nettes d'intervention à l'innovation

(En millions d'euros.)	Juste valeur des engagements d'intervention	Fonds d'intervention affectés aux risques à venir
Ressources nettes d'intervention à l'innovation au 31/12/2024	1 255,7	952,1
Variation de la juste valeur		0,0
Dotations 2025 (solde net des remboursements et redéploiements)		193,5
Subventions		-119,3
Provisions, pertes et constats d'échec	176,8	-390,9
Produits et charges financiers		2,8
Produits divers		5,2
Expertises et charges diverses		-16,8
Ressources nettes d'intervention à l'innovation au 31/12/2025	1 432,5	626,7

6.19. – Fonds de garantie publics

(En millions d'euros.)	31/12/2025		31/12/2024	
	Juste valeur des engagements de garantie	Juste valeur des fonds de garantie affectés aux risques à venir	Juste valeur des engagements de garantie	Juste valeur des fonds de garantie affectés aux risques à venir
Fonds de réserve et de mutualisation	0,0	901,1	0,0	901,3
AFT (Agence France Trésor)	2 171,1	2 844,7	2 070,4	3 016,5
CDC	136,9	219,8	163,8	186,9
Autres Fonds	65,0	81,1	64,0	123,5
Fonds Bpifrance Régions	163,3	383,8	172,5	379,8
Total des fonds de garantie publics	2 536,3	4 430,5	2 470,6	4 608,0

Fonds de garantie publics

(En millions d'euros.)	Juste valeur des engagements de garantie	Juste valeur des fonds de garantie affectés aux risques à venir
Fonds de garantie publics au 31/12/2024	2 470,6	4 608,0
Variation de la juste valeur		45,9
Dotations aux fonds de garantie 2025 (solde net)		-22,2
Remboursements des fonds de garantie		-16,9
Commissions de garantie	-0,1	164,6
Produits financiers et récupérations		170,0
Coût du risque	65,8	-518,9
Fonds de garantie publics au 31/12/2025	2 536,3	4 430,5

Les fonds de garantie couvrent les encours clientèle (prêts et crédit-bail) portés à l'actif du bilan de Bpifrance à hauteur de 10 189,1 M€. La juste valeur des engagements de garantie affectés à la couverture de ces encours s'élève à 1 405,5 M€. Ces fonds couvrent également des financements accordés aux entreprises par des banques partenaires, à hauteur de 14 499,3 M€.

6.20. – Juste valeur des actifs et des passifs

(En millions d'euros.)	31/12/2025			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs				
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	450,4	56,9	8 166,5	8 673,8
- Obligations et titres à revenu fixe	146,4	0,5	1718,5	1 865,4
- Parts de fonds de capital-investissement	0,0	0,0	5 815,4	5 815,4
- Autres parts d'OPCVM	304,0	56,4	632,5	992,9
- Instruments financiers dérivés de transaction	0,0	0,0	0,0	0,0
Instruments dérivés de couverture	0,0	78,3	0,0	78,3
- Couverture de juste valeur (dont macro-couverture)	0,0	78,3	0,0	78,3
- Couverture de flux de trésorerie	0,0	0,0	0,0	0,0
- Couverture des investissements nets en devise	0,0	0,0	0,0	0,0
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	9 077,5	340,1	7 062,7	16 480,2
- Obligations et titres à revenu fixes	1 114,0	338,1	0,0	1 452,0
- Actions et autres titres à revenu variable	7 963,5	2,0	7 062,7	15 028,2
Titres au coût amorti	9 392,9	2 345,9	0,0	11 738,8
- Obligations d'Etat	9 392,9	359,0	0,0	9 751,9

- Autres obligations	0,0	1 732,9	0,0	1 732,9
- Titres de créances négociables	0,0	254,0	0,0	254,0
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	1 226,0	409,6	0,0	1 635,6
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	0,0	50 915,0	0,0	50 915,0
Opérations de location financement et assimilées, au coût amorti	0,0	6 203,4	0,0	6 203,4
Passifs				
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	0,0	0,0	0,0	0,0
- Emprunts et comptes à terme	0,0	0,0	0,0	0,0
- Dettes représentées par un titre	0,0	0,0	0,0	0,0
- Dettes de titres	0,0	0,0	0,0	0,0
- Autres passifs à la juste valeur par résultat	0,0	0,0	0,0	0,0
- Instruments financiers dérivés de transaction	0,0	0,0	0,0	0,0
Instruments dérivés de couverture	0,0	4,6	0,0	4,6
- Couverture de juste valeur (dont macro-couverture)	0,0	4,6	0,0	4,6
- Couverture de flux de trésorerie	0,0	0,0	0,0	0,0
- Couverture des investissements nets en devise	0,0	0,0	0,0	0,0
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	0,0	10 093,8	0,0	10 093,8
Dettes envers la clientèle	0,0	1 855,9	0,0	1 855,9
Dettes représentées par un titre	45 054,9	7 780,4	0,0	52 835,2

(En millions d'euros.)	31/12/2024			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs				
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	260,8	242,5	7 522,1	8 025,5
- Obligations et titres à revenu fixe	9,9	156,4	1 579,9	1 746,2
- Parts de fonds de capital-investissement	0,0	0,0	5 516,7	5 516,7
- Autres parts d'OPCVM	250,9	86,2	425,5	762,6
- Instruments financiers dérivés de transaction	0,0	0,0	0,0	0,0
Instruments dérivés de couverture	0,0	121,8	0,0	121,8
- Couverture de juste valeur (dont macro-couverture)	0,0	121,8	0,0	121,8
- Couverture de flux de trésorerie	0,0	0,0	0,0	0,0
- Couverture des investissements nets en devise	0,0	0,0	0,0	0,0
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	7 212,7	841,8	7 319,5	15 374,0
- Obligations et titres à revenus fixes	977,6	602,9	0,0	1 580,5
- Actions et autres titres à revenu variable	6 235,2	238,9	7 319,5	13 793,5
Titres au coût amorti	9 078,9	1 862,8	0,0	10 941,7
- Obligations d'Etat	9 078,9	461,4	0,0	9 540,3
- Autres obligations	0,0	1 301,4	0,0	1 301,4
- Titres de créances négociables	0,0	100,0	0,0	100,0
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	1 351,7	405,6	0,0	1 757,4
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	0,0	49 761,7	0,0	49 761,7
Opérations de location financement et assimilées, au coût amorti	0,0	6 336,4	0,0	6 336,4
Passifs				
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	0,0	0,0	0,0	0,0
- Emprunts et comptes à terme	0,0	0,0	0,0	0,0
- Dettes représentées par un titre	0,0	0,0	0,0	0,0
- Dettes de titres	0,0	0,0	0,0	0,0
- Autres passifs à la juste valeur par résultat	0,0	0,0	0,0	0,0
- Instruments financiers dérivés de transaction	0,0	0,0	0,0	0,0
Instruments dérivés de couverture	0,0	8,8	0,0	8,8
- Couverture de juste valeur (dont macro-couverture)	0,0	8,8	0,0	8,8
- Couverture de flux de trésorerie	0,0	0,0	0,0	0,0
- Couverture des investissements nets en devise	0,0	0,0	0,0	0,0
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	0,0	9 701,6	0,0	9 701,6
Dettes envers la clientèle	0,0	1 950,6	0,0	1 950,6
Dettes représentées par un titre	49 723,1	0,0	0,0	49 723,1

Information quantitative sur les données non observables en 2025 (niveau 3 de juste valeur)

Instruments concernés	Techniques de valorisation utilisées	Principales données non observables	Intervalles de données non observables
Actions non cotées	- Actualisation des flux de trésorerie disponibles (DCF) - Multiples boursiers - Multiples de transaction - Multiples d'entrée - Multiple d'entrée ajusté des évolutions de marché - Levées de fonds - Coût de l'investissement	1. Budget et plan d'affaires 2. Comptes de la société et atterrissage 3. Taux d'actualisation 4. Taux de croissance perpétuelle 5. Coût de l'investissement	1. Absence d'intervalle 2. Absence d'intervalle 3. 5 % à 20 % 4. 0 % à 5 % 5. Absence d'intervalle
FCPR gérés par Bpifrance	Mêmes techniques de valorisation que "Actions non cotées", "OCA" et "BSA" pour les titres non cotés détenus par les fonds	Mêmes données non observables que celles des "Actions non cotées", "OCA" et "BSA"	Mêmes intervalles que ceux des "Actions non cotées", "OCA" et "BSA"

FCPR non gérés par Bpifrance	Valeur liquidative ajustée au titre des distributions et souscriptions	1. Valeur liquidative 2. Flux cash au niveau du fonds	1. Absence d'intervalle 2. Absence d'intervalle
Obligations convertibles en actions	- Mêmes techniques de valorisation que "Actions non cotées" - Clauses contractuelles (ex : quotité)	1. Nominal 2. Intérêts cash 3. Intérêts capitalisés (PIK) 4. Prime de non conversion (PNC) 5. Quotité	1. Absence d'intervalle 2. 0 % à 10 % 3. 0 % à 15 % 4. TRI cible de 0 à 20 % 5. 0 % à 100 %
Bons de souscription d'actions (BSA)	- Mêmes techniques de valorisation que "Actions non cotées" - Clauses contractuelles (ex : quotité)	1. Budget et plan d'affaires 2. Comptes de la société et atterrissage 3. Taux d'actualisation 4. Taux de croissance perpétuelle 5. Quotité	1. Absence d'intervalle 2. Absence d'intervalle 3. 5 % à 20 % 4. 0 % à 5 % 5. 0 % à 100 %

Variation du solde des instruments financiers valorisés à la juste valeur de niveau 3

(En millions d'euros.)	2025		
	Actifs financiers à la juste valeur par résultat	Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	Total
Solde au 1 ^{er} janvier	7 522,1	7 319,4	14 841,5
Gains/pertes de la période	-35,1	-652,6	-687,7
Comptabilisés en résultat (*)	-35,1	0,0	-35,1
Comptabilisés en capitaux propres		-652,6	-652,6
Entrée de périmètre	0,0	0,0	0,0
Achats de la période	1 401,3	1 039,5	2 440,8
Ventes de la période	-703,4	-668,0	-1 371,4
Emissions de la période	0,0	0,0	0,0
Dénouements de la période	0,0	0,0	0,0
Reclassements de la période	-18,4	24,5	6,1
Transferts	0,0	0,0	0,0
Vers niveau 3	0,0	0,0	0,0
Hors niveau 3	0,0	0,0	0,0
Solde au 31 décembre	8 166,5	7 062,7	15 229,2

(*) Les gains et pertes provenant des actifs financiers détenus au bilan à la date de clôture s'élèvent à -35,1 M€ constatés en « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » dont -38,16 M€ sur la réévaluation des obligations et titres à revenus fixes et 3,08 M€ sur les instruments financiers de capitaux propres.

(En millions d'euros.)	2024		
	Actifs financiers à la juste valeur par résultat	Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	Total
Solde au 1 ^{er} janvier	7 244,5	6 737,8	13 982,3
Gains/pertes de la période	-111,5	121,8	10,2
Comptabilisés en résultat (*)	-111,5	0,0	-111,5
Comptabilisés en capitaux propres	0,0	121,8	121,8
Entrée de périmètre	0,0	0,0	0,0
Achats de la période	1 386,8	792,2	2 179,0
Ventes de la période	-933,7	-397,6	-1 331,3
Emissions de la période	0,0	0,0	0,0
Dénouements de la période	0,0	0,0	0,0
Reclassements de la période	-63,9	65,1	1,2
Transferts	0,0	0,0	0,0
Vers niveau 3	0,0	0,0	0,0
Hors niveau 3	0,0	0,0	0,0
Solde au 31 décembre	7 522,1	7 319,4	14 841,5

(*) Les gains et pertes provenant des actifs financiers détenus au bilan à la date de clôture s'élèvent à -111,5 M€ constatés en « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » dont -33,7 M€ sur la réévaluation des obligations et titres à revenus fixes et -77,8 M€ sur les instruments financiers de capitaux propres.

Sensibilité de la juste valeur des instruments financiers de niveau 3

L'estimation de la juste valeur des instruments financiers de niveau 3 faisant appel au jugement, un changement d'hypothèses des données non observables entraînerait une variation significative de cette juste valeur.

Au 31 décembre 2025, une variation à la hausse de 1 % de la valorisation des portefeuilles d'actifs évalués à la juste valeur par résultat et d'actifs évalués à la juste valeur par capitaux propres aurait un impact sur le compte de résultat et sur les capitaux propres de respectivement 60,6 M€ et 68,4 M€. Une variation à la baisse de 1 % aurait un impact sur le compte de résultat et sur les capitaux propres de respectivement -60,6 M€ et -70,6 M€.

6.21. – Contre-valeur en euros des opérations en devises

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Actif	297,2	226,6
Passif	1 408,3	1 475,7

Les actifs en devises sont composés de titres à revenu variable à hauteur de 263,6 M€.

Les passifs en devises correspondent à des dettes représentées par un titre. Ils sont couverts au titre du risque de change par des instruments financiers négociés de gré à gré.

Note 7. – Notes relatives au compte de résultat**7.1. – Produits et charges d'intérêts****Intérêts et produits assimilés**

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Opérations avec les établissements de crédit	108,9	206,8
Opérations avec la clientèle	2 017,8	1 961,7
Comptes ordinaires débiteurs	169,0	190,2
Crédits de trésorerie	66,0	84,6
Crédits à l'équipement	814,8	873,4
Crédits divers	942,3	817,7
Créances subordonnées	7,2	8,8
Variation des commissions de garantie futures actualisées	18,5	-13,0
Opérations de location-financement	229,1	244,2
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	2,7	0,3
Titres au coût amorti	243,1	203,6
Instruments dérivés de couverture	190,6	746,3
Autres intérêts et produits assimilés	0,0	0,0
Total des intérêts et produits assimilés	2 792,2	3 362,9

Intérêts et charges assimilées

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Opérations avec les établissements de crédit	-269,2	-476,2
Opérations avec la clientèle	-332,1	-268,9
Dont affectation du résultat des commissions aux fonds de garantie	-183,3	-136,4
Dettes représentées par un titre	-1 082,2	-869,2
Dettes subordonnées	0,0	0,0
Instruments dérivés de couverture	-108,3	-671,8
Autres intérêts et charges assimilées	-171,2	-196,0
Dont produits financiers affectés aux fonds de garantie	-168,6	-188,9
Dont intérêts courus sur la dette locative	-2,0	-6,5
Total des intérêts et charges assimilées	-1 963,0	-2 482,1

7.2. – Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Obligations et titres à revenu fixe	100,8	115,2
Parts de fonds de capital-investissement	106,4	134,8
Autres parts d'OPCVM	18,8	17,4
Instruments financiers dérivés de transaction	19,1	0,0
Instruments de couverture de juste valeur (dont macro-couverture)	287,8	-22,4
Dont inefficacité	-1,8	-0,7
Réévaluation des éléments couverts en juste valeur (dont macro-couverture)	-289,6	21,6
Résultat net des opérations de change	-0,3	0,5
Total des gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	243,0	267,1

7.3. – Gains ou pertes nets sur actifs financiers évalués à la juste valeur par capitaux propres

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Plus ou moins-values de cession sur instruments de dette	0,0	0,0
Dividendes sur instruments de capitaux propres	394,1	611,0
Total des gains ou pertes nets sur actifs financiers évalués à la juste valeur par capitaux propres	394,1	611,0

7.4. – Produits et charges des autres activités

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Produits		
Produits divers liés à l'activité innovation	47,0	58,0
Charges refacturées	1,2	1,8
Refacturation taxes foncières Crédit-Bail immobilier	73,7	81,9
Commissions de recouvrement et intéressement assurance	25,8	27,2
Autres produits	202,2	189,7
Total des produits des autres activités	349,9	358,6
Charges		
Taxes foncières activité Crédit-Bail immobilier	-73,7	-81,9
Autres charges	-76,0	-55,5
Total des charges des autres activités	-149,7	-137,4

7.5. – Charges générales d'exploitation

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Charges de personnel	-624,3	-590,9
Impôts et taxes	-33,2	-35,5
Autres charges d'exploitation	-432,8	-424,7
Coûts liés aux restructurations	0,0	-0,2
Total des charges générales d'exploitation	-1 090,3	-1 051,3

7.6. – Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Dotations aux amortissements	-99,1	-92,4
Dotations aux amortissements du droit d'utilisation de l'actif	-31,0	-27,1
Dotations pour dépréciation	-1,5	0,0
Reprises pour dépréciation	0,0	0,0
Total des dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	-131,6	-119,5

7.7. – Coût du risque de crédit

(En millions d'euros.)	31/12/2025					31/12/2024				
	Dépréciations d'actifs financiers			Provisions inscrites au passif	Total	Dépréciations d'actifs financiers			Provisions inscrites au passif	Total
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3			Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3		
Dotations ou reprises nettes aux dépréciations et aux provisions	17,0	21,5	-182,8	-0,6	-145,0	9,5	48,0	-177,6	-6,0	-126,1
Pertes non provisionnées	0,0	0,0	-21,5	0,0	-21,5	0,0	0,0	-75,2	0,0	-75,2
Récupérations sur créances amorties	0,0	0,0	4,3	0,0	4,3	0,0	0,0	41,9	0,0	41,9
Total coût du risque de crédit	17,0	21,5	-200,0	-0,6	-162,2	9,5	48,0	-210,9	-6,0	-159,4

7.8. – Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence

(En millions d'euros.)	2025	
	Quote-part du résultat net des participations mises en équivalence	Dont correction de valeur des écarts d'acquisition
Eutelsat	138,3	0,0
STMicroelectronics	22,4	0,0
Lac 1	14,0	0,0
Soitec	-106,5	-93,8
Future French Champions	-1,6	0,0
Mecadev	4,0	0,0
Alsabail	1,1	0,0
Total des quote-parts du résultat net des entreprises mises en équivalence	71,7	-93,8

(En millions d'euros.)	2024	
	Quote-part du résultat net des participations mises en équivalence	Dont correction de valeur des écarts d'acquisition
STMicroelectronics	256,4	0,0
Lac 1	13,5	0,0
Soitec	13,4	0,0
Eutelsat	-96,3	0,0
Future French Champions	-1,9	0,0
Mecadev	-5,9	0,0
Alsabail	1,7	0,0
Total des quote-parts du résultat net des entreprises mises en équivalence	180,9	0,0

7.9. – Impôts**Impôt sur les bénéfices**

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Impôt sur les sociétés	-95,1	-133,0
Impôts différés	85,8	79,5
Total de l'impôt sur les bénéfices	-9,3	-53,5

Le groupe Bpifrance est soumis à la contribution exceptionnelle additionnelle à l'impôt sur les sociétés instaurée par l'article 48 de la loi de finances pour 2025. Ayant réalisé un chiffre d'affaires de plus de 3 milliards d'euros, Bpifrance applique un taux de contribution de 41,2 %. Le Groupe a comptabilisé un complément d'impôts de 48,8 M€ au titre de l'exercice 2025 (dont 39,6 M€ comptabilisés en compte de résultat).

L'article 12 de la loi de finances pour 2026 étend l'application de la contribution exceptionnelle additionnelle à l'impôt sur les sociétés à l'exercice 2026. Bpifrance ayant réalisé un chiffre d'affaires de plus de 1,5 milliard d'euros au titre de l'exercice 2025, il sera redevable de cette surtaxe.

Analyse de la charge d'impôt

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Résultat net part du groupe	507,2	897,3
Résultat net part des minoritaires	-6,2	-1,5
Charge nette d'impôt comptabilisée	9,3	53,5
Résultat avant impôt (a)	510,3	949,4
Taux d'imposition de droit commun français (B)	25,83 %	25,83 %
Charge d'impôt théorique totale (C)=(A*B)	131,8	245,2
Eléments en rapprochement :		
Effet lié aux différences de taux d'imposition	10,6	-14,0

Autres différences permanentes	-76,9	-113,9
Variations de valeur des écarts d'acquisition	-1,4	-0,8
Résultat des sociétés mises en équivalence	-24,1	-46,7
Autres éléments	-30,6	-16,3
Total des éléments en rapprochement (d)	-122,5	-191,7
Charge nette d'impôt comptabilisée (C) + (D)	9,3	53,5

Note 8. – Exposition et mesure des risques

Cette note présente essentiellement le modèle de dépréciation IFRS 9 de l'activité clientèle et ses impacts, l'étendue des risques de crédit et de contrepartie des activités financières et l'échéancier des flux de trésorerie payables.

Les informations qualitatives relatives à la nature et à la gestion des risques du groupe Bpifrance, ainsi que les analyses de sensibilités et autres mesures réglementaires sont présentées au sein de la section 4.2 Facteurs de risques – Gestion des principaux facteurs de risques, comme le permet la norme IFRS 7 « Instruments financiers – Informations à fournir » :

- Organisation de la gestion des risques : Section 4.2.1, pages 183 à 188 ;
- Risques de crédit : Section 4.2.2, pages 188 à 191 ;
- Risques générés par l'activité d'investissement : Section 4.2.3, pages 191 à 193 ;
- Risques financiers (risque de contrepartie, risque de liquidité, risques structurels de taux d'intérêt et de change : Section 4.2.4, pages 193 à 198 ;
- Risques climatiques : Section 4.2.8, pages 204 à 206.

8.1. – Description du modèle de dépréciation IFRS 9 de l'activité clientèle

Le modèle de calcul des pertes attendues au titre du risque de crédit (ECL - Expected Credit Losses) repose sur une méthodologie classique de modélisation du risque de crédit, qui s'appuie sur les trois composantes que sont la probabilité de défaut (PD), la perte en cas de défaut (LGD) et l'exposition en cas de défaut (EAD).

Le calcul de l'ECL est réalisé par simulation de Monte Carlo, en calculant l'espérance des pertes simulées sur un grand nombre de tirages aléatoires.

8.1.1. – Modélisation du défaut (PD)

L'étape centrale de la modélisation des pertes futures est la simulation des défauts futurs. Pour simuler ces défauts, Bpifrance s'appuie sur son modèle interne de notation du risque de contrepartie, dont la probabilité de défaut de chaque exposition est déduite.

L'évolution des notes de contrepartie futures est simulée à partir de matrices de migration des notes de contrepartie internes. Un défaut est simulé pour une contrepartie en année N lorsque sa note de contrepartie interne simulée en année N est celle du défaut.

Une nouvelle version du modèle interne de notation des contreparties a été déployée en 2025 ; l'affectation des probabilités de défaut par emprunteur est ainsi plus précise. La modélisation des migrations de notes a également fait l'objet d'une amélioration en 2025, avec l'utilisation de matrices de migration affinées par population. Cette évolution permet une meilleure précision des taux de défaut projetés aux horizons supérieurs à un an. Les deux modèles ont été calibrés sur les données historiques internes de Bpifrance.

Les migrations des notes de contrepartie sont simulées en prenant en compte la corrélation du risque de crédit à travers un modèle de type Merton, à deux facteurs systémiques : un facteur général et un facteur sectoriel. Ces facteurs systémiques sont projetés en tenant compte de l'information prospective (Forward Looking), et la valeur de ces facteurs projetés influence simultanément les migrations des notes de toutes les entreprises d'un même secteur. Le modèle permet ainsi de prendre en compte l'impact du contexte macroéconomique sur le risque de crédit des expositions de Bpifrance. Les paramètres de corrélation sont estimés sur la base des données historiques internes de Bpifrance.

8.1.2. – Modélisation de la perte en cas de défaut (LGD)

Lorsqu'un défaut est simulé par le modèle, la perte qui en résulte est calculée en combinant deux phénomènes : une probabilité de retour en sain, et un taux de perte mesuré sur le périmètre des expositions ne retournant pas à un statut sain.

La probabilité de retour en sain est estimée à partir des données historiques internes de statut de performance des expositions de Bpifrance, en fonction du produit et des caractéristiques de la contrepartie. Elle correspond à la proportion des expositions non performantes retournant à un statut performant à un horizon de 12 mois.

Le taux de perte est mesuré sur les données historiques internes de Bpifrance, sur la base des expositions non performantes n'ayant pas fait l'objet d'un retour en sain. Il est estimé en utilisant un modèle qui prend en compte la nature du produit, les caractéristiques de l'emprunteur et le détail des garanties et sûretés du contrat. La perte en cas de défaut est simulée en intégrant une corrélation avec le défaut.

8.1.3. – Modélisation de l'exposition au défaut (EAD)

Pour les produits échancés (prêts, crédit-bail...), l'exposition au défaut est calculée en prenant en compte à la fois les expositions bilanciellles et les engagements de financement.

Pour les expositions bilanciellles, l'exposition au défaut est issue des échéanciers théoriques de chaque opération. Pour les engagements de financement, un taux de décaissement est appliqué en fonction des caractéristiques de l'exposition (produit, délai depuis la notification...) puis un échéancier théorique correspondant aux caractéristiques de l'opération est construit. Les taux de décaissement sont calculés sur la base des données historiques internes de Bpifrance.

Un taux annuel de remboursement anticipé est également pris en compte dans la modélisation de l'exposition au défaut. Ce taux est mesuré par produit sur les données historiques internes de Bpifrance.

S'agissant de l'activité de financement court terme, qui est adossée à des cessions de créances et pour laquelle il n'existe pas d'échéancier, un modèle comportemental du tirage des lignes de trésorerie a été développé afin de définir l'exposition au défaut.

8.1.4. – Prise en compte du Forward Looking

Un modèle de corrélation entre les paramètres macroéconomiques et le facteur systémique utilisé dans la projection des défauts a été développé afin de transcrire l'impact des scénarii macroéconomiques sur l'ECL calculée. Ce modèle, estimé sur les données internes de défaut de Bpifrance, permet de traduire le niveau des paramètres macroéconomiques retenus en taux de défaut futurs par note de contrepartie interne.

Via la corrélation entre le facteur systémique et les taux de perte simulés, ce modèle permet également d'intégrer un impact des paramètres macroéconomiques sur les LGD futures.

Les scénarii macroéconomiques ainsi que des propositions de pondération sont soumis au comité Forward Looking de Bpifrance. Ce comité trimestriel est présidé par le Directeur Général Adjoint de Bpifrance et rassemble la Direction des Risques, la Direction du Financement et du Réseau, la Direction Financière, la Direction des Comptabilités et le domaine Evaluation Conjoncture et Macroéconomie. Il a la charge de définir les scénarios qui seront retenus, sur la base des propositions de la Direction de l'Evaluation, des Etudes et de la Prospective de Bpifrance (DEEP), et les pondérations à leur affecter.

8.1.4.1. – Détail des scénarii

Depuis le 30 juin 2020, Bpifrance retient quatre scénarii forward looking pour le calcul des ECL. Ces scénarii ont été actualisés fin novembre 2025.

La clientèle de Bpifrance étant constituée d'entreprises françaises, les scénarii définis ne portent que sur des indicateurs macroéconomiques français. Les indicateurs retenus sont le taux de croissance du PIB, le taux de chômage, les taux OAT (à 2 et 10 ans) et l'endettement des administrations publiques (APU).

Les scénarii central et dégradés s'appuient sur les scénarii du cadrage macroéconomique du groupe CDC réalisé une fois par an, en début d'année, avec l'appui du réseau des économistes du Groupe. Toutefois, ces scénarii ont été actualisés en fin d'année afin de tenir compte de l'évolution des indicateurs conjoncturels et des dernières informations disponibles. La mise à jour du scénario central s'appuie, en outre, sur une version actualisée par le groupe CDC en septembre 2025. Le scénario optimiste reste, quant à lui, proposé dans son intégralité par la DEEP.

Les scénarii tiennent compte de l'impact négatif de l'incertitude politique et économique sur l'économie française. Il est fait l'hypothèse que cette incertitude continuerait à limiter la consommation des ménages ainsi que les intentions d'embauches et d'investissements des entreprises. L'activité resterait modérée aussi du fait d'une politique budgétaire plus restrictive, destinée à renforcer les finances publiques. Les scénarii tiennent également compte de l'impact négatif des incertitudes sur le plan international et plus particulièrement, celles liées aux hausses de tarifs douaniers des États-Unis ; impact sur la croissance qui serait compensé dans une moindre mesure par les effets d'entraînement du plan d'investissement allemand. L'inflation en zone euro fluctuant autour de la cible de 2 % depuis plus d'un an, la BCE semble avoir achevé l'assouplissement de sa politique monétaire ; ainsi, les taux directeurs resteraient durablement à un niveau neutre pour l'économie européenne. En 2026, une atténuation des contraintes pesant sur la demande se traduirait par une légère accélération de la croissance (+0,9 %).

Les scénarii tiennent également compte des conséquences économiques de la transition écologique et énergétique (TEE) qui se traduirait par un choc d'offre négatif, au moins temporaire, pesant sur la croissance potentielle et soutenant l'inflation sur l'ensemble de la période de prévision (2025-2030).

Les prévisions de croissance du scénario central de 2025 (+0,8 %) et de 2026 (+0,9 %) sont alignées avec celles des différents instituts.

Croissance du PIB (en %)		2025	2026
Scénario optimiste	nov.-25	0,8	1,7
Scénario central	nov.-25	0,8	0,9
Scénario dégradé inflationniste avec krach obligataire	nov.-25	0,8	-1,5
Scénario dégradé en L	nov.-25	0,8	-1,5
FMI	janv.-26	0,8	1,0
Commission européenne*	nov.-25	0,7	0,9

OCDE	déc.-25	0,8	1,0
Banque de France	déc.-25	0,9	1,0
Consensus Forecast - min	déc.-25	0,6	0,6
Consensus Forecast - moyenne	déc.-25	0,8	0,9
Consensus Forecast - max	déc.-25	0,9	1,2

**La prévision de la Commission Européenne est en léger retrait par rapport à celle des autres instituts car elle n'intègre pas la hausse inattendue de la croissance au troisième trimestre.*

Les incertitudes relatives aux perspectives de croissance restent élevées. Le scénario optimiste anticipe une croissance plus dynamique en 2026 en raison d'une dissipation plus rapide des incertitudes politiques et économiques et de la mobilisation du surplus d'épargne par les ménages, ayant pour effet de dynamiser la consommation. À l'inverse, le scénario dégradé inflationniste avec krach obligataire envisage un choc à la fois récessif et inflationniste dû à des tensions fortes et durables sur les approvisionnements et sur les prix des intrants. De plus, les effets dépressifs de ce choc seraient persistants en raison d'un nombre plus important de faillites d'entreprises et d'une détérioration plus marquée du marché du travail. Le scénario dégradé en « L » fait, quant à lui, l'hypothèse d'un choc récessif fort sur le PIB de nature sanitaire, financière ou conjoncturelle, qui se traduirait, à l'inverse, par une baisse de l'inflation.

Scénario optimiste

Taux de croissance ou taux (moyenne annuelle, en %)

	2025	2026	2027	2028	2029	2030
PIB	0,8	1,7	1,6	1,5	1,5	1,5
Dettes des APU en fin d'année	116					
Taux de chômage (France métropolitaine)	7,4	7,2	7	7	7	7
Taux OAT 2 ans (moyenne T4)	2,2	2,2	2	2	2	2
Taux OAT 10 ans (moyenne T4)	3,5	3	2,7	2,7	2,7	2,7

Scénario central

Taux de croissance ou taux (moyenne annuelle, en %)

	2025	2026	2027	2028	2029	2030
PIB	0,8	0,9	0,9	1	1	1
Dettes des APU en fin d'année	116	119	121	122	123	123
Taux de chômage (France métropolitaine)	7,4	7,5	7,6	7,6	7,6	7,5
Taux OAT 2 ans (moyenne du T4)	2,2	2,5	2,7	2,6	2,6	2,6
Taux OAT 10 ans (moyenne du T4)	3,5	3,6	3,5	3,4	3,4	3,4

Scénario dégradé inflationniste avec krach obligataire

Taux de croissance ou taux (moyenne annuelle, en %)

	2025	2026	2027	2028	2029	2030
PIB	0,8	-1,5	0	0,5	0,5	0,5
Dettes des APU en fin d'année	116	122	127	132	136	139
Taux de chômage (France métropolitaine)	7,4	8,7	9,2	9,5	9,6	9,6
Taux OAT 2 ans (moyenne T4)	2,2	5,4	4,9	4,9	4,9	4,9
Taux OAT 10 ans (moyenne T4)	3,5	6	5,5	5,5	5,5	5,5

Scénario dégradé en L

Taux de croissance ou taux (moyenne annuelle, en %)

	2025	2026	2027	2028	2029	2030
PIB	0,8	-1,5	0	0,5	0,5	0,5
Dettes des APU en fin d'année	116	124	129	134	139	142
Taux de chômage (France métropolitaine)	7,4	8,7	9,2	9,5	9,6	9,6
Taux OAT 2 ans (moyenne T4)	2,2	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7
Taux OAT 10 ans (moyenne T4)	3,5	0	0	0	0	0

8.1.4.2. – Évolution des pondérations

Les pondérations des scénarii au 31 décembre 2025 demeurent inchangées par rapport à l'exercice précédent.

Scénario	Pondérations 31/12/2025	Pondérations 31/12/2024
Optimiste	15 %	15 %
Central	65 %	65 %
Dégradé inflationniste avec krach obligataire	15 %	15 %
Dégradé en L	5 %	5 %

8.1.5. – Ajustements8.1.5.1. – Ajustements sectoriels**BTP**

Le nombre de permis de construire et de mises en chantier reste à un niveau historiquement bas et ne présente pas de perspectives de reprise importante.

L'instabilité politique et budgétaire, renforcée par le contexte des élections municipales, accentue les incertitudes pour ce secteur.

Les difficultés conjoncturelles du secteur du BTP sont jugées durables. Un ajustement d'un rang des notations internes de ce secteur est donc appliqué dans le calcul des ECL au 31 décembre 2025.

L'effet de cet ajustement est une augmentation de 14,4 M€ des ECL à fin décembre 2025 (8,9 M€ au 31 décembre 2024) et un transfert de 0,6 Md € d'encours du bucket 1 au bucket 2.

Commerce de détail

Le pouvoir d'achat des ménages reste sous tension malgré le ralentissement de l'inflation. Les faibles indices de confiance des ménages et leur taux d'épargne élevé pèsent sur leurs dépenses de consommation. Cela affecte la situation du secteur du commerce de détail, en particulier de produits manufacturés.

Les défaillances d'enseignes sont encore importantes et les difficultés du secteur sont durables.

Les grandes surfaces alimentaires sont moins concernées par ces difficultés car les biens de première nécessité qu'elles commercialisent sont moins soumis à arbitrage.

Par conséquent, une dégradation d'un rang est appliquée aux entreprises du secteur du commerce de détail, hors grandes surfaces alimentaires, dans le calcul des ECL au 31 décembre 2025. Cet ajustement entraîne une augmentation de 8,9 M€ des ECL (8,2 M€ au 31 décembre 2024) et le reclassement en bucket 2 de 0,3 Md € d'encours auparavant classés en bucket 1.

Transport et logistique

L'activité du secteur transport/logistique est sous pression du fait du contexte économique et de la faible demande. Par ailleurs, les coûts opérationnels du secteur restent élevés et continuent d'augmenter alors que la pression concurrentielle est forte. Cela fragilise durablement les entreprises du secteur.

Ainsi, une dégradation d'un rang des notations internes est appliquée aux entreprises de ce secteur dans le calcul des ECL au 31 décembre 2025. L'effet de cet ajustement est une augmentation de l'ECL de 13,0 M€ (11,5 M€ au 31 décembre 2024) et le reclassement d'un encours de 0,4 Md € de bucket 1 en bucket 2.

Automobile et aéronautique

Les PME et ETI de l'aéronautique restent fragilisées par des besoins d'investissements importants et des contraintes industrielles fortes, qui limitent leur capacité à suivre le rythme de la croissance de l'activité des avionneurs.

Le secteur de l'automobile reste fragilisé par les conséquences de l'électrification et des mutations structurelles qui en découlent. Par ailleurs, la concurrence internationale s'accroît.

Pour ces deux secteurs, les difficultés sont jugées durables et une dégradation d'un rang des notations internes utilisées dans le calcul des ECL est appliquée au 31 décembre 2025. L'effet de cet ajustement est une augmentation de l'ECL de 5,9 M€ (4,6 M€ au 31 décembre 2024) et un reclassement en bucket 2 de 0,3 Md € d'encours.

8.1.5.2. – Autres ajustements Forward Looking**Entreprises bénéficiant d'un PGE**

Les prêts garantis par l'Etat (PGE) ont été distribués massivement à partir du printemps 2020 afin de soutenir la trésorerie des entreprises fragilisées par la pandémie de Covid-19. Les entreprises qui ont bénéficié d'un PGE et ne l'ont pas encore remboursé doivent à présent faire face à une charge financière supplémentaire pouvant entraîner des difficultés pour une partie d'entre elles.

Pour intégrer ce risque sur la capacité de remboursement des entreprises bénéficiaires de PGE, un ajustement des ECL reste appliqué au 31 décembre 2025. Cet ajustement concerne les entreprises dont les ressources disponibles sont jugées

insuffisantes pour assurer le remboursement du dernier semestre de PGE. Il se traduit par une augmentation des ECL de 5 M€ (39 M€ au 31 décembre 2024) et un reclassement en bucket 2 de 0,3 Md € d'encours.

Innovation

La sinistralité des entreprises innovantes se maintient à un niveau élevé en 2025. Le contexte de levées de fonds reste difficile et remet en cause le modèle économique de certaines entreprises, qui repose sur des levées de fonds successives pour financer leur activité déficitaire durant les premières années. Dans ce contexte, un ajustement des ECL reste appliqué au 31 décembre 2025 sur la population des entreprises innovantes, dont la survie à un horizon d'un an apparaît compromise en l'absence de nouvelle levée de fonds. Cet ajustement conduit à une augmentation des ECL de 18 M€ (25 M€ au 31 décembre 2024) et au classement en bucket 2 de 0,8 Md € d'encours.

Valorisations immobilières

Le décret tertiaire impose des obligations d'amélioration de la performance énergétique des biens immobiliers et des obligations déclaratives sur leur consommation actuelle. Une part conséquente des encours de Bpifrance est garantie par des biens immobiliers concernés par ce décret. Les données disponibles montrent qu'une part significative des entreprises n'a pas procédé aux déclarations obligatoires. Cela traduit une prise en compte insuffisante des obligations réglementaires et représente un risque sur la valorisation à terme des biens concernés. Un ajustement post-modèle de 9 M€ est appliqué au 31 décembre 2025 pour la prise en compte de ce risque (25 M€ au 31 décembre 2024). Cet ajustement post-modèle porte sur un risque lié à la perte en cas de défaut et non aux probabilités de défaut, il n'a pas d'effet sur l'évaluation de la dégradation significative du risque de crédit et n'entraîne donc pas de changement dans la classification par bucket des encours concernés. Au 31 décembre 2024, un ajustement post-modèle de 15 M€ avait été comptabilisé au titre du risque de valorisation de l'immobilier de bureaux. Au 31 décembre 2025, cet ajustement est supprimé car la correction de marché est désormais intégrée dans les valorisations et les perspectives apparaissent à présent stabilisées, voire légèrement favorables sur les segments clés du portefeuille.

Prêts Rebond

Déployés en 2020 dans le contexte de la crise sanitaire Covid-19, les prêts Rebond ont été mis en place en partenariat avec les régions afin de soutenir les entreprises affectées par cette crise. Chaque région a apporté une dotation, couvrant le coût du risque des prêts mis en place sur son territoire, dans une certaine limite. L'analyse des portefeuilles de prêts Rebond montre que l'un de ces portefeuilles aura probablement à terme un coût du risque total supérieur au montant de la dotation reçue. Ce dépassement prévisible de la dotation donne lieu à un ajustement des ECL de 2,5 M€ au 31 décembre 2025 (6 M€ au 31 décembre 2024) et entraîne le reclassement en bucket 2 de 0,01 Md €.

8.1.6. – Analyse de sensibilité de l'ECL aux scénarii macroéconomiques

Comme décrit précédemment, les quatre scénarii macroéconomiques retenus dans le calcul de l'ECL au 31 décembre 2025 correspondent à des situations économiques très différentes. Par conséquent, ils conduisent à des montants d'ECL sensiblement différents (Les calculs de sensibilité aux scénarii sont réalisés hors ajustements sur les risques innovation, PGE, valorisations immobilières et prêts Rebond. Les 34 M€ d'ajustement concernés sont ajoutés au résultat des calculs pour chaque scénario).

Scénario	Montant de l'ECL en cas de pondération à 100 % du scénario (M€)	En pourcentage de l'ECL comptabilisée au 31/12/25
Optimiste	395	93 %
Central	407	96 %
Dégradé inflationniste avec krach obligataire	507	120 %
Dégradé en L	472	112 %

8.1.7. – Risques climatiques

L'impact des risques climatiques sur le provisionnement du risque de crédit est intégré dans le calcul des ECL à travers leur effet sur les trajectoires macroéconomiques. En effet, les trajectoires macroéconomiques retenues au 31 décembre 2025 prennent en compte une estimation de l'effet des risques climatiques sur la trajectoire de croissance, en considérant que les investissements nécessaires au respect des trajectoires de décarbonation sont assimilables à un choc d'offre qui affecte négativement la croissance du PIB.

8.2. – Risque de crédit de l'activité clientèle et risque de contrepartie des activités financières – Analyses quantitatives

Exposition maximum au risque de crédit

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	1 865,4	1 746,2
Instruments dérivés de couverture actif	78,3	121,8
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	1 452,0	1 580,5
Titres au coût amorti	12 048,3	10 890,0
Prêts et créances envers les établissements de crédit, au coût amorti	1 635,6	1 757,4
Prêts et créances envers la clientèle, au coût amorti	51 008,8	49 935,0
Opérations de location financement et assimilées, au coût amorti	6 232,9	6 362,9
Engagements de garantie donnés et engagements par signature	15 138,1	14 481,8
Engagements de financement donnés	10 913,4	9 952,6
Total	100 372,8	96 828,2

Concentrations

Conformément à la norme IFRS 7, Bpifrance a défini au sein des catégories comptables d'instruments financiers d'IFRS 9, des classes d'actifs adaptées à son activité et à son mode de reporting interne. Ainsi, à la catégorie « Prêts et créances envers la clientèle », correspondent les classes d'actifs suivantes :

- PLMT (Prêts à Long et Moyen Terme),
- FCT (Financement Court Terme),
- Autres.

La catégorie « Opérations de location financement » se détaille selon les classes d'actifs suivantes :

- CBI (Crédit-Bail Immobilier),
- CBM (Crédit-Bail Mobilier).

Concentrations par type de contrepartie

Concentration des risques par type de contrepartie sur tous les actifs financiers

Type de contrepartie/émetteur (En millions d'euros.)	31/12/2025						Total
	Banques centrales	Administrations publiques	Etablissements de crédit	Autres entreprises financières	Entreprises non financières	Ménages	
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	0,0	0,0	0,0	0,0	1 865,4	0,0	1 865,4
Instruments financiers dérivés de couverture actif	0,0	0,0	78,3	0,0	0,0	0,0	78,3
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	0,0	908,9	477,2	13,8	52,1	0,0	1 452,0
Titres au coût amorti	0,0	10 528,6	934,6	507,9	77,2	0,0	12 048,3
Prêts et créances envers les établissements de crédit, au coût amorti	0,0	0,0	1 635,6	0,0	0,0	0,0	1 635,6
Prêts et créances envers la clientèle, au coût amorti	0,0	7 046,5	0,0	0,0	43 962,3	0,0	51 008,8
PLMT	0,0	0,0	0,0	0,0	42 270,0	0,0	42 270,0
FCT	0,0	0,0	0,0	0,0	1 676,6	0,0	1 676,6
Autres	0,0	7 046,5	0,0	0,0	15,7	0,0	7 062,2
Opérations de location financement, au coût amorti	0,0	0,0	0,0	0,0	6 232,9	0,0	6 232,9
CBI	0,0	0,0	0,0	0,0	3 860,5	0,0	3 860,5
CBM	0,0	0,0	0,0	0,0	2 372,3	0,0	2 372,3
Total	0,0	18 484,0	3 125,7	521,7	52 189,9	0,0	74 321,3

Type de contrepartie/émetteur (En millions d'euros.)	31/12/2024						
	Banques centrales	Administrations publiques	Etablissements de crédit	Autres entreprises financières	Entreprises non financières	Ménages	Total
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	0,0	0,0	0,0	0,0	1 746,2	0,0	1 746,2
Instruments financiers dérivés de couverture actif	0,0	0,0	121,8	0,0	0,0	0,0	121,8
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	0,0	935,3	566,5	26,6	52,1	0,0	1 580,5
Titres au coût amorti	0,0	9 485,1	909,8	412,3	82,8	0,0	10 890,0
Prêts et créances envers les établissements de crédit, au coût amorti	0,0	0,0	1 757,4	0,0	0,0	0,0	1 757,4
Prêts et créances envers la clientèle, au coût amorti	0,0	7 042,3	0,0	0,0	42 892,7	0,0	49 935,0
PLMT	0,0	0,0	0,0	0,0	41 221,1	0,0	41 221,1
FCT	0,0	0,0	0,0	0,0	1 473,9	0,0	1 473,9
Autres	0,0	7 042,3	0,0	0,0	197,7	0,0	7 240,0
Opérations de location financement, au coût amorti	0,0	0,0	0,0	0,0	6 362,9	0,0	6 362,9
CBI	0,0	0,0	0,0	0,0	3 977,3	0,0	3 977,3
CBM	0,0	0,0	0,0	0,0	2 385,6	0,0	2 385,6
Total	0,0	17 462,7	3 355,5	438,9	51 136,7	0,0	72 393,8

Type de contrepartie/émetteur (En millions d'euros.)	31/12/2025						
	Banques centrales	Administrations publiques	Etablissements de crédit	Autres entreprises financières	Entreprises non financières	Ménages	Total
Engagements de garantie donnés et engagements par signature	0,0	0,0	0,0	0,0	15 138,1	0,0	15 138,1
Engagements de financement donnés	0,0	0,0	0,0	0,0	10 913,4	0,0	10 913,4

Type de contrepartie/émetteur (En millions d'euros.)	31/12/2024						
	Banques centrales	Administrations publiques	Etablissements de crédit	Autres entreprises financières	Entreprises non financières	Ménages	Total
Engagements de garantie donnés et engagements par signature	0,0	0,0	0,0	0,0	14 481,8	0,0	14 481,8
Engagements de financement donnés	0,0	0,0	0,0	0,0	9 952,6	0,0	9 952,6

Concentrations par notations

Ventilation des prêts et créances par classes d'instruments financiers

Notation interne (En millions d'euros.)	31/12/2025												
	Prêts et créances envers la clientèle												
	PLMT				FCT				Autres				Total
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	
Sans risque (*)				0				0	7 061			7 061	7 061
Risque faible	22 750	2 421		25 171	328	92		420				0	25 591
Risque moyen	6 274	5 262		11 536	497	397		894				0	12 430
Risque élevé	180	1 004		1 183	25	201		226				0	1 410
Non noté	946	801		1 747	1	1		2				0	1 749
Risque avéré			2 633	2 633			135	135			1	1	2 768
Total	30 149	9 489	2 633	42 270	852	690	135	1 677	7 061	0	1	7 062	51 009

* dont comptes ouverts auprès de l'Etat - Agence France Trésor - pour 7 046,5 M€

Notation interne (En millions d'euros.)	31/12/2024											
	Prêts et créances envers la clientèle											
	PLMT				FCT				Autres			
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
Sans risque (*)				0				0	7 239			7 239
Risque faible	22 694	2 301		24 996	445	29		475				0
Risque moyen	6 859	4 769		11 628	601	185		787				0
Risque élevé	94	307		401	17	60		77				0
Non noté	1 212	825		2 038	2			2				0
Risque avéré			2 157	2 157			133	133			1	1
Total	30 860	8 203	2 157	41 221	1 066	275	133	1 474	7 239	0	1	7 240

* dont comptes ouverts auprès de l'Etat - Agence France Trésor - pour 7 042,3 M€

Notation interne (En millions d'euros.)	31/12/2025									
	Opérations de location financement									
	CBI				CBM				Total	
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total		
Sans risque				0				0		0
Risque faible	1 949	347		2 296	1 579	295		1 875		4 170
Risque moyen	365	634		999	74	234		308		1 307
Risque élevé	10	97		107	5	68		73		180
Non noté	105	124		229	27	16		43		272
Risque avéré			230	230			74	74		304
Total	2 429	1 202	230	3 860	1 686	613	74	2 373		6 233

Notation interne (En millions d'euros.)	31/12/2024									
	Opérations de location financement									
	CBI				CBM				Total	
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total		
Sans risque				0				0		0
Risque faible	1 850	320		2 171	1 486	233		1 720		3 891
Risque moyen	494	721		1 215	145	388		534		1 749
Risque élevé	10	60		70	4	13		18		88
Non noté	162	134		297	19	29		49		346
Risque avéré			223	223			65	65		288
Total	2 518	1 236	223	3 977	1 656	665	65	2 386		6 363

Ventilation des autres actifs par catégories comptables

Notation (En millions d'euros.)	31/12/2025												
	Actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat	Actifs financiers évalués à la juste valeur par capitaux propres				Titres au coût amorti				Prêts et créances envers les établissements de crédit			
	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
Aaa	22,5	310,0			310,0	467,4			467,4	0,0			0,0
Aa1	0,0	23,9			23,9	39,9			39,9	0,0			0,0
Aa2	1,5	1,1			1,1	34,7			34,7	908,8			908,8
Aa3	35,2	140,8			140,8	88,4			88,4	0,2			0,2
A1	3,4	894,4			894,4	11 015,3			11 015,3	219,7			219,7
A2	7,6	32,2			32,2	359,9			359,9	0,9			0,9
A3	27,0	49,6			49,6	41,2			41,2	0,0			0,0
Baa1	22,9	0,0			0,0	0,0			0,0	0,0			0,0
Baa2	9,2	0,0			0,0	0,0			0,0	0,0			0,0
Non notés	1 736,1	0,0			0,0	1,5			1,5	506,1			506,1
Total	1 865,4	1 452,0	0,0	0,0	1 452,0	12 048,3	0,0	0,0	12 048,3	1 635,6	0,0	0,0	1 635,6

Notation (En millions d'euros.)	31/12/2024												
	Actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat	Actifs financiers évalués à la juste valeur par capitaux propres				Titres au coût amorti				Prêts et créances envers les établissements de crédit			
	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
Aaa	22,9	338,2			338,2	486,4			486,4	0,0			0,0
Aa1	0,0	23,4			23,4	32,0			32,0	0,0			0,0
Aa2	6,2	1,9			1,9	38,9			38,9	976,3			976,3
Aa3	40,0	1 003,7			1 003,7	9 541,2			9 541,2	335,6			335,6

A1	5,9	136,3			136,3	600,5			600,5	67,9			67,9	810,6
A2	5,6	28,7			28,7	168,6			168,6	10,5			10,5	213,4
A3	30,4	48,3			48,3	22,4			22,4	0,0			0,0	101,1
Baa1	20,1	0,0			0,0	0,0			0,0	0,0			0,0	20,1
Baa2	19,1	0,0			0,0	0,0			0,0	0,0			0,0	19,1
Non notés	1 595,8	0,0			0,0	0,0			0,0	367,0			367,0	1 962,9
Total	1 746,2	1 580,5	0,0	0,0	1 580,5	10 890,0	0,0	0,0	10 890,0	1 757,4	0,0	0,0	1 757,4	15 974,1

Concentrations par secteur d'activité économique des portefeuilles de prêts et créances à la clientèle et des opérations de location financement

Le groupe Bpifrance réalise son activité sur le territoire français.

Secteurs d'activité économique (En millions d'euros.)	31/12/2025												
	PLMT				FCT				Autres				Total
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	
Commerce	2 191,2	748,6	251,7	3 191,5	80,3	75,0	15,9	171,2	0,0	0,0	0,0	0,0	3 362,7
Industrie	8 048,4	1 868,0	567,3	10 483,7	209,3	167,2	28,1	404,6	0,0	0,0	0,0	0,0	10 888,3
Services	17 947,2	6 193,6	1 637,7	25 778,5	450,3	150,1	36,0	636,4	* 7 060,9	0,0	1,3	7 062,2	33 477,1
BTP	384,7	294,3	67,9	746,9	110,0	297,7	51,2	458,9	0,0	0,0	0,0	0,0	1 205,8
Tourisme	1 577,4	384,2	107,8	2 069,4	1,9	0,4	3,2	5,5	0,0	0,0	0,0	0,0	2 074,9
Total	30 148,9	9 488,7	2 632,4	42 270,0	851,8	690,4	134,4	1 676,6	7 060,9	0,0	1,3	7 062,2	51 008,8

* dont comptes ouverts auprès de l'Etat - Agence France Trésor - pour 7 046,5 M€

Secteurs d'activité économique (En millions d'euros.)	31/12/2024												
	PLMT				FCT				Autres				Total
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	
Commerce	2 528,1	570,4	232,0	3 330,5	94,3	22,3	21,2	137,8	0,0	0,0	0,0	0,0	3 468,3
Industrie	8 310,5	1 231,6	496,7	10 038,8	222,1	55,1	26,6	303,8	179,0	0,0	0,0	179,0	10 521,6
Services	18 048,5	5 702,7	1 289,4	25 040,6	468,0	116,2	37,2	621,4	* 7 059,7	0,0	1,3	7 061,0	32 723,0
BTP	462,7	256,0	52,6	771,3	279,1	81,4	46,6	407,1	0,0	0,0	0,0	0,0	1 178,4
Tourisme	1 510,3	443,2	86,4	2 039,9	2,4	0,2	1,2	3,8	0,0	0,0	0,0	0,0	2 043,7
Total	30 860,1	8 203,9	2 157,1	41 221,1	1 065,9	275,2	132,8	1 473,9	7 238,7	0,0	1,3	7 240,0	49 935,0

* dont comptes ouverts auprès de l'Etat - Agence France Trésor - pour 7 042,3 M€

Secteurs d'activité économique (En millions d'euros.)	31/12/2025								
	CBI				CBM				Total
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	
Commerce	454,8	25,8	1,3	481,9	109,4	51,1	8,9	169,4	651,3
Industrie	177,8	123,8	34,2	335,8	354,6	95,7	14,5	464,8	800,6
Services	1 590,4	945,8	172,5	2 708,7	1 016,2	321,3	41,9	1 379,4	4 088,1
BTP	23,5	22,4	0,5	46,4	109,8	134,9	6,7	251,4	297,8
Tourisme	182,5	83,7	21,5	287,7	95,6	10,2	1,6	107,4	395,1
Total	2 429,0	1 201,5	230,0	3 860,5	1 685,6	613,2	73,6	2 372,4	6 232,9

Secteurs d'activité économique (En millions d'euros.)	31/12/2024								
	CBI				CBM				Total
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	
Commerce	455,3	16,5	1,7	473,5	127,4	40,9	11,1	179,4	652,9
Industrie	217,7	79,9	16,6	314,2	484,9	108,8	5,8	599,5	913,7
Services	1 635,0	1 020,9	178,8	2 834,7	845,2	363,6	42,0	1 250,8	4 085,5
BTP	24,2	11,9	0,7	36,8	136,6	127,0	5,6	269,2	306,0
Tourisme	185,9	106,7	25,5	318,1	61,5	25,0	0,2	86,7	404,8
Total	2 518,1	1 235,9	223,3	3 977,3	1 655,6	665,3	64,7	2 385,6	6 362,9

Secteurs d'activité économique (En millions d'euros.)	31/12/2025					
	Commerce	Industrie	Services	BTP	Tourisme	Total
Engagements de garantie donnés et engagements par signature	2 680,7	2 488,6	6 966,9	209,3	2 792,6	15 138,1

Secteurs d'activité économique (En millions d'euros.)	31/12/2024					
	Commerce	Industrie	Services	BTP	Tourisme	Total
Engagements de garantie donnés et engagements par signature	2 463,1	2 954,5	6 035,0	755,0	2 274,2	14 481,8

Actifs financiers individuellement dépréciés par secteur d'activité économique

Secteurs d'activité (En millions d'euros.)	31/12/2025									
	Prêts et créances envers les établissements de crédit		Prêts et créances envers la clientèle							
			PLMT		FCT		Autres		Total	
	Montant brut	Montant net	Montant brut	Montant net	Montant brut	Montant net	Montant brut	Montant net	Montant brut	Montant net
Commerce	0,0	0,0	382,9	251,7	26,9	15,9	0,0	0,0	409,8	267,6
Industrie	0,0	0,0	743,9	567,3	34,7	28,1	0,0	0,0	778,6	595,4
Services	0,0	0,0	2 082,9	1 637,7	78,1	36,0	1,3	1,3	2 162,3	1 675,0
BTP	0,0	0,0	112,1	67,9	60,4	51,2	0,0	0,0	172,5	119,1
Tourisme	0,0	0,0	131,3	107,8	0,0	3,2	0,0	0,0	131,3	111,0
Total	0,0	0,0	3 453,1	2 632,4	200,1	134,4	1,3	1,3	3 654,5	2 768,1

Secteurs d'activité (En millions d'euros.)	31/12/2025					
	Opérations de location financement					
	CBI		CBM		Total	
	Montant brut	Montant net	Montant brut	Montant net	Montant brut	Montant net
Commerce	1,3	1,3	14,9	8,9	16,2	10,2
Industrie	50,5	34,2	19,0	14,5	69,5	48,7
Services	194,4	172,5	55,6	41,9	250,0	214,4
BTP	0,5	0,5	10,5	6,7	11,0	7,2
Tourisme	26,4	21,5	2,6	1,6	29,0	23,1
Total	273,1	230,0	102,6	73,6	375,7	303,6

Secteurs d'activité (En millions d'euros.)	31/12/2024									
	Prêts et créances envers les établissements de crédit		Prêts et créances envers la clientèle							
			PLMT		FCT		Autres		Total	
	Montant brut	Montant net	Montant brut	Montant net	Montant brut	Montant net	Montant brut	Montant net	Montant brut	Montant net
Commerce	0,0	0,0	341,2	232,0	56,3	21,2	0,0	0,0	397,5	253,2
Industrie	0,0	0,0	657,6	496,7	30,6	26,6	0,0	0,0	688,2	523,3
Services	0,0	0,0	1 711,7	1 289,4	73,9	37,2	1,3	1,3	1 786,9	1 327,9
BTP	0,0	0,0	95,4	52,6	2,6	46,6	0,0	0,0	98,0	99,2
Tourisme	0,0	0,0	113,3	86,4	6,1	1,2	0,0	0,0	119,4	87,6
Total	0,0	0,0	2 919,2	2 157,1	169,5	132,8	1,3	1,3	3 090,0	2 291,2

Secteurs d'activité (En millions d'euros.)	31/12/2024					
	Opérations de location financement					
	CBI		CBM		Total	
	Montant brut	Montant net	Montant brut	Montant net	Montant brut	Montant net
Commerce	1,9	1,7	16,5	11,1	18,4	12,8
Industrie	54,6	16,6	10,6	5,8	65,2	22,4
Services	176,6	178,8	49,9	42,0	226,5	220,8
BTP	0,7	0,7	9,7	5,6	10,4	6,3
Tourisme	31,2	25,5	0,2	0,2	31,4	25,7
Total	265,0	223,3	86,9	64,7	351,9	288,0

Compensation des actifs et des passifs financiers

(En millions d'euros.)	31/12/2025					
	Montants bruts comptabilisés	Montants compensés au bilan	Montants nets présentés au bilan	Montants se rattachant aux instruments financiers non compensés sur le bilan		
				Impact des accords de compensation	Collatéraux donnés/reçus	Montants nets
Actif						
Instruments dérivés de couverture de taux	1 779,8	1 725,9	54,0	0,0	0,0	54,0
Prises en pension, emprunts de titres et accords similaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Passif						
Instruments dérivés de couverture de taux	1 041,0	1 039,8	1,2	0,0	8,7	9,9
Mises en pension, prêts de titres et accords similaires	9 417,9	0,0	9 417,9	0,0	0,0	9 417,9

(En millions d'euros.)	31/12/2024					
	Montants bruts comptabilisés	Montants compensés au bilan	Montants nets présentés au bilan	Montants se rattachant aux instruments financiers non compensés sur le bilan		
				Impact des accords de compensation	Collatéraux donnés/reçus	Montants nets
Actif						
Instruments dérivés de couverture de taux	1 855,2	1 807,5	47,7	0,0	0,0	47,7
Prises en pension, emprunts de titres et accords similaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Passif						
Instruments dérivés de couverture de taux	1 352,8	1 349,6	3,1	0,0	62,6	65,7
Mises en pension, prêts de titres et accords similaires	9 561,4	0,0	9 561,4	0,0	0,0	9 561,4

Actifs financiers transférés non décomptabilisés

(En millions d'euros.)	31/12/2025		31/12/2024	
	Valeur comptable des actifs transférés	Valeur comptable des passifs associés	Valeur comptable des actifs transférés	Valeur comptable des passifs associés
Opérations de pensions				
Actifs financiers au coût amorti	8 813,5	8 841,2	8 884,8	8 948,5
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	604,4	606,1	676,7	681,4
Total des actifs transférés	9 417,9	9 447,3	9 561,4	9 630,0

Actifs financiers remis et reçus en garantie

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Valeur comptable des actifs remis en garantie		
Titres remis en garantie des dispositifs de refinancement	3 481,4	3 563,2
Dépôts de garantie	200,9	193,5
Titres donnés en pension livrée	9 417,9	9 561,4
Total des actifs remis en garantie	13 100,2	13 318,1

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Juste valeur des actifs financiers reçus en garantie		
Titres reçus en pension livrée	0,0	0,0
Total	0,0	0,0

Information quantitative relative aux garanties détenues

L'effet financier des garanties détenues sur les opérations de prêts et avances (hors activité innovation) est mesuré par le montant maximum de sûretés ou garanties pouvant être pris en considération selon la directive européenne CRD4 et le règlement européen CRR entrés en vigueur au 1^{er} janvier 2014. Le montant des sûretés et garanties reçues s'élève à 17 357,55 M€ au 31 décembre 2025 contre 17 658,51 M€ au 31 décembre 2024.

8.3. – Risque de liquidité

Flux de trésorerie payables par le groupe Bpifrance relatifs à ses dettes financières ventilées par maturité contractuelle résiduelle

Les tableaux ci-dessous présentent les flux contractuels non actualisés (capital et intérêts) :

Flux annuels (En millions d'euros.)	31/12/2025						
	Valeur comptable	Total des flux entrants (sortants)	A demande	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans
Remboursement des emprunts à terme	47 441	-51 626	0	-830	-7 272	-27 506	-16 019
Emprunts obligataires garantis par l'EPIC Bpifrance	45 050	-49 384	0	-804	-6 870	-26 725	-14 985
Emprunts et comptes à terme établissements de crédit	618	-696	0	94	-19	-300	-471
Emprunts et comptes à terme clientèle	1 772	-1 546	0	-119	-383	-481	-563
Remboursement des refinancements court terme	16 972	-17 186	0	-8 527	-8 332	-264	-64
Comptes ordinaires	177	-177	0	-177	0	0	0

Emprunts JJ	0	0	0	0	0	0	0
Certificats de dépôts et BMTN	7 348	-7 521	0	-2 408	-4 785	-264	-64
Titres donnés en pension livrée	9 447	-9 489	0	-5 942	-3 546	0	0
Dettes locatives	142	-151	0	-7	-26	-102	-16
Instruments dérivés (*)	27	-27	0	0	0	-26	-1
Dérivés hors couverture	22	-22	0	0	0	-22	0
Dérivés de couverture	5	-5	0	0	0	-4	-1

(*) Echéancement des justes valeurs

Flux annuels (En millions d'euros.)	31/12/2024						
	Valeur comptable	Total des flux entrants (sortants)	A demande	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans
Remboursement des emprunts à terme	44 187	-47 738	0	-2 334	-4 911	-26 001	-14 492
Emprunts obligataires garantis par l'EPIC Bpifrance	42 345	-45 916	0	-2 063	-4 394	-25 480	-13 979
Emprunts et comptes à terme établissements de crédit	29	-5	0	0	-5	0	0
Emprunts et comptes à terme clientèle	1 813	-1 816	0	-271	-512	-521	-513
Remboursement des refinancements court terme	16 993	-16 462	0	-7 303	-8 243	-916	0
Comptes ordinaires	267	267	0	267		0	0
Emprunts JJ	0	0	0	0	0	0	0
Certificats de dépôts et BMTN	7 096	-7 279	0	-3 546	-3 279	-454	0
Titres donnés en pension livrée	9 630	-9 450	0	-4 024	-4 964	-462	0
Dettes locatives	157	-172	0	-9	-27	-115	-21
Instruments dérivés (*)	9	-9	0	0	0	-7	-2
Dérivés hors couverture	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de couverture	9	-9	0	0	0	-7	-2

(*) Echéancement des justes valeurs

Face à ses passifs financiers, le groupe Bpifrance dispose d'un encours de titres mobilisables, soit auprès de la BCE, soit par mise en pension livrée, selon les conditions de taux les plus favorables.

Les engagements de financement donnés (11,1 Md € à fin 2025 contre 9,9 Md € à fin 2024) n'ont pas d'échéancier contractuel. Après signature du contrat, ils sont décaissables à la demande du client. Les engagements de garantie donnés (15,8 Md € à fin 2025 contre 15 Md € à fin 2024) peuvent se matérialiser par des flux de décaissement si l'entreprise bénéficiaire du prêt garanti est défaillante et au terme du processus de recouvrement opéré par l'établissement garanti.

Note 9. – Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités

9.1. – Hypothèses et jugements importants

Certaines filiales et entreprises associées n'ont pas été retenues dans le périmètre de consolidation compte tenu de leur caractère négligeable.

Hormis ces exclusions, le Groupe n'est pas en situation d'exercer un contrôle sur une filiale non négligeable dont il détient moins de la moitié des droits de vote ou d'exercer une influence notable sur des entreprises associées dont il détient moins de 20 % des droits de vote, à l'exception de ST Microelectronics et Soitec que Bpifrance met en équivalence malgré un pourcentage de droits de vote inférieur à 20 %.

En effet, pour ST Microelectronics, le président non-exécutif du conseil de surveillance est le Directeur Général de Bpifrance et ce dernier siège dans plusieurs comités spécialisés. De ce fait, Bpifrance est en capacité d'exercer une influence notable sur ST Microelectronics.

En ce qui concerne Soitec, Bpifrance est l'actionnaire disposant de la portion de droits de vote la plus importante et est représenté, outre au conseil d'Administration, à tous les comités.

9.2. – Intérêts détenus dans des filiales

Intérêts minoritaires dans les activités du Groupe

Le Groupe ne détient pas de participations dans des filiales ayant des intérêts minoritaires considérés comme significatifs.

Nature et étendue des restrictions importantes

Le Groupe ne dispose pas de restrictions importantes de nature légale, réglementaire ou contractuelle, limitant sa faculté à accéder aux actifs du Groupe ou à régler les passifs du Groupe.

9.3. – Intérêts détenus dans des partenariats et entreprises associées

Intérêts dans des entreprises associées

Le groupe Bpifrance, par le biais de sa filiale Bpifrance Participations, a vocation à entrer au capital de sociétés porteuses de croissance et de compétitivité pour l'économie française en vue de stabiliser leur actionnariat et d'apporter les fonds propres nécessaires à leur développement.

Le Groupe détient des intérêts dans des entreprises associées considérées comme individuellement significatives. Ces intérêts sont présentés après les ajustements liés à l'application de la méthode de la mise en équivalence.

Tableau des intérêts dans les entreprises mises en équivalence

Au 31/12/2025 (En millions d'euros.)	ST (*) Microelectronics	Lac I	Soitec (*)
Etablissement principal	Suisse	France	France
Pourcentage de détention ultime	14,05 %	38,14 %	11,47 %
Méthode de consolidation	MEE	MEE	MEE
Dividendes reçus	39,6	0,0	0,0
Actif	22 590,7	4 706,5	2 736,7
Actifs non courants	12 786,4	4 704,8	1 188,6
Actifs courants	9 804,3	1,7	1 548,1
Actifs destinés à être cédés	0,0	0,0	0,0
Passif	22 590,7	4 706,5	2 736,7
Capitaux Propres	16 147,2	3 535,4	1 473,7
Passifs non courants	2 212,8	1 170,9	615,8
Passifs courants	4 230,6	0,2	647,2
Passifs liés aux actifs destinés à être cédés	0,0	0,0	0,0
Résultat part du groupe	39,1	49,5	-66,7
Produit des activités opérationnelles	4 496,2	0,0	230,7
EBITDA	0,0	0,0	
Résultat opérationnel	-12,8	-14,9	-35,1
Résultat financier	62,1	64,4	-22,4
IS	-6,0	0,0	-9,2
Résultat de l'ensemble consolidé	43,3	49,5	-66,7
Juste valeur (s'il existe un prix coté)	2 812,9	NA	95,0
Rapprochement avec la valeur comptable de ces intérêts			
Capitaux propres part du groupe	16 013,9	3 535,4	1 473,7
Capitaux propres au pourcentage d'intérêt	2 250,0	1 348,4	169,0
Ecart d'acquisition	0,0	0,0	-14,0
Retraitements de consolidation	1,4	174,3	-2,4
Valeur comptable des intérêts dans l'entreprise associée	2 251,4	1 522,7	152,7
Elimination des titres	-2 817,8	-1 292,0	-111,2
Valeur de mise en équivalence en capitaux propres	-566,4	230,7	41,5

(*) Informations financières IFRS semestrielles telles que publiées au 30 juin 2025 pour STMicroelectronics N.V., au 30 septembre 2025 pour SOITEC

Au 31/12/2024 (En millions d'euros.)	ST (**) Microelectronics	Eutelsat (*) Communications	Lac I	Soitec (*)
Etablissement principal	Suisse	France	France	France
Pourcentage de détention ultime	13,91 %	13,60 %	34,34 %	11,48 %
Méthode de consolidation	MEE	MEE	MEE	MEE
Dividendes reçus	41,7	0,0	0,0	0,0
Actif	22 097,4	8 518,4	5 379,1	2 607,1
Actifs non courants	11 667,1	7 202,0	5 378,2	1 211,3
Actifs courants	10 430,3	1 316,4	0,9	1 331,1
Actifs destinés à être cédés	0,0	0,0	0,0	64,7
Passif	22 097,4	8 518,4	5 379,1	2 607,1
Capitaux Propres	14 448,0	3 947,2	4 456,4	1 491,3
Passifs non courants	2 794,3	3 809,9	921,8	756,0
Passifs courants	4 855,1	761,3	0,9	326,7
Passifs liés aux actifs destinés à être cédés	0,0	0,0	0,0	33,1
Résultat part du groupe	1 100,0	-873,2	53,0	112,5
Produit des activités opérationnelles	6 446,2	606,2	0,0	337,7
EBITDA	0,0	334,9	0,0	0,0
Résultat opérationnel	905,8	-789,6	-16,0	23,5
Résultat financier	334,0	-99,1	69,0	-8,1
IS	-153,0	-7,6	0,0	-1,8
Résultat de l'ensemble consolidé	1 086,8	-897,3	53,0	13,8
Juste valeur (s'il existe un prix coté)	3 043,6	139,5	NA	356,9
Rapprochement avec la valeur comptable de ces intérêts				
Capitaux propres part du groupe	17 289,0	3 551,4	4 456,4	1 491,3
Capitaux propres au pourcentage d'intérêt	2 404,0	483,0	1 530,3	171,2
Ecart d'acquisition	0,0	0,0	0,0	93,8
Retraitements de consolidation	57,7	-343,5	-66,9	-2,4

Valeur comptable des intérêts dans l'entreprise associée	2 461,7	139,5	1 463,5	262,6
Elimination des titres	-2 817,8	-1 062,3	-1 293,6	-111,2
Valeur de mise en équivalence en capitaux propres	-356,1	-922,8	169,9	151,4

(*) Informations financières IFRS semestrielles telles que publiées au 31 décembre 2024 pour Eutelsat Communications

(**) Informations financières IFRS semestrielles telles que publiées au 30 juin 2024 pour STMicroelectronics N.V., au 30 septembre 2024 pour SOITEC

Intérêts dans des entreprises associées considérées comme non significatives

Le Groupe détient des intérêts dans des entreprises associées considérées comme individuellement non significatives.

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Valeur comptable globale	178,7	168,0
Montant global des quotes-parts		
Résultat net des activités poursuivies	3,5	9,2
Résultat net après impôt des activités abandonnées	0,0	0,0
Autres éléments du résultat global	5,0	-4,2
Résultat global	8,5	5,0

9.4. – Intérêts détenus dans des entités structurées non consolidées

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Nature et évolution des risques dans les entités structurées non consolidées		
Valeur comptable des actifs / passifs	533,3	496,6
Postes des états financiers où sont comptabilisés ces actifs / passifs	Actifs financiers évalués à la Juste valeur par résultat / Prêts et créances	Actifs financiers évalués à la Juste valeur par résultat / Prêts et créances
Montant de l'exposition maximale (bilan et hors bilan) de risque de perte (*)	1 378,0	1 011,4
Différence entre la valeur comptable et le risque maximum de perte	-844,7	-514,8

(*) Le montant d'exposition maximal de risque de perte a été évalué en additionnant les encours au bilan à ceux des engagements hors bilan, considérant que la somme des montants déjà engagés et ceux devant être décaissés représentent le mieux le risque de perte maximal dans les entités structurées non consolidées.

9.5. – Sociétés exclues de la consolidation et titres de participation non consolidés significatifs au 31 décembre 2025

Société exclue de la consolidation (> 20 % droits de vote et montant brut > à 0,5 % du capital de Bpifrance)

Nom	Siège social	% détention	Motif de non consolidation
LABRADOR INVESTMENT HOLDINGS LIMITED	LONDON	20,16 %	Détention d'une participation dans le Groupe Cerba à 4,96 % via une holding

Titres de participation non consolidés significatifs (% < 20 % et montant brut > 1 % du capital Bpifrance)

(En millions d'euros.)

Nom	Siège social	% détention	Capitaux Propres	Résultat
Doctolib	LEVALLOIS PERRET (France)	12,55 %	NC	NC
Orange	ISSY-LES-MOULINEAUX (France)	7,99 %	33 154	1 139
Stellantis	AMSTERDAM (Pays-Bas)	10,24 %	54 001	-22 332
Technip Energies	AMSTERDAM (Pays-Bas)	9,98 %	2 269	367
Valeo	PARIS (France)	9,13 %	4 071	255
Essilor	Charenton-Le-Pont (France)	0,42 %	39 493	2 443
Worldline	La Défense, PUTEAUX (France)	8,14 %	4 042	-5 183

Note 10. – Avantages au personnel et autres rémunérations

10.1. – Charges de personnel

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Salaires et traitements	-344,8	-326,3
Autres charges sociales	-162,3	-148,6
Charges fiscales	-42,5	-44,6
Charges des régimes à cotisations définies	-28,1	-25,8
Charges des régimes à prestations définies	-0,2	-2,5
Intéressement et participation	-46,0	-45,5
Dotations/reprises provisions pour engagements vis-à-vis du personnel	-0,3	2,4
Total des charges de personnel	-624,3	-590,9

10.2. – Autres avantages du personnel**Avantages postérieurs à l'emploi : régime à prestations définies**

Les avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies sont calculés conformément à IAS 19 « Avantages du personnel » et sont couverts par des provisions ou des contrats d'assurance Groupe.

Bpifrance contribue à deux régimes à prestations définies l'un relatif aux indemnités de fin de carrière et l'autre relatif aux frais de santé des retraités.

Indemnités de fin de carrière

Toutes les obligations relatives aux indemnités de fin de carrière sont couvertes par une assurance Groupe et ont été estimées à partir des engagements actés pour les salariés ayant opté pour un congé de fin de carrière et d'hypothèses relatives aux modalités de départ en retraite pour les autres salariés.

Frais de santé des retraités

Les engagements évalués au titre des frais de santé des retraités ont été provisionnés conformément à l'accord du 20 décembre 2006 relatif à la prévoyance santé.

Caractéristiques et risques

Bpifrance s'est appuyé sur la pyramide des âges des salariés, leur date d'entrée dans la vie active et sur une première approche de la politique sociale qui pourrait se dessiner au vu de la réglementation actuelle et des accords d'entreprises. Les avantages du régime des indemnités de fin de carrière sont acquis tout au long de la carrière en fonction de l'ancienneté dans l'entreprise avec plafonnement à 6 mois de salaire brut et liquidés au départ à la retraite.

Les avantages du régime des frais de santé couvrent les salariés, et leurs ayants droit, ayant liquidé leur retraite avant le 31 décembre 2006. Ils bénéficient d'une participation mensuelle fixe de l'employeur d'un montant de 27,54 €.

Le fonds constitué en couverture des engagements relatifs aux indemnités de fin de carrière a été contractuellement externalisé auprès de CNP Assurances, qui le gère dans le cadre d'une orientation fixée par le Groupe qui en assure la gouvernance.

Ces régimes à prestations définies exposent Bpifrance à un risque actuariel lié notamment au risque de longévité (plus particulièrement pour le régime des frais de santé), au risque de taux d'intérêt et aux risques de marché en ce qui concerne les actifs en couverture.

Les actifs du fonds

La ventilation de la juste valeur des actifs du régime est la suivante :

(en %)	31/12/2025	31/12/2024
OPCVM		
Obligations	77 %	77 %
Actions	16 %	16 %
Monétaire	3 %	3 %
Autres	4 %	4 %
	100 %	100 %

Hypothèses actuarielles importantes

Les hypothèses actuarielles de mortalité se basent sur les tables statistiques de mortalité publiques (INSEE 2019-2021 par sexe).

Les dates de départ à la retraite sont estimées individuellement en fonction de l'année de naissance, de l'âge de début de carrière et de la durée de cotisations donnant droit à une retraite de la sécurité sociale à taux plein.

Les modalités de rotation de l'emploi (turnover) évoluent principalement en fonction de l'âge du salarié et ont été estimées statistiquement à partir des données historiques observées. Le taux de rotation de l'emploi est ainsi estimé pour les salariés de Bpifrance, principale entité du Groupe :

	31/12/2025		31/12/2024	
	Cadres	Non-cadres	Cadres	Non-cadres
Moins de 35 ans	7,0 %	7,0 %	7,1 %	9,2 %
Entre 35 et 44 ans	3,6 %	3,6 %	3,7 %	1,3 %
Entre 45 et 54 ans	1,5 %	1,5 %	1,4 %	2,7 %
55 ans et plus	0,2 %	0,0 %	0,3 %	0,0 %

Le taux d'actualisation, taux des obligations de première catégorie, a été déterminé en fonction de la durée de portage des engagements concernés.

Le taux annuel de progression des salaires et le taux de revalorisation des engagements de médaille du travail font également partie des hypothèses actuarielles.

Financement du fonds

Le fonds produit trimestriellement une analyse de la politique d'investissement. Selon un principe de prudence, il est investi majoritairement en OPCVM obligataires.

Au 31 décembre 2025, la duration moyenne de l'obligation relative aux régimes à prestations définies était de 15,2 ans pour les indemnités de fin de carrière et de 7 ans pour les frais de santé (respectivement 17,4 ans et 6,5 ans en 2024).

Une variation à la hausse de 0,5 % du taux d'actualisation conduirait à une diminution de l'engagement de -1,5 M€ alors qu'une baisse de 0,5 % conduirait à une hausse de l'engagement de 3,3 M€.

Autres avantages à long terme

Prime de médaille d'honneur du travail

Les salariés du Groupe se voient octroyer des primes pour l'obtention de médailles d'honneur du travail. Ces engagements sont provisionnés sur la base des accords d'entreprises.

Retraite complémentaire

L'accord professionnel AFB du 13 septembre 1993 sur la réforme des régimes de retraite de la profession bancaire s'applique au personnel de Bpifrance. Le paiement d'un complément de pension bancaire et d'abattements non pris en charge par les caisses d'accueil au titre des droits acquis par ce personnel au 31 décembre 1993 est assuré par un fonds de réserve dont le montant est suffisant pour couvrir les besoins de l'espèce.

Départs anticipés

Au titre des départs anticipés, Bpifrance est engagé vis-à-vis de son personnel. Ces engagements sont provisionnés.

Variation des obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi

Variation des obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi (En millions d'euros.)	Indemnités de fin de carrière			Frais de santé
	Obligations au titre des prestations définies	Actifs du régime	Passif / (actif) net	Obligations au titre des prestations définies
Solde d'ouverture	40,7	24,2	16,8	0,9
Impacts en compte de résultat	2,0	-1,2	3,1	-0,1
- Coût des services rendus au cours de la période	3,4	0,0	3,4	0,0
- Intérêts sur le passif / l'actif au titre des prestations définies	1,2	0,8	0,4	0,0
- Coût des services passés	0,0	0,0	0,0	0,0
- Effets de variations du cours des monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0
- Cotisation au régime de l'employeur	0,0	0,0	0,0	0,0
- Cotisation au régime du participant	0,0	0,0	0,0	0,0
- Profit ou perte résultat de la liquidation	0,0	0,0	0,0	0,0
- Prestations payées	-2,6	-1,9	-0,7	-0,1
- Ecart actuariels (sur les autres avantages à long terme)	n/a	n/a	n/a	n/a
Variation de périmètre	0,0	0,0	0,0	0,0
Impacts en gains et pertes comptabilisés en capitaux propres	-3,6	-0,1	-3,5	0,0
- Ecart actuariels	-3,6	-0,1	-3,5	0,0
> dont écarts actuariels de la période liés à l'expérience	0,6	0,0	0,6	0,0
> dont écarts actuariels sur ajustements liés aux hypothèses démographiques	-0,2	0,0	-0,2	0,0

> dont écarts actuariels sur ajustements des hypothèses financières	-4,0	-0,1	-3,9	0,0
- Rendement des actifs du régime	0,0	0,0	0,0	0,0
- Variation de l'effet du plafond de l'actif	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde de clôture	39,0	22,9	16,3	0,8

Variation des obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi (En millions d'euros.)	Médailles du travail Obligations sur les autres avantages à long terme	Total 31/12/2025		
		Obligations	Actifs du régime	Passif / (actif) net
Solde d'ouverture	4,6	46,4	24,2	22,2
Impacts en compte de résultat	0,2	2,1	-1,2	3,2
- Coût des services rendus au cours de la période	0,4	3,8	0,0	3,8
- Intérêts sur le passif / l'actif au titre des prestations définies	0,1	1,3	0,8	0,5
- Coût des services passés	0,0	0,0	0,0	0,0
- Effets de variations du cours des monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0
- Cotisation au régime de l'employeur	0,0	0,0	0,0	0,0
- Cotisation au régime du participant	0,0	0,0	0,0	0,0
- Profit ou perte résultat de la liquidation	0,0	0,0	0,0	0,0
- Prestations payées	-0,2	-3,0	-1,9	-1,0
- Ecart actuariels (sur les autres avantages à long terme)	0,0	0,0	n/a	0,0
Variation de périmètre	0,0	0,0	0,0	0,0
Impacts en gains et pertes comptabilisés en capitaux propres	0,0	-3,7	-0,1	-3,6
- Ecart actuariels	0,0	-3,7	-0,1	-3,6
> dont écarts actuariels de la période liés à l'expérience	0,0	0,6	0,0	0,6
> dont écarts actuariels sur ajustements liés aux hypothèses démographiques	0,0	-0,2	0,0	-0,2
> dont écarts actuariels sur ajustements des hypothèses financières	0,0	-4,0	-0,1	-4,0
- Rendement des actifs du régime	0,0	0,0	0,0	0,0
- Variation de l'effet du plafond de l'actif	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde de clôture	4,8	44,8	22,9	21,9

Variation des obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi (En millions d'euros.)	Indemnités de fin de carrière			Frais de santé
	Obligations au titre des prestations définies	Actifs du régime	Passif / (actif) net	Obligations au titre des prestations définies
Solde d'ouverture	36,5	24,9	11,6	1,0
Impacts en compte de résultat	1,9	-0,9	2,8	-0,1
- Coût des services rendus au cours de la période	3,2	0,0	3,2	0,0
- Intérêts sur le passif / l'actif au titre des prestations définies	1,2	0,8	0,4	0,0
- Coût des services passés	0,0	0,0	0,0	0,0
- Effets de variations du cours des monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0
- Cotisation au régime de l'employeur	0,0	0,0	0,0	0,0
- Cotisation au régime du participant	0,0	0,0	0,0	0,0
- Profit ou perte résultat de la liquidation	0,0	0,0	0,0	0,0
- Prestations payées	-2,4	-1,7	-0,7	-0,1
- Ecart actuariels (sur les autres avantages à long terme)	n/a	n/a	n/a	n/a
Variation de périmètre	0,0	0,0	0,0	0,0
Impacts en gains et pertes comptabilisés en capitaux propres	2,4	0,1	2,3	0,0
- Ecart actuariels	2,4	0,1	2,3	0,0
> dont écarts actuariels de la période liés à l'expérience	1,3	0,0	1,3	0,0
> dont écarts actuariels sur ajustements liés aux hypothèses démographiques	0,1	0,0	0,1	0,0
> dont écarts actuariels sur ajustements des hypothèses financières	1,0	0,1	0,9	0,0
- Rendement des actifs du régime	0,0	0,0	0,0	0,0
- Variation de l'effet du plafond de l'actif	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde de clôture	40,7	24,2	16,8	0,9

Variation des obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi (En millions d'euros.)	Médailles du travail Obligations sur les autres avantages à long terme	Total 31/12/2024		
		Obligations	Actifs du régime	Passif / (actif) net
Solde d'ouverture	4,1	41,6	24,9	16,7
Impacts en compte de résultat	0,5	2,4	-0,9	3,3
- Coût des services rendus au cours de la période	0,6	3,7	0,0	3,7
- Intérêts sur le passif / l'actif au titre des prestations définies	0,1	1,3	0,8	0,5
- Coût des services passés	0,0	0,0	0,0	0,0

- Effets de variations du cours des monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0
- Cotisation au régime de l'employeur	0,0	0,0	0,0	0,0
- Cotisation au régime du participant	0,0	0,0	0,0	0,0
- Profit ou perte résultat de la liquidation	0,0	0,0	0,0	0,0
- Prestations payées	-0,1	-2,6	-1,7	-0,9
- Ecart actuariels (sur les autres avantages à long terme)	0,0	0,0	n/a	0,0
Variation de périmètre	0,0	0,0	0,0	0,0
Impacts en gains et pertes comptabilisés en capitaux propres	0,0	2,4	0,1	2,3
- Ecart actuariels	0,0	2,4	0,1	2,3
> dont écart actuariels de la période liés à l'expérience	0,0	1,2	0,0	1,2
> dont écart actuariels sur ajustements liés aux hypothèses démographiques	0,0	0,1	0,0	0,1
> dont écart actuariels sur ajustements des hypothèses financières	0,0	1,1	0,1	0,9
- Rendement des actifs du régime	0,0	0,0	0,0	0,0
- Variation de l'effet du plafond de l'actif	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde de clôture	4,6	46,4	24,2	22,2

10.3. – Effectifs

L'effectif moyen des entreprises consolidées par intégration globale s'établit à 4 578 salariés en 2025, dont 91 % de cadres.

10.4. – Rémunérations allouées aux membres des organes de direction et d'administration

Les rémunérations versées au cours de l'exercice aux mandataires sociaux se sont élevées à 450 milliers d'euros.

Les rémunérations versées aux administrateurs au titre de la présence et aux présidents des comités métiers s'établissent à 222,5 milliers d'euros.

Note 11. – Information sectorielle

Le groupe Bpifrance exerce principalement les métiers suivants :

- Les prêts à long et moyen terme : il s'agit de financements à long et moyen terme sous forme de prêts directs, de crédit-bail mobilier et immobilier et de location financière ; ils comprennent également les prêts innovation,
- Le financement court terme regroupe notamment les opérations de financement des créances publiques en métropole et dans les DROM-COM, soit directement, soit par signature,
- Les interventions en garantie couvrent les banques et les organismes d'intervention en fonds propres des risques de défaillance des bénéficiaires de financement,
- Les aides au financement de l'innovation sous forme d'avances remboursables ou de subventions,
- Les activités d'investissement en fonds propres sous forme d'investissements directs ou via des fonds directs (Investissement en Capital Développement) ou sous forme d'investissements indirects via les fonds de fonds (Investissement en Fonds de Fonds),
- L'international : filiale de Bpifrance, Bpifrance Assurance Export assure la gestion des garanties publiques à l'exportation au nom et pour le compte de l'Etat.

La rubrique « Autres » comprend l'activité essentiellement réalisée par les structures immobilières (SCI Bpifrance, Auxi-Finances), le crédit export, le Digital, Innovation Invest, l'activité de Conseil ainsi que le métier « Création Entrepreneuriat & Territoires ».

31/12/2025 (En millions d'euros.)	Financement	Garantie	Financement de l'Innovation	Investissement en Capital Développement	Investissement en Fonds de Fonds	International	Autres	Total
PNB	731,1	164,4	114,8	560,4	121,5	57,8	45,1	1 795,1
Frais généraux	-348,3	-86,4	-171,7	-158,6	-57,4	-49,4	-350,2	-1 221,9
Coût du risque	-83,9	0,0	-68,0	4,6	0,0	0,0	-14,8	-162,2
Résultat d'exploitation	298,9	78,0	-124,9	406,4	64,1	8,4	-319,9	411,1

31/12/2024 (En millions d'euros.)	Financement	Garantie	Financement de l'Innovation	Investissement en Capital Développement	Investissement en Fonds de Fonds	International	Autres	Total
PNB	714,0	154,2	134,4	825,4	170,4	58,2	39,7	2 096,3
Frais généraux	-338,5	-82,5	-163,5	-149,5	-51,3	-51,8	-333,6	-1 170,8
Coût du risque	-83,1	0,0	-37,8	-0,6	0,0	0,0	-38,0	-159,4
Résultat d'exploitation	292,3	71,7	-66,9	675,3	119,1	6,4	-331,9	766,0

Encours bruts (En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Prêts à long et moyen terme	43 429,4	42 356,0
. dont prêts Innovation	2 024,4	1 948,5
Financement court terme	1 746,4	1 513,7
Aides au financement de l'innovation	788,5	821,3
Garanties données	15 138,1	14 481,8

Les fonds de garantie s'élèvent à 6 966,8 M€ en 2025 contre 7 078,7 M€ en 2024

Les subventions accordées au titre de l'activité innovation s'élèvent à 99,6 M€ en 2025 contre 117,6 M€ en 2024.

Les actifs financiers des activités d'investissement s'élèvent à 27 224,7 M€ en 2025 contre 25 738,7 M€ en 2024 ; la trésorerie disponible s'élève à 1 066,9 M€ contre 1 348,7 M€ en 2024.

Note 12. – Engagements

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Engagements donnés	26 777,0	24 963,1
Engagements de financement de crédits	10 913,4	9 952,6
En faveur des établissements de crédit	29,6	0,0
En faveur de la clientèle	10 883,9	9 952,6
Engagements de financement d'aides à l'innovation	240,9	262,7
Engagements de garantie	15 138,1	14 481,8
En faveur des établissements de crédit	0,0	0,0
En faveur de la clientèle	15 138,1	14 481,8
Engagements sur titres (titres à livrer)	484,6	266,0
Engagements reçus	20 442,9	32 017,1
Engagements de financement de crédits reçus des établissements de crédit	17 309,3	28 689,8
Engagements de garantie reçus des établissements de crédit	3 133,6	3 327,3
Engagements sur titres (titres à recevoir)	0,0	0,0

Au sein des engagements de financement reçus des établissements de crédit, 9 591 M€ proviennent d'engagements reçus sur titres mis en pension.

Bpifrance enregistre au titre de ses opérations de change à terme au 31 décembre 2025 un encours de devises à recevoir de 1 375,2 M€ (1 447,2 M€ au 31 décembre 2024) et un encours d'euros à livrer de 1 392,7 M€ (1 392,7 M€ au 31 décembre 2024).

Note 13. – Autres informations

13.1. – Parties liées

Les parties liées au groupe Bpifrance sont les sociétés entrant dans le périmètre de consolidation présenté en note 4, les participations non consolidées, ainsi que les sociétés exerçant un contrôle sur le Groupe.

Informations relatives aux sociétés liées

Les transactions communes aux sociétés intégrées globalement sont éliminées dans les comptes consolidés.

Les transactions avec les sociétés exerçant un contrôle sur le Groupe sont reprises dans la colonne « Sociétés exerçant un contrôle conjoint ». Il s'agit des transactions réalisées avec l'EPIC Bpifrance et la Caisse des dépôts et consignations. Les transactions avec les sociétés intégrées par mise en équivalence sont reprises dans la colonne « Entreprises associées ».

Les transactions avec d'autres entités liées non consolidées sont reprises dans la colonne « Autres parties liées ».

31 décembre 2025

Bilan

(En millions d'euros.)	Sociétés exerçant un contrôle conjoint	Entreprises associées	Autres parties liées	Total
Actif				
Prêts et avances	215,1	314,4	0,0	529,5
Instruments de capitaux propres	0,0	0,0	3,2	3,2
Autres créances	0,1	0,0	0,0	0,1
Total des actifs	215,2	314,4	3,2	532,8

Passif				
Dépôts	0,0	0,0	0,0	0,0
Emprunts à terme	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres passifs	0,9	0,0	0,0	0,9
Total des passifs	0,9	0,0	0,0	0,9
Informations diverses				
Garanties émises par le groupe	0,0	2,3	0,0	2,3
Garanties reçues par le groupe	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres engagements	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépréciations des créances douteuses	0,0	0,0	0,0	0,0

Compte de résultat

(En millions d'euros.)	Sociétés exerçant un contrôle conjoint	Entreprises associées	Autres parties liées	Total
Total des charges dont :	70,3	0,0	0,0	70,3
Charges d'intérêts	68,4	0,0	0,0	68,4
Honoraires et commissions	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations de services reçues	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	1,9	0,0	0,0	1,9
Total des produits dont :	2,6	9,0	0,0	11,6
Produits d'intérêts	2,5	8,7	0,0	11,2
Honoraires et commissions	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations de services données	0,1	0,0	0,0	0,1
Produits de dividendes	0,0	0,2	0,0	0,2
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres informations				
Charges de l'exercice au titre des créances douteuses	0,0	0,0	0,0	0,0

31 décembre 2024Bilan

(En millions d'euros.)	Sociétés exerçant un contrôle conjoint	Entreprises associées	Autres parties liées	Total
Actif				
Prêts et avances	239,3	308,8	0,8	548,9
Instruments de capitaux propres	0,0	0,0	3,4	3,4
Autres créances	0,5	0,0	0,0	0,5
Total des actifs	239,8	308,8	4,2	552,8
Passif				
Dépôts	0,0	0,0	0,0	0,0
Emprunts à terme	185,3	0,0	0,0	185,3
Autres passifs	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des passifs	185,3	0,0	0,0	185,3
Informations diverses				
Garanties émises par le groupe	0,0	3,9	0,0	3,9
Garanties reçues par le groupe	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres engagements	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépréciations des créances douteuses	0,0	0,0	0,0	0,0

Compte de résultat

(En millions d'euros.)	Sociétés exerçant un contrôle conjoint	Entreprises associées	Autres parties liées	Total
Total des charges dont :	60,7	0,0	0,0	60,7
Charges d'intérêts	60,7	0,0	0,0	60,7
Honoraires et commissions	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations de services reçues	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0

Total des produits dont :	4,8	9,4	0,0	14,2
Produits d'intérêts	4,1	9,2	0,0	13,3
Honoraires et commissions	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations de services données	0,7	0,0	0,0	0,7
Produits de dividendes	0,0	0,2	0,0	0,2
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres informations				
Charges de l'exercice au titre des créances douteuses	0,0	0,0	0,0	0,0

13.2. – Honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat consolidé (montants HT, hors réseau)

(En milliers d'euros.)	KPMG Audit		PricewaterhouseCoopers Audit		Forvis Mazars	
	2025	2024	2025	2024	2025	2024
Certification des comptes	453	497	1 536	1 501	746	624
Certification des informations en matière de durabilité CSRD	190	57	0	0	178	57
Autres prestations (*)	60	54	23	88	106	46
Total	703	608	1 559	1 589	1 030	727

(*) Lettres de confort, procédures convenues, attestations, consultations, ...

13.3. – Activités pour compte de tiers

Les opérations gérées par Bpifrance (mandataire) pour le compte de tiers (mandants) ne figurent pas au bilan consolidé de la Banque.

(En millions d'euros.)	31/12/2025							
	Actif				Passif			Hors bilan
	Créances	Compte du mandant	Disponibilités	Total	Dettes	Compte du mandant	Total	
Activité de financement								
ARI (*)	15,2	0,0	0,0	15,2	0,0	15,2	15,2	10,7
Fonds de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
FDES PBAR	100,0	0,0	0,0	100,0	0,0	100,0	100,0	0,0
Activité de garantie								
PGE	44,0	0,0	0,0	44,0	0,0	44,0	44,0	14 993,1
Camulor	0,0	0,0	0,2	0,2	0,0	0,2	0,2	0,0
FGRU (*)	0,0	0,0	4,3	4,3	0,0	4,3	4,3	0,0
Prêts étudiants	0,0	0,0	86,5	86,5	0,0	86,5	86,5	714,1
Agriculture	0,0	0,0	33,5	33,5	0,0	33,5	33,5	114,6
FCS	0,0	0,0	126,8	126,8	0,0	126,8	126,8	101,0
Activité d'aides à l'innovation								
Assurance Prospection	605,1	0,0	0,0	605,1	8,5	596,6	605,1	230,8
ATOUT	0,0	0,0	42,7	42,7	0,0	42,7	42,7	0,0
FGI ATF PIA3	87,1	0,0	8,9	96,0	53,7	42,3	96,0	38,4
FGI CONCOURS d'INNOVATION PIA3	33,5	0,0	5,8	39,3	6,8	32,5	39,3	3,7
FIS	3,6	0,0	5,1	8,7	3,9	4,8	8,7	3,9
FNI-PRI	2,6	0,0	18,7	21,3	0,3	21,0	21,3	0,2
PIA4 DEMONSTRATEURS DIRIGE	243,9	398,7	4,1	646,7	646,7	0,0	646,7	316,8
PIA4 DIRIGE DEPLOIEMENT	230,8	1 569,5	52,3	1 852,6	1 852,6	0,0	1 852,6	238,6
PIA4 DIRIGE MATURATION	74,3	513,0	1,5	588,8	588,8	0,0	588,8	99,8
PIA4 FR2030 INDUST	128,1	2 312,2	72,7	2 513,0	2 513,0	0,0	2 513,0	2 238,4
PIA4 REGIONALISE	38,6	36,7	0,0	75,3	75,3	0,0	75,3	37,9
PIA 4 STRUCTUREL	202,3	326,3	27,2	555,8	555,8	0,0	555,8	327,4
PIAVE	39,0	0,0	24,4	63,4	3,2	60,2	63,4	2,7
PSIM	6,4	0,0	3,8	10,2	0,4	9,8	10,2	0,4
PSPC	211,2	0,0	24,3	235,5	65,2	170,3	235,5	55,8
FSN	28,7	0,0	29,0	57,7	7,6	50,1	57,7	1,6
SIA	0,0	23,0	1,2	24,2	24,2	0,0	24,2	1,7
DEEP TECH GPT	1,8	0,0	2,4	4,2	1,0	3,2	4,2	0,3
PLAN BATTERIES	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AI DEEPTech 2	0,0	0,0	44,7	44,7	38,9	5,8	44,7	2,0
ENTREPRENEUR IAT	0,1	0,0	121,3	121,4	82,6	38,8	121,4	1,0
FONDS INVESTISSEMENT INDUSTRIEL	9,1	181,6	2,9	193,6	193,6	0,0	193,6	0,6
French Tech	0,0	0,0	0,3	0,3	0,0	0,3	0,3	0,0

Frenc Tech Tremplin	0,9	0,0	1,1	2,0	0,2	1,8	2,0	0,0
Frenc Tech Tremplin Bourse	0,4	0,0	1,4	1,8	0,0	1,8	1,8	0,0
FUI	0,1	0,0	32,5	32,6	3,7	28,9	32,6	0,6
GRANDS DEFIS GPT	0,0	3,8	13,8	17,6	17,6	0,0	17,6	1,4
IPCEI H2	0,0	488,9	82,1	571,0	571,0	0,0	571,0	0,0
FRIGPT	60,5	0,0	156,3	216,8	49,0	167,8	216,8	34,2
CMA CGM DECARBO PECHE	0,0	0,2	0,0	0,2	0,2	0,0	0,2	0,0
CMA CGM INNOVATION	0,0	17,8	0,0	17,8	17,8	0,0	17,8	0,6
NCC-FR	0,0	0,0	0,3	0,3	0,3	0,0	0,3	0,0
Total	2 167,3	5 871,7	1 032,1	9 071,1	7 381,9	1 689,2	9 071,1	19 572,3

(*) ARI : Aides à la réindustrialisation

FDES PBAR : Fonds de Développement Economique et Social

PGE : Prêt Garanti par l'Etat.

FCS : Fonds de cohésion social

FGRU : Fonds de Garantie pour le Renouvellement Urbain

FSN : Fonds national pour la Société Numérique

PSIM : Programme de Soutien à l'Innovation Majeure

PSPC : Projet de recherche et de développement Structurants des Pôles de Compétitivité

FUI : Fonds Unique Interministériel

FNI-PRI : Fonds national d'innovation - Partenariats régionaux d'avenir

PIAVE : Projets Industriels d'Avenir

ATF PIA 3 : Accompagnement et Transformation des Filières - Programme Investissement d'Avenir 3

SIA : Sait incubateurs accélérateurs

PIA4 : 4^e programme d'investissements d'avenir

NCC-FR : Centre National de Coordination Cyber – France

(En millions d'euros.)	31/12/2024							
	Actif				Passif			
	Créances	Compte du mandant	Disponibilités	Total	Dettes	Compte du mandant	Total	Hors bilan
Activité de financement								
ARI (*)	22,1	0,0	0,0	22,1	0,0	22,1	22,1	15,4
Fonds de dettes	9,2	0,0	0,0	9,2	0,0	9,2	9,2	0,0
FDES PBAR	237,1	0,0	25,8	262,9	0,0	262,9	262,9	0,0
Activité de garantie								
PGE	210,1	0,0	0,0	210,1	0,0	210,1	210,1	33 240,0
Camulor	0,0	0,0	0,2	0,2	0,0	0,2	0,2	0,0
FGRU (*)	0,0	0,0	4,3	4,3	0,0	4,3	4,3	0,0
Prêts étudiants	0,0	0,0	78,0	78,0	0,0	78,0	78,0	683,2
FCS	0,0	0,0	121,4	121,4	0,0	121,4	121,4	113,3
Activité d'aides à l'innovation								
Assurance Prospection	564,4	0,0	0,0	564,4	1,4	563,0	564,4	244,8
ATOUT	0,0	0,0	42,7	42,7	0,0	42,7	42,7	0,0
FUI	0,1	0,0	32,6	32,7	6,3	26,4	32,7	0,6
PSPC	221,7	0,0	76,4	298,1	106,3	191,8	298,1	77,8
FIS	3,7	0,0	5,5	9,2	4,8	4,4	9,2	4,2
FSN	36,8	0,0	107,1	143,9	10,2	133,7	143,9	2,2
PIAVE	44,6	0,0	60,4	105,0	7,9	97,1	105,0	8,6
PSIM	12,3	0,0	24,4	36,7	0,4	36,3	36,7	0,4
FGI CONCOURS d'INNOVATION PIA3	44,6	0,0	28,7	73,3	14,2	59,1	73,3	7,6
FNI-PRI	3,4	0,0	18,1	21,5	0,6	20,9	21,5	0,3
Frenc Tech Tremplin Bourse	0,0	0,0	5,2	5,2	0,1	5,1	5,2	4,4
PIA4 DEMONSTRATEURS DIRIGE	200,7	459,5	12,8	673,0	673,0	0,0	673,0	429,2
PIA4 DIRIGE DEPLOIEMENT	211,7	1 664,9	8,8	1 885,4	1 885,4	0,0	1 885,4	327,3
PIA4 DIRIGE MATURATION	49,4	607,0	1,9	658,3	658,3	0,0	658,3	138,2
PIA4 FR2030 INDUST	87,2	2 332,2	115,8	2 535,2	2 535,2	0,0	2 535,2	2 140,6
PIA4 REGIONALISE	24,8	0,0	31,6	56,4	49,7	6,7	56,4	29,4
PIA 4 STRUCTUREL	124,7	498,1	9,3	632,1	632,1	0,0	632,1	336,1
FGI ATF PIA3	125,1	0,0	6,7	131,8	66,1	65,7	131,8	54,4
SIA	0,0	24,9	0,7	25,6	25,6	0,0	25,6	1,7
PLAN BATTERIES	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
DEEP TECH GPT	2,9	0,0	2,1	5,0	1,4	3,6	5,0	0,5
GRANDS DEFIS GPT	0,0	5,7	19,5	25,2	25,2	0,0	25,2	2,3
FONDS INVESTISSEMENT INDUSTRIEL	4,1	430,0	23,7	457,8	457,8	0,0	457,8	10,6
IPCEI H2	0,0	575,3	121,6	696,9	696,9	0,0	696,9	0,0
All DEEPTech 2	0,0	0,0	49,7	49,7	39,0	10,7	49,7	3,8
French Tech	0,0	0,0	0,3	0,3	0,0	0,3	0,3	0,0
Frenc Tech Tremplin	0,9	0,0	1,1	2,0	0,3	1,7	2,0	0,0
CMA CGM DECARBO PECHE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CMA CGM INNOVATION	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
NCC-FR	0,0	0,0	1,1	1,1	0,0	1,1	1,1	0,0
ENTREPRENEURIAT	0,0	27,8	63,9	91,7	91,7	0,0	91,7	10,3
FRIGPT	56,3	0,0	152,8	209,1	47,7	161,4	209,1	32,9
Total	2 297,9	6 625,4	1 254,2	10 177,5	8 037,6	2 139,9	10 177,5	37 920,1

(*) ARI : Aides à la réindustrialisation

FDES PBAR : Fonds de Développement Economique et Social

PGE : Prêt Garanti par l'Etat.

FCS : Fonds de cohésion social
FGRU : Fonds de Garantie pour le Renouvellement Urbain
FSN : Fonds national pour la Société Numérique
PSIM : Programme de Soutien à l'Innovation Majeure
PSPC : Projet de recherche et de développement Structurants des Pôles de Compétitivité
FUI : Fonds Unique Interministériel
FNI-PRI : Fonds national d'innovation - Partenariats régionaux d'avenir
PIAVE : Projets Industriels d'Avenir
ATF PIA 3 : Accompagnement et Transformation des Filières - Programme Investissement d'Avenir 3
SIA : Satt incubateurs accélérateurs
PIA4 : 4^e programme d'investissements d'avenir
NCC-FR : Centre National de Coordination Cyber – France

VII. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Bpifrance relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Dépréciations et provisionnement du risque de crédit

Risque identifié

Dépréciations et provisionnement au titre du risque de crédit attendu sur les encours sains et dégradés (« bucket 1 », « bucket 2 »)

Comme indiqué dans les notes 5.4 et 5.5 de l'annexe aux comptes consolidés, Bpifrance comptabilise, au titre des pertes de crédit attendues, des dépréciations et des provisions sur les encours sains et dégradés.

Comme indiqué dans la note 6.17 de l'annexe aux comptes consolidés, le montant des dépréciations et provisions pour risque de crédit attendu sur encours sains et dégradés (bilan et hors-bilan) s'élève à 424,1 M€ au 31 décembre 2025. Ces dépréciations et provisions sont déterminées selon des modèles internes de risques de crédit (la probabilité de défaut, le taux de pertes en cas de défaut, ...) en tenant compte de données macro-économiques prospectives.

Les encours de crédit sont initialement classés en « bucket 1 ». Dans le cas où ils n'ont pas connu d'augmentation significative du risque de crédit depuis l'origine (SICR), ils restent classés en « bucket 1 » et leurs dépréciations et provisions sont fondées sur les pertes de crédit attendues à 12 mois. En cas d'augmentation significative du risque de crédit, les encours de crédit sont transférés en « bucket 2 » et leurs dépréciations et provisions sont déterminées sur la base des pertes attendues à maturité.

Compte tenu notamment du contexte d'incertitudes économiques et politiques, la méthodologie relative au modèle de calcul des pertes attendues de Bpifrance a nécessité un certain nombre d'ajustements tel que précisé dans la note 8.1.5 de l'annexe.

Nous avons considéré que l'évaluation du risque de crédit attendu constituait un point clé de l'audit étant donné que les dépréciations et provisions induites constituent une estimation significative, en raison :

- du risque d'incidence matérielle sur les résultats de l'établissement ;
- de la complexité de la détermination de paramètres et modalités de calculs des dépréciations pour les encours en « bucket 1 » et « bucket 2 ».

Dépréciations et provisionnement au titre du risque de crédit avéré sur base individuelle (« bucket 3 ») :

Bpifrance comptabilise des dépréciations et provisions pour couvrir les pertes de crédit résultant de l'incapacité de ses clients à faire face à leurs engagements financiers. Comme indiqué dans la note 5.5 de l'annexe aux comptes consolidés, la direction calcule des dépréciations sur base individuelle par différence entre la valeur comptable de l'actif présentant un risque de crédit avéré et la valeur actualisée des flux futurs de trésorerie qu'elle estime recouvrable à maturité après prise en compte de la mise en jeu des garanties.

Comme indiqué dans la note 6.17 de l'annexe aux comptes consolidés, le montant des dépréciations et provisions pour risque de crédit avéré s'élève à 958,5 M€ au 31 décembre 2025.

Nous avons considéré la détermination des dépréciations et provisions pour risque de crédit avéré comme un point clé de l'audit en raison :

- de l'importance relative des encours de prêts dans le bilan et des engagements consentis à la clientèle ;
- de l'importance de la valeur des garanties, de la couverture par les fonds de garantie, ainsi que de l'évaluation des flux recouvrables.

Approche d'audit

Nous avons pris connaissance des dispositifs de contrôle interne mis en place par l'établissement pour identifier les créances concernées et évaluer le montant des dépréciations et provisions à comptabiliser.

Nous avons également testé la conception et l'efficacité opérationnelle de contrôles que nous avons jugés clés relatifs à ces dispositifs.

Pour les dépréciations et provisions des encours sains et dégradés, nous avons effectué un examen critique de la documentation mise à disposition pour justifier la méthodologie utilisée et apprécier les critères d'identification par Bpifrance des secteurs d'activité considérés au regard de son environnement comme étant davantage sensibles aux incidences du contexte économique actuel, des paramètres économiques projetés y compris l'examen des scénarios et du dispositif de gouvernance encadrant leur mise à jour.

Pour les dépréciations et provisions estimées sur base individuelle, nos travaux ont consisté en :

- un examen du dispositif de suivi des contreparties douteuses et contentieuses ;
- un examen du processus de détermination des dépréciations sur les dossiers en défaut (incluant la prise en compte de la valorisation des garanties) ;
- tester les contrôles automatisés sur le déclassement des crédits et le calcul des montants de dépréciation.
- Nous avons mis en œuvre par ailleurs les procédures substantives suivantes :
- pour les dépréciations des encours sains et dégradés, nous avons apprécié le caractère raisonnable des principaux paramètres retenus et leur modélisation, effectué un calcul indépendant de la provision au 31 décembre 2025 sur un échantillon de portefeuilles de crédit, réalisé des procédures sur les ajustements (dans le modèle et en dehors du modèle) apportés aux modalités de calcul des dépréciations pour pertes de crédit attendues et nous nous sommes assurés de la correcte documentation et justification de ces ajustements.
- pour les dépréciations sur base individuelle, nous nous sommes assurés, au moyen de sondages sur des dossiers de crédit, de l'adéquation de la dépréciation comptabilisée eu égard aux prévisions de flux de trésorerie futurs estimés par l'établissement.

Evaluation des participations dans les entreprises mises en équivalence

Risque identifié

Bpifrance détient des participations sur lesquelles elle exerce une influence notable. Dans le cadre de l'établissement des comptes consolidés du groupe Bpifrance, ces participations sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence qui consiste à substituer à la valeur des titres la quote-part que le groupe détient dans les capitaux propres et

le résultat des sociétés concernées. Le compte de résultat reflète la quote-part du groupe dans le résultat des entreprises mises en équivalence.

Comme indiqué dans la note 3.3 des comptes consolidés, la valeur des participations mises en équivalence fait l'objet d'un test de dépréciation selon les dispositions de la norme IAS 36 relative à la dépréciation d'actifs, s'il existe une indication objective de dépréciation résultant d'un ou de plusieurs événements intervenus après la comptabilisation initiale de la participation et que ces événements sont susceptibles d'avoir un impact sur les flux de trésorerie futurs estimés.

La valeur comptable des participations mises en équivalence est alors comparée à la valeur recouvrable qui correspond à la valeur la plus élevée entre d'une part, la valeur d'utilité calculée généralement selon la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés ou des méthodes multicritères, et d'autre part la juste valeur diminuée des coûts de vente.

Au regard de l'importance relative des participations mises en équivalence dans le bilan du groupe et de la part significative de jugement requise par la détermination des valeurs d'utilité, nous avons considéré que la mise en œuvre des tests de dépréciation des participations mises en équivalence constituait un point clé de notre audit.

Au 31 décembre 2025, les participations mises en équivalence s'élèvent à 4 105,5 M€ - cf. note 6.12 de l'annexe aux états financiers consolidés.

Approche d'audit

La Direction a mis en place un dispositif de contrôle pour l'identification d'indicateurs objectifs de dépréciation et l'estimation des valeurs recouvrables et notamment des valeurs d'utilité sur titres mis en équivalence. Nous avons examiné le dispositif de contrôle en vigueur et notamment :

- l'identification d'éventuels indices de pertes de valeurs ;
- les méthodes et modèles mis en œuvre par le groupe pour l'évaluation des valeurs recouvrables ;
- la documentation des analyses réalisées.
- Avec le support de nos experts en évaluation, nous avons examiné, pour les principales participations mises en équivalence au 31 décembre 2025 :
 - l'approche retenue et les données utilisées par le groupe (valorisation boursière, performances récentes ou prévisions de résultats...) pour apprécier l'existence d'indicateurs objectifs de dépréciation ou estimer la valeur d'utilité des titres ;
 - les paramètres de marché retenus pour l'estimation des valeurs d'utilité (beta et prime de marché notamment) ;
 - les paramètres d'évaluation (taux d'actualisation, taux de croissance à long terme) ;
 - les calculs des modèles d'évaluation.

Nous avons examiné par ailleurs les informations communiquées dans l'annexe aux comptes consolidés.

Évaluation des actifs financiers à la juste valeur par résultat ou capitaux propres classés en niveau 3 dans la hiérarchie de juste valeur

Risque identifié

Bpifrance détient via son pôle Investissement, un portefeuille de participations non cotées, d'obligations convertibles ou remboursables en actions et de parts d'OPCVM, comptabilisés en date d'acquisition au prix de négociation.

Lors des évaluations ultérieures, la juste valeur de ces actifs financiers détenus en direct ou par le biais de fonds de capital investissement est estimée par comparaison avec d'éventuelles transactions récentes portant sur le capital des participations concernées, réalisées avec des tiers indépendants et dans des conditions normales de marché. En l'absence de telles références, la juste valeur est déterminée (tout en tenant compte de l'environnement économique incertain), à partir de techniques communément utilisées (multiples d'EBIT ou d'EBITDA, flux de trésorerie actualisés, etc.) ou sur la base de la quote-part d'actif net revenant au groupe, calculée à partir des informations disponibles les plus récentes, s'agissant des parts de fonds gérés par des sociétés externes au groupe.

Nous avons considéré la détermination de la juste valeur des participations non cotées comme un point clé de l'audit au 31 décembre 2025, en raison :

- du risque d'incidence significative sur les résultats du groupe, au regard de l'importance du poste au niveau des états financiers consolidés ;
- de l'importance du jugement requis pour la détermination des justes valeurs et du recours à des données non observables ;
- de la sensibilité des valeurs d'utilité à certains paramètres d'évaluation.

Au 31 décembre 2025, la valeur des actifs financiers classés en niveau 3 dans la hiérarchie de juste valeur et comptabilisés (cf. note 6.20) :

- à la juste valeur par résultat s'élève à 8 166,5 M€ ;
- à la juste valeur par capitaux propres s'élève à 7 062,7 M€.

Approche d'audit

La Direction a mis en place un dispositif de contrôle pour l'identification et le suivi opérationnel des actifs enregistrés à la juste valeur par résultats ou capitaux propres de niveau 3 et pour l'évaluation de leur juste valeur.

Nous avons examiné ce dispositif et testé, sur base d'échantillons, la conception et l'efficacité opérationnelle des principaux contrôles clés portant notamment sur :

- Le choix des approches d'évaluation de la juste valeur, s'agissant de participations non cotées, des parts d'OPCVM ou d'autres actifs enregistrés à la juste valeur ;
- La détermination des paramètres de marché (beta et prime de marché) ou d'évaluation (flux contractuels attendus le cas échéant, taux d'actualisation, taux de croissance, multiples d'Ebit ou d'Ebitda, etc.) ;
- La documentation des analyses réalisées et les contrôles de premier et de second niveau sur ces analyses.
- Avec le support de nos experts en évaluation, nous avons examiné une sélection de lignes du portefeuille au 31 décembre 2025 et réalisé les travaux suivants :
- Examen des données retenues par le groupe et analyse critique de la méthodologie d'évaluation dans le contexte économique actuel ;
- Vérification arithmétique des modèles d'évaluation ;
- Examen des paramètres d'évaluation (taux d'actualisation, taux de croissance à long terme, taux d'impôt, multiples sectoriels) ;
- Validation des valeurs liquidatives des fonds retenues ;
- Examen du classement des actifs selon leur hiérarchie de valeur.

Nous avons examiné par ailleurs les informations communiquées dans l'annexe aux états financiers consolidés.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Format de présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L.451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du directeur général. S'agissant de comptes consolidés, nos diligences comprennent la vérification de la conformité du balisage de ces comptes au format défini par le règlement précité.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen. Il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes consolidés qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Bpifrance par l'assemblée générale du 28 mai 2009 pour le cabinet KPMG Audit FS I et du 11 mai 2022 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit.

Au 31 décembre 2025, le cabinet KPMG Audit FS I était dans la 17^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit dans la 4^{ème} année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris La Défense, le 26 mars 2026
Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Lionel Lepetit

KPMG Audit FS I
Nicolas Bourhis

C. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au greffe du Tribunal de Commerce de Créteil.